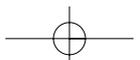
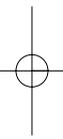


# **TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE**

**SITUATION 2007**

**PERSPECTIVES 2008-2009**



## Tableau de bord de l'économie

### LE MOT DU MINISTRE D'ETAT

L'année 2007 s'est achevée sur une note de satisfaction sur les plans économique et financier.

En effet, l'activité économique a enregistré le taux de croissance le plus élevé de la dernière décennie (5,6%), témoignant des effets bénéfiques des réformes structurelles engagées par le Gouvernement depuis 2002, avec l'appui de la communauté financière internationale. Cette embellie s'est traduite concrètement par la confirmation du dynamisme du secteur non pétrolier (6,5%) et par une expansion des importations (11,1%), dans un contexte de regain des tensions inflationnistes (5%).

Dans ce contexte économique favorable, la discipline budgétaire imposée par le programme triennal en cours d'exécution a abouti à la consolidation des finances publiques. C'est d'ailleurs dans ce cadre et à cet effet que le Gabon a signé avec ses créanciers membres du Club de Paris, un accord de rachat anticipé de sa dette en juillet 2007.

Conformément aux termes de cet accord, le Gabon s'engageait à rembourser la totalité de la dette éligible à cette opération avant le 30 janvier 2008. L'encours de cette dette s'élevait à un peu plus de 2,4 milliards de dollars américain. Après négociation avec le Club de Paris, il a été convenu du rachat anticipé de 86% de cet encours avec une décote de 15%, soit un peu plus de 1,6 milliard de dollars américain. Pour sa part, la France a porté la décote accordée à 20% à travers le mécanisme de conversion/annulation.

Ne disposant pas de la totalité des ressources, le Gouvernement a opté pour trois sources de financement : les ressources propres, un emprunt obligataire sous régional pour une durée de 6 ans (82 milliards de FCFA) et un emprunt obligataire international pour une durée de 10 ans

## **Tableau de bord de l'économie**

---

(1 milliard de dollars US). A cet effet, il est à noter que le Gabon est le premier Etat de la sous-région à recourir à un financement par emprunt obligataire international.

Cette importante opération, qui consacre la modernisation des instruments de gestion de la dette a pour objectif d'alléger la contrainte budgétaire exercée par le service de la dette. Pour mémoire, il faut rappeler que celui-ci a représenté 43% du budget de l'Etat sur la période 1998-2007, limitant ainsi l'action du Gouvernement dans le développement économique et social par des effets d'éviction des dépenses d'investissement.

Le succès de cette opération qui renforce la crédibilité du Gabon auprès de ses partenaires nationaux et extérieurs est à mettre à l'actif de la politique du Président de la République, Chef de l'Etat, son excellence EL HADJ Omar BONGO ONDIMBA qui a fait des actes pour le Gabon, le credo de son projet de société.

Parce que le Tableau de Bord de l'Economie est un précieux relais de l'action gouvernementale auprès des populations et des partenaires au développement du Gabon, je vous souhaite une bonne lecture !

**Paul TOUNGUI**

## Tableau de bord de l'économie

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE (DGE) a été créée par le décret n° 1207/PR du 17 Novembre 1977. Elle a pour missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale;
- de déterminer la stratégie économique de L'État;
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale;
- d'élaborer des prévisions à court terme;

La DGE est organisée en cinq directions :

### • ***Direction des Institutions Financières (DIF)***

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières;
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur;
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité monétaire et des Commissions de contrôle des banques.

### • ***Direction des Programmes Sectoriels (DPS)***

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises parapubliques.

### • ***Direction des Études Macro-économiques (DEM)***

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques;
- étudier les outils de la puissance publique;
- analyser l'impact économique du budget de L'État.

• ***Direction des Synthèses économiques (DSE)***

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières; élaborer les prévisions économiques;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politiques économiques.

◆ ***Direction des Personnels et des Moyens (DPM)***

Missions :

- Gérer le budget, le matériel et les fournitures ;
- Gérer le personnel.

◆ ***Instruments d'études***

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) :  
modèle bisectoriel de prévision à court terme;
- Modèle EGC

◆ ***Publications***

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL ;
- LES NOTES DE LA DEM;
- LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE;
- ÉCO-RATIOS;
- INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ;
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES;
- TABLEAU DE BORD MENSUEL;
- TABLEAU DE BORD SOCIAL.

## Tableau de bord de l'économie

**S O M M A I R E**

<b>INTRODUCTION</b> .....	13
<b>I • L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b> .....	19
I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2007 .....	19
I.2 ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....	24
<b>II • ACTIVITE NATIONALE</b> .....	33
<b>II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION</b> .....	33
II.1.1 Le pétrole.....	33
II.1.2 Le manganèse.....	34
II.1.3 Le bois.....	36
<b>II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE</b> .....	38
II.2.1 L'Agriculture.....	38
II.2.2 L'Elevage.....	41
II.2.3 La Pêche.....	42
<b>II.3 LES INDUSTRIES</b> .....	43
II.3.1 Le secteur agro-alimentaire.....	43
II.3.2 Les Industries du bois.....	48
II.3.3 Le Raffinage.....	51
II.3.4 La Production et la distribution d'eau et d'électricité.....	53
II.3.5 Les Autres industries de transformation.....	54
II.3.6 L'Imprimerie, l'Édition et la Presse.....	58
<b>II.4 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS</b> .....	60
<b>II.5 LE SECTEUR DES TRANSPORTS</b> .....	61
II.5.1 Le Transport terrestre.....	61
II.5.2 Le Transport ferroviaire.....	62
II.5.3 Le Transport aérien.....	64
II.5.4 Le Transport maritime et fluvial.....	66
II.5.5 Les Auxiliaires de transport.....	67
<b>II.6 LES TELECOMMUNICATIONS</b> .....	68
<b>II.7 LE COMMERCE</b> .....	70
<b>II.8 L'HÔTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME</b> .....	74
II.8.1 L'Hôtellerie.....	74
II.8.2 La Restauration.....	76
II.8.3 Le Tourisme et les loisirs.....	76
<b>II.9 LES AUTRES SERVICES</b> .....	77
II.9.1 Les Services rendus aux particuliers.....	77
II.9.2 Les Services immobiliers.....	78
II.9.3 Les Services rendus aux entreprises.....	78
II.9.4 Les Services de réparation automobile.....	79

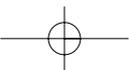
## Tableau de bord de l'économie

II.9.5 Les Services parapétroliers .....	80
<b>II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES .....</b>	<b>80</b>
II.10.1 Les Banques commerciales et de développement .....	81
II.10.2 Les Etablissements financiers .....	83
II.10.3 La Micro finance .....	84
II.10.4 Les Compagnies d'assurances .....	86
II.10.5 Le Marché monétaire .....	87
II.10.6 Les Organismes publics de refinancement .....	87
II.10.7 La Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique Centrale .....	88
<b>III • GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES .....</b>	<b>91</b>
<b>III.1. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT .....</b>	<b>92</b>
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité .....	92
III.1.2 Le PIB par la demande .....	94
<b>III.2. LE BUDGET DE L'ÉTAT .....</b>	<b>95</b>
III.2.1 L'Equilibre budgétaire .....	95
III.2.2 L'Exécution du budget .....	96
<b>III.3. LA MONNAIE ET LE CRÉDIT .....</b>	<b>99</b>
III.3.1 Les Ressources du système monétaire .....	100
III.3.2 Les Contreparties de la masse monétaire .....	101
<b>III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2007 .....</b>	<b>103</b>
III.4.1 La Balance des transactions courantes .....	103
III.4.2 La Balance des capitaux .....	104
III.4.3 La Balance globale .....	105
<b>III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX .....</b>	<b>105</b>
III.5.1 L'Emploi .....	105
III.5.2 Le Chômage .....	107
III 5.3 Les Salaires .....	107
III.5.4 Les Prix .....	108
<b>IV. POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2007 .....</b>	<b>113</b>
IV.1 La Politique budgétaire .....	113
IV.2 Les Mesures structurelles .....	114
IV.3 Les Politiques sectorielles .....	115
IV.4 La Politique monétaire .....	118
IV.5 La Politique sociale .....	119
<b>V. PERSPECTIVES 2008-2009 .....</b>	<b>125</b>
<b>V.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2008-2009 .....</b>	<b>125</b>
<b>V.2. LE CONTEXTE NATIONAL .....</b>	<b>129</b>
V.2.1 L'Activité sectorielle .....	129
V.2.2 Les Prévisions macroéconomiques 2008-2009 .....	133
<b>V.3. LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT .....</b>	<b>138</b>

## Tableau de bord de l'économie

---

V.3.1 La Politique budgétaire.....	138
V.3.2 Les Réformes structurelles.....	140
V.3.3 La Politique sociale.....	141
<b>CONCLUSION</b> .....	145
<b>ANNEXES</b> .....	149



## Tableau de bord de l'économie

### I N T R O D U C T I O N

La contraction de la demande dans de nombreux pays industrialisés, la crise financière aux Etats-Unis et l'inflation ont entraîné le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale en 2007.

La croissance économique des marchés émergents, notamment la Chine et l'Inde, a relativement compensé le repli observé aux Etats-Unis et dans l'Union Européenne, en raison de la crise des subprimes et des turbulences du marché financier mondial.

Dans cet environnement controversé, le taux de croissance global des pays développés a connu un fléchissement.

A contrario, il a été observé une bonne orientation du PIB des pays émergents et en développement. En effet, l'Afrique subsaharienne, portée par la flambée des cours des matières premières, a enregistré une croissance solide de l'ordre de 6%.

Dans ce contexte, la production mondiale s'est accrue de 4,9% contre 5,1% en 2006.

Au niveau national, l'activité économique s'est accélérée. Cette évolution est consécutive au maintien du dynamisme du secteur hors pétrole en phase avec les progrès en matière de réformes structurelles et le redressement de la production pétrolière. L'économie gabonaise a, ainsi, enregistré une croissance de 5,6% en termes réels en 2007. Cette dynamique de croissance s'est basée sur une consolidation du secteur tertiaire (6,8%), une bonne orientation du secteur du secteur secondaire (6,1%) et une reprise du secteur primaire (3,4%).

Concernant les finances publiques, l'exécution budgétaire a mis en exergue une hausse de l'excédent primaire, grâce à l'excellent comportement des recettes hors pétrole, les recettes pétrolières ayant pâti de la faiblesse du dollar américain. Le solde base engagement a marqué un ralentissement tandis que le solde base caisse a été légèrement excédentaire. Le solde global de la balance des paiements a affiché une faible progression. Celle-ci est induite par la dégradation de la balance des mouvements des capitaux, en dépit d'un accroissement du solde de la balance des transactions courantes.

En vue de compenser le recul des recettes pétrolières dans le budget de l'Etat, d'une part, et atteindre une croissance alimentée par une base productive plus diversifiée, d'autre part, le Gouvernement de la République a adopté une politique économique basée sur la mise en valeur des atouts naturels du pays, à savoir les mines, le tourisme, la forêt et la mer. Par ailleurs, le renforcement des infrastructures de base, la formation, la santé, l'habitat et la poursuite des réformes en matière de gestion budgétaire ont constitué les autres axes majeurs de cette politique.

## Tableau de bord de l'économie

---

En matière de politique monétaire, l'objectif retenu a été de contenir la création monétaire et limiter le crédit intérieur, en vue de lutter contre l'inflation. Cette politique s'est soldée par un accroissement de la masse monétaire en ligne avec le regain de l'activité économique nationale, un recul du crédit intérieur lié à la chute des créances nettes sur l'Etat, une forte reconstitution des avoirs extérieurs nets suite à la libération de souscription de l'emprunt obligataire émis par l'Etat. Elle a enfin été caractérisée par la consolidation de la trésorerie de l'Etat envers le système bancaire.

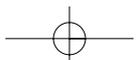
## Tableau de bord de l'économie

---

La Direction générale de l'Economie renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce document.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse de la Direction générale de l'Economie d'une enquête de conjoncture réalisée en 2007, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du modèle MEGA.

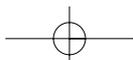
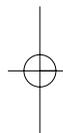
L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des centres de décisions économiques gabonaises.

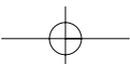


PREMIÈRE PARTIE

# L'Environnement International

---





## Tableau de bord de l'économie

### I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

#### I-1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2007

Fortement influencée par la crise financière aux Etats-Unis et la flambée des cours du pétrole et des autres matières premières, l'économie mondiale a connu un ralentissement en 2007. Néanmoins, elle a mieux résisté à la baisse du dynamisme de l'économie américaine et à la décélération de la croissance dans la zone euro et au Japon. L'expansion mondiale établie à 4,9% en 2007 après 5,1% en 2006 s'explique par la robustesse des économies émergentes d'Asie (Chine, Inde...) et de la Russie.

Dans ce contexte d'inflation, la politique monétaire pratiquée dans les principaux pays industrialisés a été convergente. Ainsi, aux Etats-Unis, la FED a assoupli à plusieurs reprises sa politique des taux d'intérêt afin de relancer une économie proche de la récession. Dans la zone euro, la prudence a été de rigueur. La Banque Centrale Européenne a ainsi observé un statu-quo en maintenant son principal taux directeur au même niveau depuis le mois de juin.

En dépit d'un environnement économique international influencé par plusieurs crises, la tendance baissière du taux de chômage observée depuis plusieurs mois s'est confirmée dans la plupart des pays industrialisés, excepté aux Etats-Unis.

En outre, en 2007, la croissance du commerce mondial des marchandises a perdu de sa vigueur, pour se situer à 5,7% contre 8,2% en 2006.

Enfin, la politique de change s'est caractérisée par la faiblesse du dollar américain par rapport aux autres monnaies. Cette situation a été favorable à la consommation, aux investissements directs étrangers et aux exportations.

##### I.1.1 L'activité

La croissance américaine a amorcé une phase de ralentissement en 2007. Après avoir progressé de 2,9% en 2006, l'expansion n'a été que de 2,2%. L'aggravation du marasme immobilier, la dureté de la crise du crédit et la hausse du prix de l'essence ont eu un impact sur l'évolution du PIB américain. Toutefois, les exportations soutenues par un dollar faible ont progressé de 16,2% sur l'année.

L'économie japonaise a enregistré une décélération à 2,1% en 2007 contre 2,8% en 2006. Cette modeste performance est due à une combinaison d'éléments à savoir : l'atonie de la consommation des ménages, la hausse des prix du pétrole et l'impact de la crise financière mondiale sur l'économie japonaise. Les exportations japonaises sont toutefois restées dynamiques en dépit de l'appréciation du yen face au dollar américain.

## L'environnement international

---

En Europe, l'activité économique en Finlande et en Irlande a été vigoureuse avec des taux de croissance respectifs de 4,3% et 4,5%, tandis que les grandes économies ont connu une certaine atonie. L'affaiblissement du dollar face à l'euro et la crise financière aux Etats-Unis ont été les principaux facteurs de ce ralentissement. Le PIB de la zone euro s'est situé à 2,6% en 2007 contre 2,9% en 2006. L'évolution du PIB a été de 2,5% en Allemagne, 1,5% en Italie et de 1,9% en France en dépit d'une bonne consommation des ménages. Le taux de croissance de la Grande-Bretagne a été de 3,1%.

Dans les pays en transition d'Europe de l'Est, l'activité est restée soutenue avec une croissance de 7% en 2007. Les taux de croissance par pays se présentent comme suit :

République Slovaque 8,7% ; République Tchèque 5,8% ; Lettonie 10,5% et Estonie 8%.

En Russie, l'économie est restée bien orientée avec une croissance de 8,1% en 2007 contre 7,4% en 2006. Les cours élevés du pétrole (premier exportateur mondial), la consommation et les investissements étrangers ont favorisé la vitalité de cette économie qui enregistre, ainsi, une croissance annuelle moyenne de 7% depuis 1999.

Menée par la Chine et l'Inde, les pays d'Asie ont maintenu le cap, entraînant dans leur sillage toute la zone. Particulièrement, l'économie chinoise est demeurée très dynamique avec un taux de croissance à deux chiffres (11,4%). La production industrielle chinoise a progressé de 20% en moyenne annuelle, la consommation, portée par la hausse des revenus de la classe moyenne estimée à 400 millions de personnes, est restée orientée à la hausse et les exportations ont poursuivi leur essor.

En Inde, le PIB a progressé de 8,4%. Après avoir axé sa croissance sur le développement des services informatiques, l'Inde a amorcé une révolution industrielle marquée par la hausse de 12,7% de la production manufacturière. Ainsi, l'industrie prend progressivement le relais des services comme moteur de l'expansion.

En Amérique latine, l'assainissement des comptes publics, grâce aux revenus des exportations, a permis de baisser les déficits publics et de réduire significativement l'endettement. Ainsi, les craintes de crise financière se sont éloignées. L'expansion portée par une forte demande intérieure est restée vigoureuse. Le PIB du sous-continent a enregistré une hausse de 5% contre 4% en 2006. Dans ce contexte relativement favorable, le Brésil, le Mexique et l'Argentine ont obtenu des taux de croissance respectifs de 4,4% ; 3,4% et 7,5%.

La poursuite des réformes macroéconomiques et la forte demande extérieure en produits pétroliers et non pétroliers ont induit une croissance moyenne de 6% pour l'Afrique en 2007. La croissance réelle dans les pays du Maghreb est demeurée forte à 6%. Le taux de croissance par pays se présente comme suit : Algérie 5% ; Tunisie 6,3% ; Libye 6,8%.

## L'environnement international

Globalement les pays producteurs de pétrole et des métaux ont tiré partie de la forte demande mondiale et de la hausse des cours de ces produits. Ainsi, l'Angola et le Nigeria ont obtenu respectivement des taux de croissance de 24% et 11%.

Les pays de l'UEMOA ont enregistré une croissance de 3,6% en 2007 contre 2,2% en 2006.

Dans la zone CEMAC, le taux de croissance est passé de 3,1% en 2006 à 4,2% en 2007. L'Afrique Centrale, fortement dépendante des exportations de pétrole, progresse sous l'effet de la hausse des cours de produits de base. L'évolution du PIB des différentes économies se présente comme suit : Tchad (1,9%) ; Gabon (5,6%), Cameroun (2,8%) ; Guinée-Équatoriale (25,0%) ; République Centrafricaine (3,8%) ; Congo (-0,8%).

### I.1.2 L'emploi

Le recul du taux de chômage s'est poursuivi au Japon et dans les principales économies de l'Union Européenne, tandis que l'on a noté un accroissement du nombre de chômeurs aux Etats-Unis.

Le retournement de conjoncture aux Etats-Unis a eu un impact sur le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage est remonté à 5% contre 4,5% en 2006. Les secteurs les plus touchés par les licenciements sont l'industrie, la construction et la distribution.

A l'opposé, au Japon, l'embellie du marché de l'emploi, observée en 2006, s'est confirmée en 2007. En effet, malgré le fléchissement de l'économie nipponne, le taux de chômage a légèrement baissé pour se situer à 3,8% de la population active contre 4% un an plus tôt.

Dans la zone euro, la tendance baissière du taux de chômage constatée en 2006 s'est poursuivie en 2007, atteignant 7,5%. La France et l'Allemagne ont affiché respectivement des taux de chômage de 8,5% et 7,8% à fin 2007.

Au Royaume-Uni, le taux de chômage s'est stabilisé à 5,4% de la population active.

### I.1.3 L'inflation

La poursuite de la hausse des cours du pétrole et des autres matières premières a induit un regain des tensions inflationnistes.

Aux Etats-Unis, après s'être établi à 2,5% en 2006, le taux d'inflation a augmenté en 2007 pour se situer à 4,1% suite à l'envolée des prix des matières premières alimentaires et du pétrole.

Malgré l'envolée des cours du brut et des produits alimentaires au Japon, l'inflation n'a pas dépassé le seuil de 0,5% en moyenne annuelle. Il présente ainsi l'un des taux d'inflation les plus faibles des pays industrialisés.

## L'environnement international

---

Dans la zone euro, la hausse des prix a atteint 3% en 2007 du fait de la flambée des prix de l'énergie et des matières premières agricoles faiblement compensée par l'appréciation de l'euro.

La France et l'Allemagne ont enregistré respectivement une inflation de 3,1% et 3% en 2007. Le taux le plus élevé a été observé en Espagne avec 4,4%. Les Pays Bas ont obtenu le taux d'inflation le plus faible de la zone avec 1,7%. En dehors de la zone euro, la Grande-Bretagne a connu une hausse de 2,4% de l'indice des prix à la consommation.

En Russie, la hausse des produits agricoles sur le marché mondial et la faiblesse de la production locale ont contribué à une augmentation des prix des produits alimentaires. L'inflation aurait dépassé les 12% en 2007.

En Chine, l'économie a connu une surchauffe. Ainsi, l'inflation en hausse a atteint 4,8%. Le secteur de l'alimentation a été l'un des plus touchés.

En Amérique latine, l'année 2007 s'est caractérisée par une évolution contrastée des pressions inflationnistes selon les pays. En Argentine, l'inflation a atteint 9,5%, tandis qu'au Mexique, elle a été de 3,7%.

Dans la zone CEMAC, les tensions inflationnistes se sont repliées. Ainsi, le taux d'inflation communautaire est de 1,7% en moyenne annuelle en 2007, contre 5,3% en 2006. L'inflation s'est élevée, en moyenne annuelle, à 1,1% en République Centrafricaine ; 5,5% en Guinée-Equatoriale ; -9,0% au Tchad ; 5% au Gabon ; 1,1% au Cameroun et 2,6% au Congo.

### I.1.4 Les finances publiques

En 2007, l'embellie observée en matière de finances publiques s'est poursuivie dans de nombreux pays industrialisés. Malgré une conjoncture peu favorable, la rigueur constante en matière de politique budgétaire a permis un assainissement des comptes publics aux Etats-Unis et dans la zone euro.

Aux Etats-Unis, la baisse du déficit budgétaire s'est confirmée pour la troisième année consécutive. Le déficit s'est chiffré à 205 milliards de dollars (1,5% du PIB) en 2007, contre 248 milliards un an plus tôt. L'administration américaine prévoit un retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2012.

Au Japon, les finances publiques sont demeurées fragiles en 2007. En effet, le déficit budgétaire est estimé à 5,1% du PIB et la dette est évaluée à 4 753 milliards d'euros, soit 148% du PIB.

Dans la zone euro, les finances publiques ont continué à s'améliorer. Le déficit a, en effet, baissé de 0,6% du produit intérieur brut. Le recul du déficit de la zone est lié au redressement des comptes publics de l'Allemagne, première économie de la zone.

Ainsi, l'Allemagne a enregistré un excédent proche de zéro, contre un déficit de 1,6% en 2006 ; l'Espagne a également amélioré sa situation avec un excédent de 2,2% contre 1,8% en 2006 ; le Portugal a baissé son

## L'environnement international

déficit à 2,6% contre 3,9% en 2006. L'Italie, actuellement sous procédure de l'Union Européenne pour déficit excessif, a ramené celui-ci à 1,9% contre 3,4% en 2006. La France, quant à elle, a vu son déficit augmenter à 2,7% contre 2,4% en 2006.

Enfin, le ratio de la dette de la zone par rapport au PIB a diminué et se situe à 66,4% contre 68,4% en 2006. Il reste cependant au-dessus du seuil de 60% préconisé par le pacte de stabilité européen.

### I.1.5 Les taux d'intérêt

En 2007, la gestion des taux d'intérêt par les banques centrales visaient à encourager la consommation et l'investissement, deux facteurs déterminants de la croissance, tout en veillant au maintien de l'inflation à un seuil acceptable. Cette double contrainte a amené les responsables des banques centrales à une plus grande prudence.

Inquiet de l'évolution de l'économie américaine et soucieux de ne pas freiner la consommation qui contribue pour 70% dans le PIB, le comité de politique monétaire de la FED a mis fin au statu-quo monétaire en vigueur depuis juin 2006. Le taux directeur de la banque centrale a ainsi été abaissé à trois reprises en septembre, octobre et décembre 2007, et ramené de 5% à 4,25%.

En Europe, après une politique de relèvement des taux d'intérêt à quatre reprises au courant de l'année 2006, la Banque Centrale Européenne a remanié son principal taux directeur à deux reprises en 2007, pour le porter à 3,75% en mars, puis à 4% au mois de juin, jusqu'en fin d'année.

Au Japon, où les taux d'intérêt sont parmi les plus faibles au monde, le taux directeur de la Banque Centrale est resté inchangé après la modification intervenue en début d'année 2007 pour porter ce taux à 0,50%.

En vue de soutenir la croissance et maintenir la confiance des investisseurs et des consommateurs, la Banque d'Angleterre a baissé son taux directeur de 5,75% à 5,5% en décembre 2007.

### I.1.6 Le commerce extérieur

Après une progression de 8,2% en 2006, le commerce mondial des marchandises a atteint 5,7% en 2007. Les zones les plus dynamiques ont été l'Asie, l'Amérique du Sud et les économies en transition qui ont réalisé une croissance à deux chiffres de leur commerce extérieur.

Après six années de hausse consécutive, le déficit commercial américain a baissé de 6,2% en 2007. La baisse du dollar américain par rapport aux autres devises a été favorable aux exportations qui ont atteint le montant record de 2 230 milliards de dollars. La facture énergétique pèse énormément dans la balance commerciale des Etats-Unis. Le déficit pétrolier représente, en effet, 40% du déficit total.

## L'environnement international

---

Le commerce extérieur japonais a enregistré un excédent de 50 milliards d'euros entre janvier et septembre. Dopées par la faiblesse du yen, les exportations japonaises n'ont pas été pénalisées par le ralentissement de l'économie mondiale et par la concurrence des pays du sud-est asiatique.

Dans la zone euro, l'appréciation de l'euro face au dollar américain a pesé sur les échanges extérieurs de plusieurs pays membres. Toutefois, l'excédent commercial a atteint 28,3 milliards d'euros en 2007 après un déficit de 9,3 milliards un an auparavant.

Les exportations allemandes se sont élevées à 975 milliards d'euros en 2007. La balance commerciale a affiché ainsi un excédent de 200 milliards d'euros (en hausse de 23% par rapport à 2006). L'Allemagne a su tirer partie de la qualité de ses produits et a conquis de nouvelles parts de marché dans les pays émergents.

En France, le commerce extérieur a pâti du renchérissement des cours du pétrole, des matières premières et de la hausse de l'euro face au dollar américain. En conséquence, le pays a enregistré un déficit commercial de 39,2 milliards d'euros contre 30 milliards en 2006.

En Grande-Bretagne, le déficit commercial a avoisiné les 87,4 milliards de livres sterling (117,45 milliards d'euros) contre 74,4 milliards de livres sterling en 2006.

L'excédent commercial chinois a atteint 262 milliards de dollars en 2007 contre 177,5 milliards de dollars en 2006.

### I.1.7 La politique de change

Le ralentissement de l'économie américaine a tiré le dollar vers le bas. Ainsi, il a été observé une dépréciation du billet vert par rapport à toutes les autres devises en 2007. En moyenne annuelle, un euro s'est échangé à 1,365 dollars américains.

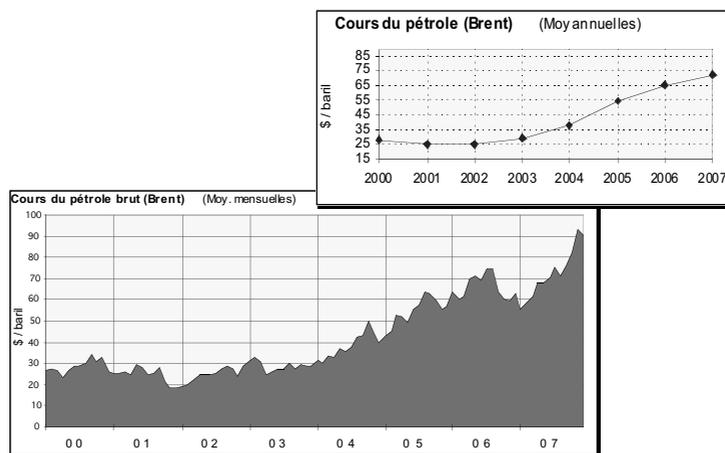
Les recettes issues du commerce extérieur ont permis à de nombreux pays asiatiques d'accumuler d'énormes réserves de change. Ainsi, la Chine aurait obtenu près de 1,5 milliard de dollars américains de réserves en fin septembre 2007. D'autres économies telles que l'Allemagne, le Japon, l'Inde, la Russie et le Brésil ont su également tirer avantage dans ce domaine.

## I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

### I.2.1 Le pétrole

Au cours de l'année 2007, les cours du baril de pétrole ont atteint des niveaux très élevés. Ainsi, en glissement annuel, le cours moyen du Brent se situe à 72,52 dollars le baril en 2007, contre 65,14 dollars le baril en 2006, soit une progression de 11,33%.

## L'environnement international

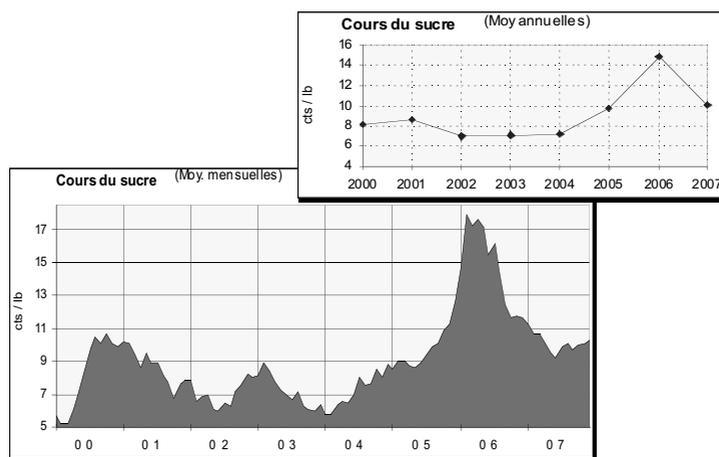


source : marchés tropicaux et méditerranéens

La hausse des prix de pétrole s'explique non seulement par une forte tension entre l'offre et la demande sur le marché, mais aussi par la forte demande croissante des pays émergents, les crises géopolitiques au Proche et au Moyen-Orient et en Afrique, la faiblesse du dollar, le niveau des stocks américains.

### 1.2.2 Le sucre

En raison de l'abondance de sucre sur le marché international, les cours ont stagné à des niveaux bas. Cette tendance s'est inversée au dernier trimestre 2007, du fait de la forte demande de l'éthanol suite à la hausse des prix de l'énergie.



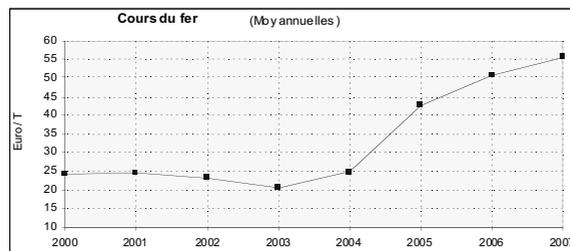
source : marchés tropicaux et méditerranéens

En moyenne annuelle, le cours de ce produit est passé de 14,84 cts/lb en 2006 à 10,10 cts/lb en 2007, soit une baisse de 31,94%. Dans ce contexte morose, le marché du sucre devrait rester atone en 2008.

## L'environnement international

### I.2.3 Le minerai de fer

Le cours de minerai de fer conserve une tendance haussière en 2007. En effet, les prix du minerai de fer sont passés de 50,78 euros la tonne en 2006 à 55,60 euros la tonne en 2007.



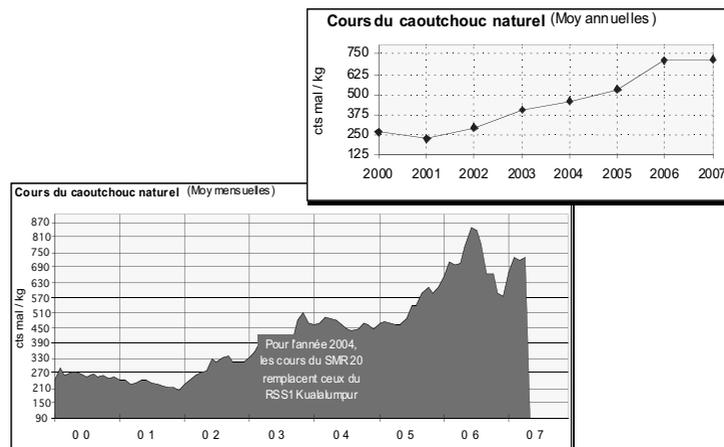
source : marchés tropicaux et méditerranéens

Cette bonne conjoncture trouve sa justification dans l'évolution favorable des marchés sidérurgiques européen et chinois.

### I.2.4 Le caoutchouc naturel

Le marché du caoutchouc naturel est resté dynamique au cours de l'année 2007. Ainsi, le caoutchouc de qualité SMR20 s'est vendu en moyenne 711,5 cts malais le kilo en 2007 contre 708,58 cts malais le kilo en 2006.

Ces évolutions découlent des conditions climatiques défavorables dans les principales régions productrices et des craintes de ruptures d'approvisionnement en Thaïlande, premier producteur mondial.



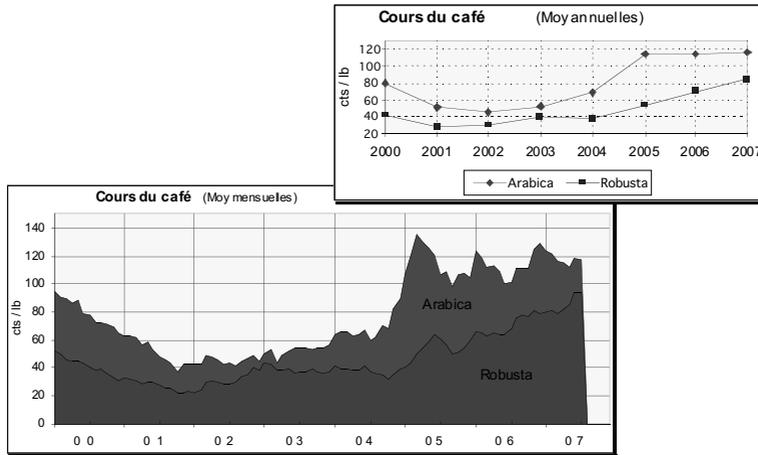
source : marchés tropicaux et méditerranéens

On note toutefois, une baisse de la production de caoutchouc naturel à 9,81 millions de tonnes. A l'inverse, la production de caoutchouc synthétique a augmenté régulièrement pour atteindre 12,98 millions de tonnes.

## L'environnement international

### I.2.5 Le café

Le marché international du café a connu un raffermissement des cours en 2007. Cette appréciation est liée à l'annonce initiale d'une réduction des récoltes brésilienne et vietnamienne. En dépit de l'augmentation de la production mondiale, le cours moyen du café robusta s'est accru de 22,55% en 2007 atteignant 85,86 cents la livre contre 70,06 cents la livre l'année précédente.

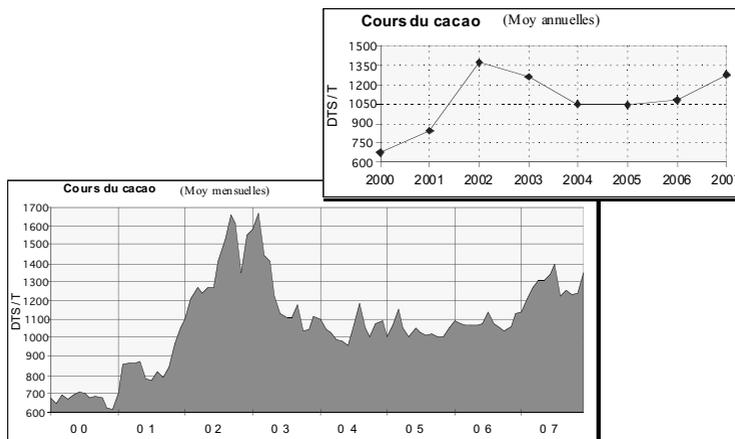


source : marchés tropicaux et méditerranéens

Parallèlement, les prix de l'arabica ont connu également une nette amélioration à 122,90 cts/lb en 2007 contre 113,56 cts/lb en 2006.

### I.2.6 Le Cacao

Les prix du Cacao sur le marché international ont connu une forte flambée, entretenue par l'instabilité géopolitique et des conditions climatiques défavorables en Afrique de l'Ouest et par les troubles socioprofessionnels dans la filière en Cote-d'Ivoire, premier producteur mondial.



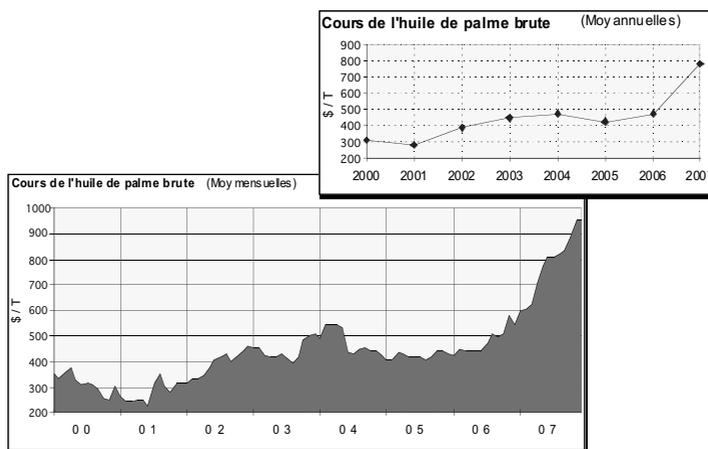
source : marchés tropicaux et méditerranéens

## L'environnement international

La fermeté des cours a été renforcée par la vigueur de la consommation dans plusieurs pays (Etats-Unis, Allemagne et Brésil). Ainsi, les prix ont progressé en 2007, avec un record de 1272,20 Dts la tonne au dernier trimestre. Le déficit de l'offre par rapport à la demande a soutenu les cours en 2007, entraînant ainsi une hausse de plus de 70% en moyenne annuelle.

### 1.2.7 L'huile de palme brute

Soutenus par une forte demande essentiellement liée au développement des biocarburants, les cours de l'ensemble des oléagineux ont connu une forte progression. Dans ce contexte, les cours de l'huile de palme ont progressé tout au long de l'année 2007 pour se fixer à 780,25 dollars la tonne, soit une hausse de 63,3% comparativement à 2006. Cela s'explique par l'embellie constatée dans les activités des industries alimentaires, oléo-chimiques et des biocarburants.



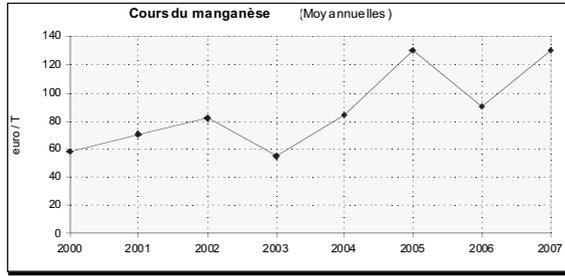
source :marchés tropicaux et méditerranéens

La production mondiale d'huile de palme a évolué de 8% pour atteindre 37,15 millions de tonnes en 2007 contre 34,4 millions de tonnes en 2006 selon Oil World.

### 1.2.8 Le minerai de manganèse

En 2007, l'environnement est marqué par une demande en croissance impulsée par la vigueur de l'industrie sidérurgique en Chine, dans les pays de l'Europe de l'Est et aux Etats-Unis d'Amérique. La reconstitution des stocks de minerai a offert au secteur minier des bonnes perspectives sur le marché mondial.

## L'environnement international

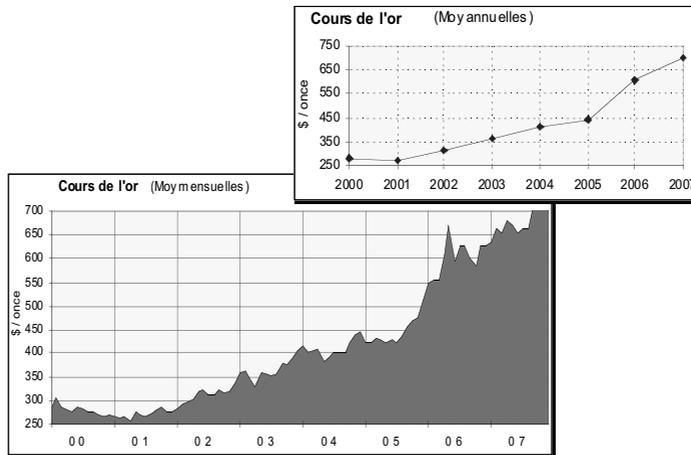


source : marchés tropicaux et méditerranéens

Dans ce contexte, les cours du manganèse fixés en 2007 à 130 euros la tonne en moyenne annuelle ont enregistré une hausse de 44% par rapport à 2006.

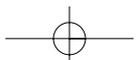
### 1.2.9 L'or

La dépréciation du dollar a ravivé l'intérêt des investisseurs pour l'or comme valeur refuge. Ainsi, le cours de l'or s'est apprécié de 15,7% en 2007 s'établissant à 697,11 dollars l'once en moyenne annuelle contre 602,65 dollars en 2006.



source : marchés tropicaux et méditerranéens

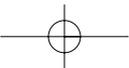
Les conséquences inflationnistes liées au prix du pétrole (plus de 100 dollars le baril) et la crise des subprimes sont les facteurs de la croissance soutenue que connaît le marché du métal jaune. En dépit de l'envolée des prix, la demande de l'or reste bien orientée en 2007.



DEUXIÈME PARTIE

# Activité nationale

---



## Tableau de bord de l'économie

### II. ACTIVITE NATIONALE

#### II.1. LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

##### II.1.1 Le pétrole

En 2007, l'activité pétrolière est restée soutenue, confortée par la flambée des prix du baril de pétrole sur le marché international. Dans ce contexte, plusieurs opérateurs indépendants ont fait leur apparition dans le secteur, contribuant ainsi à la production nationale par l'exploitation des champs dits marginaux.

C'est ainsi que sur le plan domanial, une superficie de 123 000 Km<sup>2</sup>, soit près de la moitié du domaine minier de 248 086 km<sup>2</sup>, a été attribuée au 31 décembre 2007. L'importante activité s'est traduite par l'augmentation du nombre d'entreprises intervenant dans le secteur pétrolier.

Au plan opérationnel, l'activité d'exploration et de développement est restée globalement élevée. En effet, motivés par la fermeté des cours du baril de pétrole, certains majors ont entrepris des travaux d'exploration, alors que d'autres ont réalisé des travaux de développement et d'appréciation. Au total, 4 puits d'exploration et 1 puits d'appréciation ont été réalisés en 2007. Parallèlement, 12546,25 km<sup>2</sup> de sismique 3D et 4799,5 km de sismique 2D ont été acquis à terre et en mer.

##### La production

Le nombre de producteurs est passé à 7 depuis juillet 2007. A Total Gabon, Shell Gabon, Perenco, Marathon, Addax (ex-Panafrican) et Vaalco s'est ajouté Maurel & Prom.

La production nationale a atteint 12,13 millions de tonnes contre 11,93 millions en 2006, soit une hausse modérée de 1,7%. Ceci résulte d'une part, des efforts importants consentis pour le maintien du niveau de la production sur les champs en convention et en maturité opérés par Total Gabon, Shell Gabon, Perenco et, d'autre part, de la montée en puissance de la production réalisée par Addax et Vaalco. Cependant, les productions des principaux champs exploités par Total Gabon et Shell Gabon ont été en retrait par rapport à 2006.

##### *Evolution de la production et des exportations de pétrole*

(En millions de tonnes)	2005	2006	2007	07/06
Production	13,3	11,93	12,13	1,68%
Exportations	12,49	11,25	11,31	0,53%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

##### Les exportations

En 2007, la demande des bruts gabonais (Rabi light, Rabi blend, Mandji, Oguendjo, Etame, Lucina, Remboue et Olende fuel) sur le marché

## Activité nationale

international s'est accrue de 0,53%, affichant ainsi un volume total de 11,31 millions de tonnes contre 11,25 millions en 2006.

La principale destination reste les Etats-Unis (près de 70%), suivie de l'Asie (20%) et de l'Europe (10%).

### Les prix

Malgré leur forte volatilité, les prix du brut sont restés en hausse, dopés principalement par les tensions géopolitiques internationales, le déséquilibre entre l'offre et la demande, ainsi que la faiblesse du dollar américain et les investissements financiers sur les matières premières, notamment le pétrole.

De 2006 à 2007, le renchérissement des prix en moyenne annuelle a été de 11,33% pour le Brent et 12,70% pour le brut gabonais. Ainsi, le baril de Brent est passé de 65,14 dollars à 72,52 dollars et celui du brut gabonais de 61,75 dollars à 69,59 dollars.

A l'inverse, le taux de change moyen entre le dollar américain et le Fcfa a chuté de 8,31%, passant de 522,89 à 479,42 Fcfa. La faiblesse du dollar a été accentuée par l'impact de la crise des sub-primes sur l'immobilier aux Etats-Unis.

### *Evolution des prix et du taux de change*

	2005	2006	2007	07/06
Prix moyen du Brent (USD/baril)	54,38	65,14	72,52	11,33%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	50,49	61,75	69,59	12,70%
Taux moyen de change (USD/Fcfa)	527,84	522,89	479,42	-8,31%.

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

### Les investissements

Les investissements ont été essentiellement orientés vers le développement des puits existants, ce qui a nécessité d'énormes moyens financiers pour leur mise en production, le bassin pétrolier étant mature.

#### II.1.2 Le manganèse

Filiale du groupe minier et métallurgique Eramet et acteur important de l'économie gabonaise, la Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog) exploite le gisement de manganèse de Moanda. Celui-ci figure parmi les plus riches et les plus compétitifs du monde. Il offre sur le marché international trois types de produits : les minerais métallurgiques, les bioxydes et les agglomérés.

En 2007, la Comilog a amélioré ses performances, suite à une conjoncture favorable du marché sidérurgique international. L'évolution du marché s'explique par la fermeté de la demande chinoise et la hausse de plus de 25% du prix du minerai.

## Activité nationale

### La production

Au terme des douze mois de l'année, Comilog enregistre des performances appréciables se traduisant par le dépassement de l'objectif de production de 3,3 millions de tonnes. Cette bonne tenue a tiré son origine de l'augmentation de la capacité de production vers la fin de l'année en vue d'atteindre l'objectif de 3,5 millions de tonnes en 2008.

Ainsi, la production de minerai, tirée par les minerais métallurgiques (+20%), atteint 3,334 millions de tonnes à fin décembre 2007, soit une progression de 11,9% par rapport à la même période de l'année précédente.

Cependant, la production de bioxydes chute de 33,8% du fait de la faiblesse des commandes des principaux clients hors groupe. Parallèlement, la production des agglomérés accuse un recul de 16,3%, imputable à la contraction de la demande et à des raisons internes (utilisation d'une partie des capacités du complexe industriel pour fabriquer l'Hydro-Métal (minerai plus élaboré) en lieu et place de l'usine de la mine, dont la réhabilitation s'achève en 2009).

### Les exportations et les ventes

La forte demande des minerais sur le marché international, tirée notamment par la Chine, a induit l'augmentation des exportations de la Comilog. Celles-ci ont atteint 3,292 millions de tonnes en 2007, soit un accroissement de 13,7% comparativement à l'année précédente. De même, les ventes de manganèse passent à 3,301 millions de tonnes, en progression de 13,8%.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'élève à 272,482 milliards de Fcfa en 2007, soit une hausse de 43,2% par rapport à l'année 2006. Celle-ci est confortée par le relèvement des prix des minerais métallurgiques de 25,8%, à 82 532 Fcfa/T et ce, malgré la baisse des prix des agglomérés (13,8%) et des bioxydes (8,6%).

#### *Evolution de la production, des exportations et des ventes*

	2005	2006	2007	07/06
Production (milliers de tonnes)	2 750,99	2 978,97	3 333,83	11,9%
Exportations (milliers de tonnes)	2 889,92	2 896,60	3 292,79	13,7%
Ventes (milliers de tonnes)	2 884,52	2 900,28	3 301,50	13,8%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	186 979	190 268	272 482	43,2%
Investissements (milliards de Fcfa)	22,122	25,655	26,288	2,5%
Effectifs	1 467	1 479	1 498	1,3%
Masse salariale	16 046	16 927	16 557	-2,2%

Source : Comilog

## Activité nationale

### Les investissements

Afin de porter la production à 3,5 millions de tonnes en 2008, Comilog a investi 26,288 milliards de Fcfa en 2007, soit 2,5% de plus par rapport à l'année précédente. Ces investissements sont essentiellement orientés vers le renouvellement des engins de la mine et l'installation des équipements sur le site d'Okouma.

### Les effectifs et la masse salariale

En 2007, les effectifs de Comilog s'élèvent à 1 498 agents, en légère augmentation suite au recrutement de 80 personnes dont 15 cadres pour remplacer les départs à la retraite. Par contre, la masse salariale a subi une baisse de 2,2%, se situant à 16,557 milliards de Fcfa à fin 2007.

### II.1.3 Le bois

Le Gabon a une superficie forestière estimée à 22 millions d'hectares soit près de 85% du territoire national, dont 40% de forêt à l'état primaire et un taux de déforestation de 0,1% par an. Les forêts productives couvrent 20 millions d'ha. Elles comptent 8000 espèces végétales dont 400 essences connues, 60 espèces exploitées et une essence pilote dominante.

En 2007, l'activité forestière a été prospère sous l'effet combiné de la demande croissante du bois gabonais à l'extérieur et des livraisons aux industries locales.

### La production

L'activité de coupe de bois a connu un certain affermissement en 2007. Ainsi, la production passe de 3,221 millions de m<sup>3</sup> à 3,350 millions, soit une augmentation de 4%. Cette embellie s'explique, entre autres, par la forte demande des industries locales de transformation, les subventions accordées par ces dernières aux petits exploitants forestiers (prise en charge des paiements des taxes de superficie ou l'achat du matériel d'exploitation) et par la demande extérieure, notamment asiatique.

#### *Evolution de la production de grumes*

(en mètres cubes)	2005	2006	2007	07/06
Okoumé	1 444 979	1 470 900	1 550 000	5,4%
Ozigo	66 000	90 000	100 000	11,1%
Bois divers	1 631 932	1 660 019	1 700 000	2,4%
<b>Total</b>	<b>3 142 911</b>	<b>3 220 919</b>	<b>3 350 000</b>	<b>4,0%</b>

Sources : Snbg, Sepbg, Dpf

## Activité nationale

### Les exportations

Avec 9,6% d'augmentation, les exportations de grumes (toutes essences confondues) ont atteint un volume de 1,938 million de tonnes en 2007. Les principaux facteurs tiennent à la forte demande de la Chine et à la mise en application des quotas qui ont conduit les forestiers et les négociants à acheter massivement le bois et à le stocker sur les ports chinois.

Toutefois, on note une baisse de 13,1% de grumes d'Okoumé négociés par la SNBG. La perte de monopole sur la vente de cette essence et l'augmentation du coût du fret sous-tendent cette tendance. Parallèlement, les bois divers subissent un repli de leurs exportations en raison de la contraction de la demande asiatique, notamment des commandes de l'Okan, du Dabema, du Bahia et du Zingana.

#### *Evolution des exportations de grumes*

(en mètres cubes)	2005	2006	2007	07/06
Okoumé	598 856	491 356	427 214	-13,1%
Ozigo	7 237	41 674	56 634	35,9%
Ventes libres (Ok+Oz)	208 096	328 826	580 735	76,6%
Bois divers	772 039	906 224	873 495	-3,6%
<b>Total</b>	<b>1 586 228</b>	<b>1 768 080</b>	<b>1 938 078</b>	<b>9,6%</b>

Source : Sepbg

La structure des exportations des grumes par continent demeure inchangée avec une prédominance significative du marché asiatique. Le Gabon exporte 68,4% de ses bois vers ce marché et la Chine représente 80% de ce volume. Bien qu'en léger recul, l'Europe a accru sa demande de grumes gabonaises, avec un intérêt croissant pour l'Okoumé en vue de satisfaire la demande vigoureuse de l'industrie de l'ameublement et du logement. Enfin, la demande des pays africains, tirée par le Maroc et l'Afrique du Sud, est en hausse de 62,4% par rapport à 2006.

#### *Evolution des exportations par continent*

continent	2005	%	2006	%	2007	%
Asie	965 220	61%	1 237 805	70%	1 325 111	68,4%
Europe	546 801	34%	443 681	25%	472 332	24,4%
Amérique	84	0%				
Afrique	73 665	5%	86 594	5%	140 635	7,2%
<b>Total</b>	<b>1 585 770</b>		<b>1 768 080</b>		<b>1 938 078</b>	<b>100</b>

Source : Sbnbg

## Activité nationale

### Les prix

Les prix étant librement négociés depuis la suppression du monopole de la SNBG sur l'Okoumé et l'Ozigo (marché libre), les prix d'achat de ces deux essences ont connu une baisse de 9,4% et 2,9% en 2007. A l'inverse, les prix des bois divers enregistrent une appréciation de 34,3% pour s'établir à 112 800 Fcfa/m<sup>3</sup>.

#### *Evolution des prix de vente*

( en Fcfa/m <sup>3</sup> )	2005	2006	2007	07/06
Prix plage (achats)				
- Okoumé	63 000	68 000	61 600	-9,41%
- Ozigo	43 000	48 000	46 600	-2,92%
- Bois divers	98 000	84 000	112 800	34,29%
Prix Fas (exportation)				
- Okoumé	94 339	99 000	97 900	-1,11%
- Ozigo	73 533	74 500	81 561	9,48%
- Bois divers	135 000	132 464	157 867	19,18%

Source : Snbg

Hormis l'Okoumé, les prix de vente des autres essences (Ozigo et bois divers) croissent respectivement de 9,5% et 19,2% en 2007, en raison de la bonne tenue de ces essences sur le marché extérieur.

## II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

La reprise de la production de caoutchouc et des achats de cacao et café donne une relative vivacité à l'activité du secteur « Agriculture, Elevage et Pêche ».

### II.2.1 L'agriculture

On distingue trois types de cultures : les cultures vivrières, les cultures maraîchères et les cultures de rente. La production vivrière et maraîchère est destinée principalement aux besoins du marché local. Les cultures de rente ont vu leurs activités reprendre à partir de 2005, suite à la privatisation de certaines unités et à l'allocation des dotations à la Caistab par les pouvoirs publics.

#### II.2.1.1 Les cultures vivrières

L'agriculture pratiquée par les paysans est itinérante sur brûlis, destinée principalement à l'autoconsommation. Le non recours aux techniques modernes en matière d'agriculture induit une faible production.

En 2007, la production des produits vivriers se raffermi en raison des efforts consentis par les opérateurs de la filière, avec le concours des organismes internationaux. C'est ainsi que la production de banane

## Activité nationale

enregistre la plus forte croissance (5%) sous l'effet de la fermeté de la demande domestique. De même, le manioc connaît une hausse de 0,9% en liaison avec la semi-mécanisation de la presse du manioc et certains petits projets mis en place dans le cadre du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Périurbain (PADAP) pour produire la farine de manioc. Le taro/igname/patate douce et l'arachide suivent la même évolution en augmentant respectivement de 0,4% et 1,8%.

### *Evolution de la production vivrière*

	2005	2006	2007	07/06
Production (en tonnes)				
- Manioc	229 333	230 000	232 017	0,9%
- Banane plantain	269 767	270 000	283 489	5,0%
- Taro/igname/patate douce	54 833	55 000	55 230	0,4%
- Maïs	25 767	26 000	26 089	0,3%
- Arachide	16 733	17 000	17 300	1,8%

Source : Direction Générale de l'Agriculture, estimations DGE

### **II.2.1.2 Les cultures maraîchères**

#### **La Société Agricole de Port-Gentil (AGRIPOG)**

Dans un contexte de persistance des problèmes techniques liés à l'obsolescence de son unité de production et en l'absence de financements, les activités de la société Agripog n'ont cessé de décliner entraînant une cessation d'activité.

#### **L'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD)**

L'IGAD a pour objectif d'apporter un appui technique aux créateurs de petites entreprises agricoles et para-agricoles, en participant à la mise en place des projets pilotes et à la formation des agriculteurs, notamment dans les domaines du maraîchage, des cultures vivrières et de l'élevage porcin. Ces activités, qui comprennent trois composantes (PADAP, extension du maraîchage et projet Ntem) sont localisées actuellement dans la majorité des provinces du pays.

La poursuite des activités liées au PADAP a induit de bons résultats en 2007 dans le maraîchage et les cultures vivrières, confortés par la politique soutenue de formation des stagiaires.

## Activité nationale

### *Evolution de l'activité agricole (IGAD)*

	2005	2006	2007	07/06
<b>Productions (en tonnes)</b>				
Produits maraîchers	1 715	2 424	3 873	59,8%
Produits vivriers	2 343	578	1 122	83,9%
<b>Surface cultivée (en ha)</b>	<b>226</b>	<b>68</b>	<b>129</b>	<b>94,1%</b>
maraîchage	85	10	16	60,0%
cultures vivrières	141	58	113	94,8%
<b>Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)</b>	<b>1 948</b>	<b>2 418</b>	<b>3 222</b>	<b>33,3%</b>
Dont : produits maraîchers	1 340	740	1 182	59,7%
produits vivriers	815	155	300	93,5%
<b>Formation (nombre de stagiaires)</b>	<b>485</b>	<b>281</b>	<b>643</b>	<b>128,8%</b>

Source : Igad

### La formation professionnelle

L'IGAD assure l'apprentissage agricole au sein de trois centres situés dans le Haut-Ogooué (Franceville) et l'Estuaire (Libreville et Ntoun). Le centre de Libreville est spécialisé dans le maraîchage, celui de Ntoun s'occupe des produits vivriers, exploités en système de couloirs, tandis que le centre de Franceville est polyvalent (maraîchers et vivriers).

En 2007, on note une reprise des activités de formation au regard du nombre de stagiaires encadrés au cours de cette année. Ainsi, l'IGAD a formé 643 personnes contre 281 en 2006 avec une prédominance en formation thématique. La formation s'est répartie comme suit : 220 en formation maraîchère, 138 en polyculture vivrière, 150 en formation thématique, 45 en élevage de poules pondeuses, 30 en élevage porcin et 60 en transformation de manioc.

### Le maraîchage

Les surfaces cultivées en produits maraîchers s'étendent sur 16 hectares. L'extension des activités sur l'ensemble du territoire a permis l'accroissement de 59,8% de la production pour un volume de 3 873 tonnes. Ceci a induit une hausse substantielle du chiffre d'affaires de l'ordre de 59,7%, soit un montant de 1,182 milliard de Fcfa.

### Les cultures vivrières

Les cultures vivrières se déploient sur une surface cultivée de 113 hectares. La mise en place de nouvelles exploitations a permis une production de 1 122 tonnes, soit une progression de 94,1%, pour un chiffre d'affaires de 300 millions de Fcfa.

## Activité nationale

### II.2.1.3 Les cultures de rente

L'activité de production de caoutchouc naturel, en pleine restructuration, enregistre des résultats encourageants en 2007. En effet, la production de caoutchouc humide croît de 5,5%, pour atteindre 28 186 tonnes, en raison du bon rendement des arbres et de la mise en exploitation de toutes les plantations de la société et celles relevant du volet villageois.

Parallèlement, la transformation de caoutchouc humide en granulé s'est améliorée en 2007 suite à l'acquisition d'une nouvelle chaîne de production à l'usine de Mitzic. Ainsi, la production est passée de 11 618 à 13 428 tonnes, soit une augmentation de 15,6%.

#### *Evolution de l'activité de caoutchouc*

	2005	2006	2007	07/06
<b>Production industrielle (en tonnes)</b>				
Caoutchouc humide	23 622	26 708	28 186	5,5%
Caoutchouc usiné	9 429	11 618	13 428	15,6%
<b>Exports (en millions de Fcfa)</b>				
Caoutchouc usiné	9 021	10 025	12 608	25,8%
<b>Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)</b>	6 943	12 665	12 705	0,32%
<b>Effectifs</b>	226	192	171	-10,9%
<b>Masse salariale (en millions)</b>	465	959	1 094	14,1%

Source : Siat

Les exportations de caoutchouc vers le principal client, Michelin, ont généré un chiffre d'affaires de 12,7 milliards de Fcfa, dans un contexte de bonne tenue du cours sur le marché international.

### II.2.2 L'élevage

La structure des activités d'élevage n'a pas connu de bouleversements notables. Elle reste marquée avec la prédominance des petits exploitants fermiers qui travaillent de manière rudimentaire et traditionnelle. On y recense des nationaux et quelques expatriés disséminés à travers tout le pays.

A l'inverse, l'activité extensive d'élevage de bovidés est opérée essentiellement par SIAT dans le Ranch de la Nyanga. Elle se trouve toujours en phase de reconstitution du cheptel. Cependant, on note une progression de 27,9% du cheptel, soit 25 374 têtes contre 19 839 en 2006.

## Activité nationale

### *Evolution de l'activité d'élevage*

(en nombre)	2006	2007	07/06
Cheptel			
Taureaux	1 343	1 538	14,5%
Vaches	11 083	11 363	2,5%
Veaux mâles	1 751	2 855	63,0%
Veaux femelles	1 642	2 695	64,1%
Taurillons	2 083	3 886	86,6%
Génisses	1 937	3 037	56,8%
<b>Total</b>	<b>19 839</b>	<b>25 374</b>	<b>27,9%</b>
Masse salariale(en millions de Fcfa)	90,811	95,068	4,7%
Effectifs	41	38	-7,3%

Source : Siat

### II.2.3 La pêche

En dépit d'importantes ressources halieutiques, la pêche au Gabon reste insuffisamment exploitée.

On distingue trois types d'activité de pêche :

- la pêche industrielle ;
- la pêche artisanale maritime et continentale ;
- la production piscicole

Globalement, l'activité du secteur pêche est en baisse de 32,5%, soit une production totale de 28265 tonnes en 2007 contre 41843 tonnes l'année précédente.

#### *Evolution de la production de poissons, mollusques et crustacés*

	2005	2006	2007	07/06
<b>Production (en tonnes)</b>				
- pêche industrielle	11 620	9 786	6897	-29,5%
- pêche artisanale (maritime et continentale)	32 243	31 983	21299	-33,4%
- aquaculture	78	74	70	-5,4%
<b>Total</b>	<b>43 941</b>	<b>41 843</b>	<b>28265</b>	<b>-32,5%</b>

Source : Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture

#### II.2.3.1 La pêche industrielle

La pêche industrielle se pratique dans la zone économique exclusive (jusqu'à 200 miles marins). Les navires battant pavillon gabonais exploitent la zone comprise entre 3 et 6 miles tandis que ceux battant pavillons étrangers exploitent la zone comprise entre 6 et 200 miles.

## Activité nationale

La production de la pêche industrielle est en baisse de 29,5% en 2007 du fait de la réduction du nombre de navires (problèmes d'approvisionnement en carburant de plus en plus cher, et de non-renouvellement des licences) et de la vétusté des unités de pêche.

### II.2.3.2 La pêche artisanale

La pêche artisanale englobe une variété élargie d'espèces de poissons et représente plus de 75% de la production totale.

La pêche artisanale maritime est dominée par les étrangers, alors que la pêche continentale plus propice en saison sèche, est davantage pratiquée par les nationaux. En dépit de l'effort de pêche, le problème de renouvellement des unités de production a induit en 2007 un recul de 33,4% de la production qui s'établit à 21299 tonnes.

### II.2.3.3 La pisciculture

L'activité piscicole est en diminution de 5,4% en raison l'insuffisance d'expertise des opérateurs et des difficultés d'approvisionnement en aliment.

## II.3 LES INDUSTRIES

### II.3.1 Le secteur agro-alimentaire

Le secteur agro-alimentaire comprend :

- la production meunière et avicole ;
- les huiles et les corps gras ;
- la production sucrière ;
- les produits laitiers et les glaces ;
- les boissons et le tabac.

#### II.3.1.1 La production meunière et avicole

L'industrie meunière et avicole a évolué en 2007 dans un contexte difficile caractérisé par l'arrêt de l'outil de production pour extension de l'usine et par l'envolée des cours du blé, du soja et des protéines végétales sur le marché international. Cependant, on relève des performances appréciables au regard de l'évolution des différents indicateurs.

Ainsi, la production de farine croît de 1,4% pour s'établir à 55 917 tonnes en 2007. De même, les aliments pour bétail enregistrent une hausse de 8,9% due à la demande croissante des petits éleveurs indépendants. Par contre, la production des œufs régresse de 4,7%, en raison de l'effet grippe aviaire, qui a entraîné l'interdiction d'importer 14 000 poussins. Les issues connaissent également une baisse de 3,3%.

Sur le plan commercial, l'amélioration des ventes locales de farine (+2,2%) et du bon comportement des autres produits sur le marché domestique et extérieur ont induit la progression du chiffre d'affaires de 8,1%, pour un montant de 22,84 milliards de Fcfa.

## Activité nationale

### *Evolution de l'activité meunière et avicole*

	2005	2006	2007	07/06
Productions				
Farine (en tonnes)	53 220	55 161	55 917	1,4%
Issues (en tonnes)	13 430	14 653	14 164	-3,3%
Aliments pour bétail (en tonnes)	12 417	13 571	14 775	8,9%
œufs (en milliers d'unités)	40 553	40 812	38 908	-4,7%
Ventes locales de farine (en tonnes)	54 185	54 780	55 959	2,2%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	20 361	21 121	22 842	8,1%
Investissements	650	2 334	630	-73,0%
Effectifs (nombre d'agents)	261	259	252	-2,7%
Masse salariale (en million de Fcfa)	2 323	1 971	2 009	1,9%

Source : Smag

Après les importants investissements réalisés en 2006 (2,3 milliards de Fcfa pour l'extension de la nouvelle usine), la Smag a mobilisé une somme de 630 millions de Fcfa en 2007 pour le renouvellement de certains équipements.

Les effectifs enregistrent une légère baisse de 2,7%, à 252 personnes.

### **II.3.1.2 Les huiles et corps gras**

En 2007, la société SIAT connaît une aggravation des difficultés rencontrées l'année précédente. Celles-ci sont inhérentes à l'arrêt de l'usine de Lambaréné pendant plusieurs mois et au vieillissement des plantations. De ce fait, la société n'a récolté que 30 787 tonnes de régimes de palmes pour une production de 7 587 tonnes d'huile brute.

Sur le plan industriel, 3 429 tonnes d'huile raffinée et 2053 tonnes de savon ont été produites en 2007.

### *Evolution de l'activité des huiles et corps gras*

	2006	2007	07/06
Huile rouge (en tonnes)	6 705	7 587	13,2%
Huile raffinée (en tonnes)	4 581	3 429	-25,1%
Savons (en tonnes)	1 246	2 053	64,8%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	4 541,3	4 119,8	-9,3%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	1 194,8	1 031,4	-13,7%
Effectifs	267	228	-14,6%

Source : Siat

Corrélativement à ces difficultés, le chiffre d'affaires baisse de 9,3% pour s'établir à 4,12 milliards de Fcfa en 2007 contre 4,54 milliards en 2006.

## Activité nationale

### II.3.1.3 La production sucrière

La branche sucrière enregistre des résultats satisfaisants en 2007 tant sur le plan agronomique, industriel que commercial. En effet, sur le plan agronomique, le prolongement de la saison sèche, contrairement à 2006, a amélioré le rendement industriel à travers la forte concentration de sucre dans les cannes. Ainsi, la production a augmenté de 20,8% pour un volume de 25 932 tonnes de sucre raffiné.

Parallèlement, la transformation du sucre en morceaux et autres présentations s'est améliorée au cours de la même période, avec une hausse de 9,9% en 2007, sous l'effet de la demande du marché domestique.

Concomitamment, les ventes de sucre ont progressé de 2,3%, à 24 979 tonnes, en raison de la bonne tenue de la demande des brasseries, des ménages et des exportations de sucre vers les pays de la CEMAC (1 985 tonnes). Ces ventes ont généré un chiffre d'affaires de 14,863 milliards de Fcfa, soit 3,1% de hausse par rapport à 2006.

#### *Evolution de l'activité sucrière*

	2005	2006	2007	07/06
Production (en tonnes)	25 207	21 475	25 932	20,8%
Sucre (en morceaux)	9 346	9 179	10 245	11,6%
Autres granulés	15 861	12 296	14 080	14,5%
Ventes (en tonnes)	27 989	24 408	24 979	2,3%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	15 119	14 421	14 863	3,1%
Investissements (en millions de Fcfa)	1 738	1 656	1 900	14,7%
Effectifs (nombre d'agents)	493	475	470	-1,1%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	2 852	2 960	3 000	1,4%

Source : Sucaf

### II.3.1.4 Les produits laitiers et les glaces

La branche laitière enregistre en 2007, une fois de plus, une embellie sur les plans industriel et commercial. À l'exception des desserts dont l'activité reste morose suite à l'arrêt de la production de certaines qualités, les autres produits sont en progression grâce à l'élargissement de leur gamme, d'une part, et au développement des agences à l'intérieur du pays, d'autre part.

Ainsi, les productions de yaourts en pots, en sachets et des jus de fruits croissent respectivement de 15,5% ; 21,62% et 15,24% en 2007 comparativement à l'année précédente.

Les productions locales et celles importées pour vente en l'état par Sigalli ont connu une bonne tenue sur le marché domestique, excepté le beurre dont les ventes sont toujours en baisse à cause de l'augmentation des prix intervenue en 2006.

## Activité nationale

### *Evolution de l'activité des produits laitiers et des glaces*

	2005	2006	2007	07/06
<b>Productions</b>				
Yaourts (en pots)	6 288 188	7 246 517	8 358 883	15,4%
Yaourts (en sachets)	8 630 484	9 522 901	11 582 088	21,6%
Jus de fruit (en Litre)	5 090 371	6 020 036	6 940 194	15,3%
Desserts	234 460	151 993	134 998	-11,2%
<b>Ventes</b>				
Fromage (en boîtes)	1 189 865	1 267 428	1 325 207	4,6%
Lait	871 021	996 106	1 306 428	31,2%
Beurre (kg)	427 643	294 968	247 201	-16,2%
Jus de fruit (en litre)	28 000	386 473	995 089	157,5%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	5 513	6 375	7 610	19,4%
Investissements (millions de Fcfa)	190	316	290	-8,2%
Masse salariale (millions de Fcfa)	789	854	962	12,6%
Effectifs (nombre d'agents)	152	155	180	16,1%

Source : Sigalli

En liaison avec cette embellie des produits frais, le chiffre d'affaires connaît un raffermissement de 19,37% pour un montant de 7,61 milliards de Fcfa en 2007 contre 6,375 milliards en 2006.

Les investissements réalisés en 2007, de l'ordre 290 millions de Fcfa, portent essentiellement sur le renouvellement.

### **II.3.1.5 Les boissons et le tabac**

#### **II.3.1.5.1 les boissons gazeuses et alcoolisées**

L'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées est marquée par des résultats appréciables en fin 2007.

En dépit du renchérissement des matières premières (le malt) qui alourdit les coûts de production, les ventes de Castel et de Guinness sont en nette progression alors que la Régab se maintient.

De ce fait, la production de bières a connu une croissance de l'ordre de 9,6% pour s'établir à 1 000 032 hectolitres. La production des boissons gazeuses progresse de 13,8% pour s'établir à 807 780 hectolitres. De même, les vins croissent de 7,9% en 2007.

De cette d'embellie, le chiffre d'affaires global généré par les ventes augmentent de 12,7%.

## Activité nationale

### *Evolution de l'activité (boissons gazeuses et alcoolisées)*

	2005	2006	2007	07/06
Productions (en hectolitres)				
Bières	852 063	912 486	1 000 032	9,6%
Boissons gazeuses	620 163	709 771	807 780	13,8%
Vins	32 420	37 439	40 380	7,9%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	63 646	74 296,88	83 747,47	12,7%

Sources : Sobraga, Sovingab, Soboleco

### **II.3.1.5.2 L'eau minérale**

Suite au recentrage des activités de la société se traduisant par la suppression de la production de jus de fruit au profit de celle de l'eau minérale, Soboleco améliore ses performances en 2007. Ainsi, la production d'eau minérale enregistre une croissance de 26,1%, à 143 558 hectolitres.

En conséquence, le chiffre d'affaires réalisé en 2007 s'établit à 3,619 milliards de Fcfa, en hausse de 3,1%, tiré par la fermeté de la demande du marché domestique.

### *Evolution de l'activité de l'eau minérale*

	2005	2006	2007	07/06
Production d'eau (en hectolitres)	95 423	113 818	143 558	26,1%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	3 640	3 512	3 619	3,1%
Effectifs	36	36	36	0,0%
Masse salariale (millions de Fcfa)	275,6	275,6	262,6	-4,7%

Source : Soboleco

### **II.3.1.5.3 L'industrie du tabac**

L'année 2007 est marquée par l'atonie de l'activité de fabrication de cigarettes et tabacs consécutivement à la rupture du contrat avec Dunhill (30% des ventes de cigarettes), de l'arrêt des exportations de scaferlatis vers le Tchad et de la concurrence des autres marques (British American Tobacco et Philip Morris).

Dans ce contexte défavorable, la plupart des indicateurs de la branche sont négatifs. C'est ainsi que la production de scaferlatis baisse de 23,2% pour un volume de 1 589,3 tonnes. Parallèlement, la production de tabac feuille connaît un léger repli de 1,3% en raison de la faible demande du marché local. Cependant, la fabrication de cigarettes s'améliore de 21,6%, grâce à la vitalité de la demande.

## Activité nationale

Sur le plan commercial, les ventes des produits de la société génèrent un chiffre d'affaires de 13,496 milliards de Fcfa, soit un fléchissement de 20,3%, en raison de la contraction des exportations de scaferlatis et ce, malgré la bonne tenue des cigarettes sur le marché local et ceux des pays de la CEMAC (marque Houston), notamment celui du Cameroun.

Pour ce qui est de l'emploi, le recrutement des agents en cours d'année lors du lancement de la cigarette de marque Davidoff s'est traduit par l'augmentation des effectifs de 24% en 2007, pour une masse salariale de 964 millions de Fcfa

### *Evolution de l'activité de la filière du Tabac*

	2005	2006	2007	07/06
Production				
- Scaferlatis (en tonnes)	1 731,7	2 070,7	1 589,3	-23,2%
- Cigarettes (millions d'unités)	550,4	583,9	710,0	21,6%
- Tabac en feuilles (caisses)	2 826	2 192	2 163	-1,3%
Ventes locales				
- Cigarettes (millions d'unités)	343	157	182	16,0%
- Tabac en feuilles (caisses)	2 821,0	2 268,0	1 949,0	-14,1%
Exportation				
- Scaferlatis (en tonnes)	1 474	1 607	1 089	-32,2%
- Cigarettes (millions d'unités)	207	426	520	22,1%
Chiffre d'affaires (en millions)	18 692	16 938	13 496	-20,3%
Effectifs (nombre d'agents)	65	75	93	24,0%
Masse salariale	1 066,0	957,7	964,0	0,7%

Source : Sociga

### II.3.2 Les industries du bois

L'industrie de transformation de bois comprend le sciage, le placage, le contreplaqué et le tranchage.

En 2007, on note une progression du nombre d'unités de transformation qui se chiffrent à 73 contre 65 en 2006. Plus de 81% de ces usines implantées composent le segment sciage, suivi du segment déroulage avec 17,1% et enfin du segment tranchage avec 1,4%. Seule la province de l'Estuaire comporte tous les segments d'activités confondues.

La branche des industries de transformation du bois est marquée en 2007 par la poursuite du processus d'industrialisation de la filière entamé depuis quelques. Ainsi, l'on note l'installation de huit nouveaux opérateurs, portant le nombre à 73 industries contre 65 en 2006, soit une augmentation de 12,3%.

## Activité nationale

Les quatre segments sont complétés par les unités de menuiseries, d'ébénisterie, de tapisserie et les dépôts de vente de bois, avec la prédominance des activités liées à la première transformation.

### Les unités de sciage

Le sciage est le segment le plus développé de toute l'industrie de transformation de bois. Il représente 81% des structures industrielles de ce secteur avec 60 usines implantées principalement dans la province de l'Estuaire.

La production de sciage a évolué positivement passant de 206 816 à 299 409 m<sup>3</sup>, soit une hausse de 44,8%. Cette croissance est l'effet induit de la politique de quotas à l'exportation qui a entraîné une entrée massive du bois dans les différentes unités de transformation et la création de 4 unités supplémentaires en 2007.

Les exportations croissent également de 53,9% sous l'impulsion de la demande extérieure.

Les ventes locales augmentent de 2,6%, à 53 614 m<sup>3</sup>. Cette hausse s'explique par la forte consommation des ménages et des BTP, ainsi que des ateliers de menuiserie et d'ébénisterie.

#### *Evolution de l'activité des unités de sciage*

(en mètres cubes)	2005	2006	2007	07/06
Production	229 687	206 816	299 409	44,8%
Ventes locales	20 197	52 273	53 614	2,6%
Exportations	166 089	164 536	253 227	53,9%

Source : Direction du Développement de l'Industrie et du Commerce du Bois (Ddicb)

### Les unités de déroulage et de placage

Au nombre de 10, elles produisent des placages et des contreplaqués, essentiellement à base d'Okoumé.

La production de placage progresse de 18,3% en 2007, passant à 255 030 m<sup>3</sup>. Cette amélioration est inhérente à un meilleur approvisionnement en matières premières suite à la limitation des quotas à l'exportation. Parallèlement, les ventes se sont bien comportées tant sur le plan local (30,9%) qu'à l'extérieur (8,5%).

#### *Evolution de l'activité des unités de placage*

(en mètres cubes)	2005	2006	2007	07/06
Production	175 247	215 595	255 030	18,3%
Ventes locales	156	8 100	10 600	30,9%
Exportations	143 791	203 434	220 758	8,5%

Source : Ddicb

## Activité nationale

### Les unités de contreplaqué

La fabrication des contreplaqués est l'une des plus vieilles activités de l'industrie de transformation de bois au Gabon. Ce segment compte trois entreprises : Cora Wood, Rougier Gabon et GET.

En 2007, le segment affiche un niveau de production de 53 783 m<sup>3</sup>, en progression de 15,1%. Cette amélioration s'explique par le niveau conséquent d'investissements en équipements réalisés par les différentes structures.

Dans le même temps, les exportations en volume augmentent de façon significative, passant à 41 423 m<sup>3</sup>, en accroissement de 22,7% par rapport à 2006, en raison de la forte demande internationale. A contrario, les ventes locales baissent de 0,7% consécutivement à la faiblesse des commandes du marché domestique.

#### *Evolution de la production et des ventes de contreplaqué*

(en mètres cubes)	2005	2006	2007	07/06
Production	42 759	46 745	53 783	15,1%
Ventes locales	6 667	12 752	12 669	-0,7%
Exportations	30 471	33 756	41 423	22,7%

Sources : Cora Wood, Rougier, Get

### Les unités de tranchage

Ce segment ne dispose que d'une unité de production « Bois Tranchés », dont le fonctionnement est pénalisé par des difficultés techniques et financières qui ne lui permettent pas un approvisionnement régulier en matières premières.

Dans ces conditions, la production et les exportations se rétractent. Toutefois, la société enregistre une hausse des ventes sur le plan local, avec un volume vendu de 29 m<sup>3</sup> en 2007, soit une augmentation de 141,7%.

#### *Evolution de l'activité de Tranchage*

(en mètres cubes)	2005	2006	2007	07/06
Production	2 393	2 074	1 284	-38,1%
Ventes locales	73	12	29	141,7%
Exportations	2 146	1 397	1 346	-3,7%

Source : Direction du Développement de l'Industrie et du Commerce du Bois (Ddich)

### Les unités de menuiserie, d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

Il est recensé 288 dépôts de vente de bois et 333 menuiseries, ébénisteries et tapisseries concentrées dans les grands centres urbains, notamment Libreville, Owendo, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

## Activité nationale

Ces structures ont une faible capacité de production destinée essentiellement au marché local et sont spécialisées dans les travaux d'ameublement. Elles emploient 1827 personnes.

### II.3.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA) affiche un regain d'activité imputable au renouvellement de son outil de production qui a induit une amélioration de la productivité.

#### Le brut traité

Le volume du brut traité a augmenté de 14,9%, à 821 011 tonnes métriques (TM), en raison de l'augmentation du débit de l'outil de production suite à sa réhabilitation.

En vue de combler les déficits de production et satisfaire la demande sans cesse croissante, la société a dû importer des produits pétroliers pour un volume de 197 755 TM en 2007, en hausse de 18,7%. Il s'agit essentiellement du gasoil, en vue de répondre aux besoins de la SEEG (164 044 tonnes métriques), mais également du butane (15 240 TM), du Jet A1 et du super.

#### *Evolution de l'activité de la production de Sogara*

	2005	2006	2007	07/06
TOTAL DU BRUT TRAITE	764 728	714 778	821 011	14,9%
Compte propre (tonnes métriques)	728 377	714 778	821 011	14,9%
Compte des tiers (tonnes métriques)	36 351	0	0	0
Total Importations (en tonnes métriques)	132 429	166 593	197 755	18,7%

Source : Sogara

#### La commercialisation

Compte tenu de la conjoncture favorable sur la période sous-revue, les produits de la société de raffinage observent une bonne tenue sur le marché domestique et extérieur.

C'est ainsi que sur le plan local, la société enregistre de bons résultats en liaison avec le regain d'activité observé dans la plupart des secteurs. A cet effet, l'on note une hausse de la consommation pour les produits tels que le butane (12,5%), le pétrole lampant (18,4%), le gasoil moteur (24,7%) et le bitume (9,6%), du fait de la fermeté de la demande des forestiers, de la SEEG, des BTP et des ménages. Par opposition, le Jet A1 et le Fuel-oil se contractent respectivement de 17,8% et 12,7%.

Dans le même temps, les exportations progressent, notamment le Fuel-oil 380 (17,7%), le bitume (621,7%) malgré le repli des volumes du super (-23,9%).

## Activité nationale

Le chiffre d'affaires suit cette tendance haussière pour se situer à 243,898 milliards de Fcfa en 2007, soit une hausse de 46,4%, confortée par le relèvement des prix du super et du gasoil, ainsi que du déblocage des prix du Jet A1 en 2006.

### *Evolution des ventes de produits pétroliers*

	2005	2006	2007	07/06
<b>VENTES DE SOGARA</b>				
Butane (tm)	21 097	21 759	24 488	12,5%
Super (m <sup>3</sup> )	60 315	63 529	64 009	0,8%
Super Export	37 875	27 325	20 793	-23,9%
Pétrole lampant (m <sup>3</sup> )	26 290	32 305	38 236	18,4%
Turbine fuel 1 (m <sup>3</sup> )	78 810	74 373	61 170	-17,8%
Turbine fuel 1 Export (m <sup>3</sup> )	28 974	0	4 993	
Gas-oil Moteur (m <sup>3</sup> )	363 390	399 690	498 568	24,7%
Gas-oil Export (m <sup>3</sup> )	200	0	0	
Fuel-oil 380 (tm)	80 020	55 848	48 734	-12,7%
Fuel-oil 380 export (tm)	229 685	261 170	307 514	17,7%
Bitume Export (tm)	0	396	2 858	621,7%
Bitume(tm)	966	656	719	9,6%
<b>Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)</b>	<b>153 097</b>	<b>166 643</b>	<b>243 898</b>	<b>46,4%</b>
Ventes locales	110 419	119 006	179 488	50,8%
Exportations	42 678	47 637	64 410	35,2%

Source : Sogara

### **Les investissements**

La majorité des investissements ayant été réalisés en 2006 pour le renouvellement de l'outil de production, ceux consentis en 2007 ont concerné essentiellement l'amélioration de la productivité et la protection de l'environnement.

### *Evolution des autres indicateurs d'activité (raffinage)*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Valeur ajoutée	57 056	56 620	61 990	9,5%
Investissements	8 313	33 897	16 048	-53%
Masse salariale	8 800	9 937	10 263	3,3%
Effectifs (nombre d'agents)	471	465	435	-6,5%

Source : Sogara

## Activité nationale

Les effectifs ont été réduits de 6,5%, en raison du non renouvellement des contrats et des départs volontaires. Par contre, la revalorisation du SMIG a occasionné une augmentation de 3,3% de la masse salariale.

### II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

Constitué en monopole, la Seeg, filiale de Véolia, bénéficie de l'exclusivité de la production et de la distribution de l'eau et de l'électricité sur toute l'étendue du territoire national. Ces deux produits enregistrent de bonnes performances en 2007 au regard de l'évolution de leur production, ventes et chiffre d'affaires respectifs.

#### *Evolution de l'activité de la SEEG*

	2005	2006	2007	07/06
<b>Abonnements (nombre)</b>				
Electricité	168 705	179 370	189 804	5,82%
Eau	100 633	107 089	113 932	6,39%
<b>Production en volume</b>				
Electricité (en millions de kwh)	1 364,0	1 463,0	1 524,8	4,22%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	67,0	73,3	74,1	1,09%
<b>Ventes en volume</b>				
Electricité (en millions de kwh)	1 138,00	1 196,40	1 277,80	6,80%
moyenne tension	502,0	517,3	544,6	5,27%
basse tension	636,0	679,1	733,2	7,9%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	55,0	59,5	60,3	1,34%
<b>Chiffre d'affaires total (milliards Fcfa)</b>	<b>93,00</b>	<b>101,20</b>	<b>114,10</b>	<b>12,75%</b>
Electricité	73,60	80,10	91,10	13,73%
Eau	15,80	16,80	18,00	7,14%
Prestations	3,60	4,30	5,00	16,28%
Valeur ajoutée (milliards Fcfa)	36,23	47,83	36,02	-24,69%
Investissements	34,23	30,65	20,34	-33,64%
Masse salariale	19,88	20,25	20,53	1,38%
Effectifs (nombre d'agents)	1 484	1 463	1 486	1,57%

Source : Seeg

#### II.3.4.1 L'électricité

La production nette d'électricité passe de 1463 millions de kwh en 2006 à 1524,8 millions en 2007, soit une augmentation de 4,2%.

Le volume des ventes en moyenne tension est de 544,6 millions de kwh en 2007, en hausse de 5,3%. Celle-ci est plus accentuée au niveau des ventes en basse tension (+7,9%) avec un volume établi à 733,2 millions de kwh en 2007.

## Activité nationale

---

Cette amélioration du volume d'activité s'explique par la bonne tenue du marché. Le nombre d'abonnements en électricité s'élève à 189 804 en 2007 contre 179 370 en 2006. Parallèlement, le prix du kwh passe de 63 Fcfa à 66,2 Fcfa.

La combinaison de la hausse des prix et du nombre de clients fait évoluer le chiffre d'affaires de l'électricité à 91,1 milliards de Fcfa en 2007 contre 80,1 milliards en 2006.

### II.3.4.2 L'eau

La branche eau suit la même tendance que l'électricité, mais avec une faible amplitude. En effet, sa production nette en 2007 croît de 1,09%, à 74,1 millions de m<sup>3</sup>.

Le volume des ventes d'eau enregistre une légère hausse de 1,34% (60,3 millions de m<sup>3</sup> en 2007 contre 59,5 millions en 2006).

Le volume de l'activité eau doit ses performances en 2007 à l'augmentation du nombre de clients, qui se chiffre à 113 932 contre 107 089 en 2006.

L'augmentation du volume des ventes jumelée à celle du prix de vente (296,9 Fcfa) explique le taux de croissance de 7,14% du chiffre d'affaires de l'eau en 2007.

En conséquence, le chiffre d'affaires global enregistre un accroissement de 12,7%, pour atteindre 114,1 milliards de Fcfa en 2007.

Par contre, la forte consommation des produits pétroliers nécessaires au fonctionnement de la centrale thermique d'Owendo a alourdi les consommations intermédiaires de la société, ce qui se traduit par la dégradation de la valeur ajoutée de 24,7% en 2007.

Les investissements, en retrait de 33%, ont été orientés essentiellement vers l'achat de groupes électrogènes, pour suppléer la baisse de production d'électricité du barrage de Kinguélé, et le renforcement du réseau de distribution de l'eau et de l'électricité.

### II.3.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation comprennent les activités liées aux secteurs forestier et pétrolier, au BTP, aux grandes surfaces commerciales, aux quincailleries et dépôts. Par ailleurs, la chimie, les matériaux de construction et la seconde transformation des métaux sont des composantes de cette branche.

Le chiffre d'affaires des autres industries de transformation s'affermite de 10,9% comparativement à l'année précédente. Cette performance est attribuable à la fermeté de la demande, à la hausse des prix, à l'amélioration de la compétitivité des produits et au lancement des nouvelles activités.

## Activité nationale

Les investissements qui ont quasiment triplé ont été consacrés à l'acquisition et au renouvellement de l'outil de production, à l'amélioration de la qualité des produits et à l'expansion des activités.

Le renforcement des effectifs de 4,8%, essentiellement lié au lancement des nouvelles activités (fabrication d'une nouvelle catégorie de tôles minces, etc.), a induit une revalorisation de la masse salariale de 7,3%.

### II.3.5.1 La chimie

L'industrie chimique est composée des peintures, des gaz industriels, des lubrifiants et des produits dérivés des intrants chimiques.

La hausse des prix, consécutive au renchérissement des matières premières sur le marché international, la promotion des produits, l'importation d'autres produits (carreaux) et le lancement des activités diverses, à l'instar de la fabrication des plastiques, ont induit une hausse de 10,9% du chiffre d'affaires. Celui-ci s'élève à 25,651 milliards de Fcfa en 2007.

Au titre des investissements, des ressources financières ont été mobilisées à hauteur de 579 millions de Fcfa pour l'acquisition et le renouvellement de l'outil de production.

#### *Evolution de l'activité des industries chimiques*

	2005	2006	2007	07/06
Productions				
- Peintures (tonnes)	5 426	4 136	4 680	13,2%
- Gaz industriels (m <sup>3</sup> )	669 555	433 762	681 924	57,2%
- Lubrifiants (tonnes)	6 753	6 947	8 541	22,9%
- Emballages (unités)	544 668	700 240	244 878	-65,0%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	<b>21 058</b>	<b>23 121</b>	<b>25 651</b>	<b>10,9%</b>
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	4 843	5 015	6 540	30,4%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 786	2 349	2 480	5,6%
Investissements (millions de Fcfa)	776	505	579	14,7%
Effectifs (nombre d'agents)	272	287	300	4,5%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, Sgpi, Gaboa, Mousse Industrie, Satoga, Chimiotecnic

Pour soutenir l'activité, les entreprises de la branche ont recruté du personnel, ce qui s'est traduit par l'augmentation des effectifs de 4,5%. De même, le réajustement des salaires suite à la revalorisation du Smig et les glissements catégoriels ont impulsé un accroissement de la masse salariale de 5,6%.

## Activité nationale

---

### Les peintures

Les peintures présentent une bonne tenue de l'activité en 2007. Le tonnage est en progression de 13,2% à 4 680 tonnes pour un chiffre d'affaires de 9,202 milliards de Fcfa, en hausse de 11,1%, du fait des commandes des grandes surfaces commerciales, de la poursuite des travaux de BTP, de l'organisation de la fête tournante et de la construction des logements socio-économiques. Il convient de relever que des importations notables des peintures ont atténué le niveau d'accroissement de la production.

### Les gaz industriels

La production des gaz industriels progresse de 57,2%, pour atteindre 681 924 m<sup>3</sup> en 2007. Cette évolution est imputable à une augmentation des commandes d'azote liquide par les secteurs parapétrolier et pétrolier, notamment Sogara et Total Gabon. A l'inverse, le chiffre d'affaires généré par les ventes des produits connaît une baisse de 14,6% en raison de la contraction de la consommation de l'oxygène par les structures sanitaires.

### Les lubrifiants

Les lubrifiants connaissent une année exceptionnelle en 2007 caractérisée par des performances appréciables. Aussi, la production, en hausse de 23%, se situe à 8 541 tonnes, du fait de la demande du marché domestique et du dynamisme des exportations, notamment vers le Congo et la Guinée-Equatoriale.

En revanche, la politique d'assemblage des emballages préfabriqués a fortement réduit le niveau de fabrication de ces produits (-65%) qui s'établit à 244 878 unités en 2007 contre 700 240 en 2006.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires généré par les ventes de lubrifiants passe à 9,322 milliards de Fcfa en 2007, soit une appréciation de 31,4% par rapport à l'année précédente.

### II.3.5.2 Les matériaux de construction

La sous-branche des « Matériaux de construction », constituée des opérateurs d'extraction de sable, des fabricants de ciment, des ouvrages en béton manufacturé et des agrégats, observe un regain d'activité lié à la conjoncture favorable du secteur BTP.

La production de ciment progresse de 5,7%, pour s'établir à 287 204 tonnes en 2005 contre 271 755 tonnes l'année précédente. Cette performance est tributaire de la hausse de la consommation locale de ciment (10,6%) tirée par les commandes du BTP.

A l'inverse, la production de clinker passe de 210 539 tonnes en 2004 à 167 380 tonnes en 2005, soit une baisse de 20,5% consécutive aux pannes fréquentes de l'outil de production. Aussi, l'importation de

## Activité nationale

34 419 tonnes de clinker, en provenance de la Chine, de Taiwan et de la Corée du Nord, s'est-elle- avérée nécessaire.

Le chiffre d'affaires suit le mouvement haussier de la production de ciment. Il passe de 22,201 milliards de Fcfa en 2004 à 23,604 milliards de Fcfa en 2005, soit une progression de 6,3%.

La valeur ajoutée connaît un repli de 31,3%, en raison de l'accroissement du coût des consommations intermédiaires.

### *Evolution de l'activité des matériaux de construction*

	2005	2006	2007	07/06
Production (tonnes)				
Clinker	167 380	145 985	185 109	26,8%
Ciment	287 204	273 242	228 601	-16,3%
Agrégats	111 835	63 603	35 885	-43,6%
Sable (m <sup>3</sup> )	150 000	300 000	400 000	33,3%
Vente de ciment (tonnes)	277 017	270 492	279 041	3,2%
Marché domestique	251 412	267 052	277 717	4,0%
Exportations de ciment (tonnes)	25 605	3 440	1 324	-61,5%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	25 004	26 521	29 577	11,5%
*Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	4 841	2 258	2 253	-0,2%
Masse salariale (millions de Fcfa)	3 667	4 577	5 004	9,3%
Investissements (millions de Fcfa)	4 198	3 606	2 740	-24,0%
Effectifs (nombre d'agents)	850	318	294	-7,5%

Sources : Cimgabon, Sablière d'Owendo \*cimgabon uniquement

Le chiffre d'affaires s'élève à 29,577 milliards de Fcfa en 2007, soit une appréciation de 11,5% en raison de la demande soutenue du marché domestique, confortée par les importations de ciment de la Chine pour pallier le déficit de la production.

La réduction des effectifs de 7,6% inhérente à la restructuration interne de Cimgabon a occasionné l'augmentation de la masse salariale de 9,3%, en raison du règlement des indemnités de départ.

En matière d'investissements, 2,74 milliards de Fcfa ont été consacrés à la réhabilitation de l'outil de production dans les usines de Ntoum et Owendo.

### **II.3.5.3 La seconde transformation des métaux**

La seconde transformation des métaux est composée de la construction métallique et de la transformation de l'aluminium. Généralement, les entreprises de ce segment procèdent au montage des éléments semi-ouvrés importés et produisent essentiellement pour le marché local. Il

## Activité nationale

s'agit, entre autres, des articles de ménage, des tôles, de la chaudronnerie, de la métallurgie navale, de la menuiserie aluminium et de la charpente métallique.

On note une consolidation des activités de la branche, en 2007, qui se traduit par une progression du tonnage (2%) et du chiffre d'affaires (7%) comparativement à l'année antérieure.

En effet, les articles de ménage observent une légère hausse de 1,4%, malgré la concurrence des produits asiatiques. Aussi, ils sont évalués à 7,63 tonnes à fin décembre 2007.

De même, la production totale des tôles est marquée par un accroissement de 2% expliqué par le lancement d'une nouvelle catégorie de tôles minces et la reprise des approvisionnements en matières premières. A cet effet, la production des tôles s'établit à 1 627,2 tonnes en 2007.

### *Evolution des activités de la seconde transformation des métaux*

	2005	2006	2007	07/06
Production (tonne)				
Alga	13,5	7,5	7,6	1,4%
Tôles	1 830,3	1 595,2	1 627,2	2,0%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	15 487,4	14 206,9	15 208,1	7,0%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	2 501,9	4 528,5	3 922,0	-13,4%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 319,6	1 381,5	1 445,7	4,6%
Investissements (millions de Fcfa)	128,7	474,1	764,0	61,2%
Effectifs (nombre d'agents)	175	214	210	-1,9%

Sources : Sotralga, Sogi, Gamaflex, Sud-Méca Gabon, Cbl, 3mi, Roc

La hausse des prix liée au renchérissement du coût des matières premières, la conquête de nouveaux clients et l'amélioration de la compétitivité des produits sont autant de facteurs qui ont concouru à l'embellie du chiffre d'affaires (+7%).

La réduction des effectifs de 1,9% a induit un relèvement de la masse salariale de 4,6%.

Les investissements, d'un montant de 764 millions de Fcfa en 2007, ont porté essentiellement sur l'expansion des activités, l'acquisition et le renouvellement du matériel de bureau et roulant, ainsi que des équipements.

### **II.3.6 L'Imprimerie, l'Edition et la Presse**

#### **II.3.6.1 L'Imprimerie**

L'activité de l'imprimerie intègre l'impression sur papiers et la sérigraphie. En relation avec tous les secteurs de l'économie, elle a bénéficié d'une conjoncture au cours de la période sous-revue.

## Activité nationale

Le chiffre d'affaires, en accroissement de 3%, se situe à 8,478 milliards de Fcfa en 2007.

### *Evolution de l'activité de l'Imprimerie*

	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	7 644	8 231	8 478	3,0%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	3 672	3 820	3 770	-1,3%
Effectifs (nombre d'agents)	173	216	211	-2,3%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 662	1 577	1 655	5,0%
Investissements (millions de Fcfa)	242	922	441	-52,2%

Sources : Multipress Gabon, Imprilux, Imprimerie City Press, Dynastie, Psp/Presse, Sprint

Le paiement des indemnités de licenciement du personnel (dont 2 cadres), au cours de l'exercice, a entraîné la hausse de la masse salariale (5%), qui s'établit à 1,655 milliard de Fcfa en 2007.

Les investissements alloués au renouvellement de l'outil de production ont été évalués à 441 millions de Fcfa en 2007.

### **II.3.6.2 L'Édition et la Presse**

L'activité de la sous-branche, qui a en charge la publication des périodiques et la publicité, a été marquée par la vigueur de la demande des opérateurs économiques notamment de la téléphonie mobile. L'amélioration qualitative du journal « l'Union » et l'intensification de ses annonces y ont fortement contribué.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires, en progression de 7,3%, se monte à 3,428 milliards de Fcfa en 2007.

### *Evolution de l'activité de la Sonapresse*

	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	2 722	3 196	3 428	7,3%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	854	960	1 357	41,4%
Effectifs (nombre d'agents)	40	41	43	4,9%
Masse salariale (millions de Fcfa)	297	329	335	1,8%
Investissements (millions de Fcfa)	85	155	100	-35,5%

Source : Sonapresse

La valeur ajoutée croît de 41,4% et s'établit à 1,357 milliard de Fcfa en 2007.

Les investissements, d'un montant de 100 millions de Fcfa, ont été consacrés à la remise en l'état de l'outil de production.

Le renforcement des effectifs (4,9%) affectés à la rédaction a induit un relèvement de la masse salariale de 1,8%.

## Activité nationale

### II.4 BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

L'activité des BTP consiste en la construction des bâtiments, la réalisation des travaux de génie civil et la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone. Le secteur regroupe des filiales de groupes internationaux et des PME à capitaux nationaux. Les dépenses d'investissements de l'Etat contribuent à 80% au chiffre d'affaires du secteur.

L'année 2007 s'est soldée par un taux de croissance de 7% du chiffre d'affaires. Cette amélioration provient essentiellement du segment bâtiment et génie civil qui réalise un chiffre d'affaires de 119,024 milliards de Fcfa, en hausse de 8,7% par rapport à 2006. La poursuite des travaux liés aux fêtes tournantes et au programme d'aménagement du réseau routier explique ces performances.

Parallèlement, la stabilité du segment eau-électricité-téléphone s'explique par le faible niveau des commandes adressées aux entreprises de cette branche, notamment par la SEEG en raison des difficultés de trésorerie.

La valeur ajoutée du secteur baisse de 15,7% suite à l'augmentation du coût de l'énergie et des produits pétroliers.

Les investissements, quant à eux, enregistrent une hausse de 4,3% pour un montant de 14,950 milliards de Fcfa en vue du renouvellement et du renforcement des équipements.

Les effectifs passent de 3 196 emplois permanents à 3 396 en 2007, soit une hausse de 6,2%, ce qui se traduit par une masse salariale de 24,227 milliards de Fcfa.

#### *Evolution de l'activité du BTP*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Production vendue	118 028,3	136 606,7	146 123,3	7,0%
- bâtiment-génie-civil	87 479,8	109 533,4	119 024,4	8,7%
- lignes eau, électricité, téléphone	30 548,5	27 073,3	27 098,9	0,1%
Valeur ajoutée	38 664,3	42 337,4	35 699,2	-15,7%
Investissements	7 557,9	14 330,2	14 949,7	4,3%
Masse salariale	19 450,2	20 001,7	24 226,8	21,1%
Effectifs permanents	3 153	3 196	3 393	6,2%

Sources : Entraco, Colas, Socoba, Soco-Btp, Sobéa-Sogéa, Facó-Construction, Sogec, Egepc, Sogafric-Services, Enelec, Seteg, Vibec

## Activité nationale

### II.5 LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Le secteur des transports se subdivise en quatre branches représentant les différentes modalités de transports qui existent. Ce sont :

- le transport aérien ;
- le transport ferroviaire ;
- le transport maritime et fluvial ;
- le transport terrestre.

Outre les opérateurs œuvrant dans les branches présentées ci-dessus, on retrouve également les auxiliaires de transport.

#### II.5.1 Le transport terrestre

Les activités de cette branche portent essentiellement sur le transport en zone urbaine et périurbaine, le transport interurbain et en zone rurale. Les opérateurs indépendants participent pour une large part aux activités de la branche des transports terrestres.

##### Le transport en zone urbaine et périurbaine

La desserte de cet espace se fait au moyen de taxis, taxis bus et de transporteurs suburbains régulièrement inscrits dans les registres de la municipalité. On note également la présence sur le terrain de nombreux transporteurs ne disposant pas d'autorisation d'exercer. Parallèlement, il existe, à Libreville, une société publique (Sogatra), dont le fonctionnement est peu optimal.

##### Le transport interurbain et en zone rurale

Les liaisons interurbaines se font à l'aide de véhicules de type break, pick-up, minibus ou cars. On relève une amélioration considérable du confort des passagers sur certains trajets interurbains, du fait de l'achèvement du bitumage de certains axes routiers, notamment dans le Nord du pays (Libreville-Oyem-Bitam-Mitziç). L'activité se développe autour des trois entreprises que sont Voyages et Loisirs des Tropiques, Major Transport et Bitam Express.

L'acheminement des marchandises s'effectue à bord de véhicules pick-up, de camions ou attelages spécifiques ou autres.

De manière générale, le transport structuré des biens et des personnes enregistre une croissance du chiffre d'affaires de 38,9%, à 15,077 milliards de Fcfa en 2007. Cette performance est fortement corrélée à l'activité des entreprises spécialisées dans le transport de grumes et autres marchandises (Mika transports, entre autres). Cependant, les entreprises œuvrant dans le transport des personnes subissent une morosité de leur activité en raison de la prédominance du secteur informel.

## Activité nationale

### *Evolution de l'activité des transports terrestres*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	6 977	10 854	15 077	38,9%
Valeur ajoutée	2 565	3 784	4 445	17,5%
Masse salariale	2 537	3 883	4 373	12,6%
Investissements	2 256	2 286	3 325	45,5%
Effectifs (nombre d'agents)	710	1 036	1 028	-0,8%

Sources : *Transports Tankes, Sogatra, Transform, Stdi, Mika Transports, Sds Dauphin & estimations DGE*

Consécutivement à la hausse du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée progresse de 17,5% pour se situer à 4,445 milliards de Fcfa. De même, la masse salariale et les investissements évoluent respectivement de 12,6% et 45,5%. Ce volume d'investissement a été atteint grâce aux efforts consentis, notamment par Mika Transports, dans l'acquisition du matériel d'exploitation.

### **II.5.2 Le Transport ferroviaire**

La gestion du Chemin de fer gabonais est assurée par la Setrag, filiale du groupe Comilog. A ce titre, elle assure l'acheminement du manganèse de Moanda au port d'Owendo, le transport des marchandises et des passagers.

Après douze mois d'activité, le transport ferroviaire a enregistré une progression remarquable, en dépit du recul du nombre de passagers et du volume des grumes.

#### *Evolution du trafic ferroviaire*

(en tonne)	2005	2006	2007	07/06
Grumes	767 717	736 978	728 940	-1,1%
Bois débités	27 794	34 072	38 260	12,3%
Manganèse	2 842 462	2 885 918	3 289 543	14,0%
Produits pétroliers	44 698	43 346	51 018	17,7%
Clinker	21 529	26 842	35 616	32,7%
Autres marchandises	219 568	239 152	240 549	0,6%
Passagers (en nombre)	218 525	229 816	215 251	-6,3%

Source : Setrag

On note, en effet, une contraction de 6,3% du nombre de passagers transportés, soit 215 251 contre 229 816 une année auparavant. Cette désaffection de la voie ferrée par les populations a été occasionnée par le renchérissement des tarifs mais aussi par les nombreux désagréments rencontrés lors des déplacements (retards, pannes en chemin, entre autres).

## Activité nationale

Le volume de grumes transportées baisse de 1,1% pour se situer à 728 940 tonnes. Ce léger repli est imputable au mauvais état du réseau routier permettant d'acheminer les grumes jusqu'aux différentes gares d'embarquement. On peut également relever les difficultés techniques récurrentes rencontrées par l'opérateur sur le réseau ferroviaire et la faible capacités des wagons.

Le volume des bois débités augmente de 12,3%, à 38 260 tonnes, en contraste avec le repli des grumes transportées par rails. Cette évolution positive est en liaison avec la vigueur des industries du bois.

Le volume de manganèse transporté par rail s'est accru de 14% en 2007, en rapport avec la fermeté de l'activité de Comilog, pour atteindre 3 289 543 tonnes contre 2 885 918 tonnes en 2006.

Le tonnage de clinker évolue de 32,7%, à 35 616 tonnes. Cette performance est à mettre au crédit de la modernisation de l'outil de production de la société Cimgabon.

La reprise de l'exploration minière, le regain d'activité dans les BTP et le secteur forestier ont occasionné une forte consommation d'énergie, ce qui s'est traduit par des volumes d'hydrocarbure acheminés plus importants. Aussi, le volume transporté augmente de 17,7%, pour se situer à 51 018 tonnes.

Sur le plan financier, le raffermissement de l'activité de la Setrag a généré une hausse du chiffre d'affaires de 13,1% qui passe à 38,537 milliards de Fcfa en 2007. La valeur ajoutée recule de 1,9%.

### *Evolution des performances de la Setrag*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	32 370	34 087	38 537	13,1%
Valeur Ajoutée	20 289	4 076	4 000	-1,9%
Masse Salariale	11 330	11 944	13 792	15,5%
Investissements	3 188	5 755	13 984	143,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 291	1 291	1 328	2,9%

Source : Setrag

La masse salariale et les investissements augmentent respectivement de 15,5% et 143%. Les investissements ont été orientés essentiellement vers le renouvellement du matériel d'exploitation (achat de locomotives, voitures voyageurs et autres wagons) et la réhabilitation des rails.

La situation de l'emploi s'est sensiblement améliorée. La société compte 1 328 employés contre 1 291 une année auparavant.

## Activité nationale

### II.5.3 Le transport aérien

Le transport aérien est assuré par de nombreuses compagnies réparties en fonction de leur lieu de résidence ou du segment d'activité dans lequel elles exercent. On distingue de ce fait trois catégories :

- 1/- les compagnies installées au Gabon et offrant des vols réguliers domestiques et/ou internationaux, à savoir :
  - Gabon Airlines ;
  - Air Service (ex-Air Service Gabon) ;
  - Nationale Régionale de Transport ;
  - Nouvelle Air Affaires Gabon ;
  - Allegiance ;
  - SCD Aviation... ;
- 2/- les compagnies d'affrètement et de location :
  - N2AG, Air Service et Afrijet Business Services ;
  - Heli-Union, basée à Port-Gentil, assurant le transport du personnel vers les plates-formes pétrolières.
- 3/- les compagnies internationales étrangères, notamment Air France, Royal Air Maroc, Cameroun Airlines, Bénin Golf Air, Air Ivoire, South Africa Airlines, etc.

#### *Evolution du trafic aérien*

	2005	2006	2007	07/06
Mouvements avions commerciaux	22 784	24 484	26 187	7,0%
- réseau domestique	13 740	15 276	16 242	6,3%
- réseau international	9 044	9 208	9 945	8,0%
Nombre passagers	635 422	603 374	666 928	10,5%
- vols domestiques	301 635	275 520	300 373	9,0%
- vols internationaux	310 286	305 347	327 389	7,2%
- en transit	23 501	22 507	39 166	74,0%
Volume du fret (tonnes)	14 611	20 931	25 301	20,9%
- réseau domestique	1 418	1 071	2 649	147,3%
- réseau international	13 193	19 860	22 652	14,1%

Source : Adl

En 2007, pour la première fois depuis trois ans, tous les indicateurs du transport aérien sont bien orientés.

Les mouvements d'avions enregistrent une croissance de 7%. Cette performance est la résultante de la bonne tenue de tous les réseaux.

## Activité nationale

### II.5.3.1 Le trafic aérien national

Dans l'ensemble, les indicateurs du trafic domestique sont en nette croissance. Ainsi, le volume de fret progresse fortement de 147,3%, pour se situer à 2 649 tonnes. De même, le nombre de passagers croît de 9%, soit 300 373 passagers. Enfin, le mouvement des avions est en augmentation de 6,3%.

### II.5.3.2 Le trafic aérien international

Sur le plan international, le trafic aérien bénéficie de l'arrivée de Gabon Airlines, Kenya Airways, Ethiopian, South African Airlines, mais aussi de l'intensification du volume d'activité de la Royal Air Maroc.

Le trafic régional enregistre une embellie du fait du relèvement du niveau de l'offre commerciale dans la zone par Air Service. C'est ainsi que le nombre de passagers s'établit à 327 389 contre 305 347 en 2006, soit une hausse de 7,2%. Cette tendance haussière est également perceptible au niveau des passagers en transit. Ces derniers augmentent en effet de 74% pour s'établir à 39 166.

Le volume de fret progresse de 14,1%, en raison de la présence du Hub sous-régional de la compagnie DHL, de l'apport des compagnies Gabon Airlines, South Africa Airways, Ethiopian, Kenya Airways, mais également de la consolidation des activités de la RAM.

### II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes

Le démarrage effectif des activités de Gabon Airlines a permis de relever le niveau d'activité de cette branche. Son chiffre d'affaires se raffermi à 96 750 millions de Fcfa, soit une croissance de 3,4%. La valeur ajoutée accuse par contre un repli de 11%.

#### *Evolution des performances des compagnies aériennes*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	66 258	93 599	96 750	3,4%
Valeur ajoutée	5 625	9 488	8 449	-11,0%
Masse salariale	17 063	3 990	4 288	7,5%
Investissements	19 193	33 995	1 047	-96,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1154	455	548	20,4%

Sources : Air France, N2ag, Bénin Golf Air, Cam Air, Ram, Afrijet Business & estimations DGE

Pour 2007, les compagnies ont relâché leurs efforts d'investissements après ceux réalisés en 2006. Ils se situent en effet à 1,047 milliard de Fcfa contre 33,995 milliards de Fcfa une année auparavant, soit une chute de près de 97%.

La masse salariale et les effectifs progressent respectivement de 7,5% et 20,4%.

## Activité nationale

### II.5.4 Le transport maritime et fluvial

La branche des transports maritime et fluvial est constituée de plusieurs armements spécialisés dans des segments précis :

- SMIT International Gabon et Getma qui transportent des marchandises en direction de l'Europe et de l'Asie ;
- le groupe Delmas SDV qui assure les liaisons maritimes du Gabon avec la côte ouest africaine et l'Europe ;
- EGCA (Antarès) effectue les liaisons entre Libreville, Port-Gentil et la sous région ;
- la Compagnie de Navigation Intérieure.

#### Le transport fluvial

La Compagnie de Navigation Intérieure, qui est l'unique opérateur structuré, ne dispose pas de matériel d'exploitation (navires et autres caboteurs) depuis 3 ans. Cette inactivité est liée à la défectuosité de l'outil de production mais aussi à l'arrivée toujours attendue de bateaux dont la réception était prévue pour le début du second semestre 2007.

#### Le transport maritime

Au cours de l'année 2007, l'activité des principales compagnies maritimes du pays est en nette progression. Cette bonne tenue résulte à la fois de la hausse du volume de manganèse exporté mais également de celui des autres marchandises manipulées à Owendo et à Port-Gentil..

#### *Evolution des performances des compagnies maritimes*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	27 573	39 256	45 443	15,8%
Valeur ajoutée	14 856	18 816	21 945	16,6%
Masse salariale	7 542	7 224	7 520	4,1%
Investissements	2 144	5 733	4 969	-13,3%
Effectifs (nombre d'agents)	672	820	852	3,9%

Sources: Smit, Socopao, Sdv, Maersk Gabon SA, DGI & Estimations DGE

Le chiffre d'affaires de la branche passe de 39,256 milliards de Fcfa en 2006 à 45,443 milliards en 2007, soit 15,8% de hausse. Parallèlement, la valeur ajoutée croît de 16,6%.

#### II.5.4.2 Les activités portuaires

L'Etat gabonais a concédé la gestion des ports d'Owendo et Port-Gentil à la société Sigeprag le 20 septembre 2003. Toutefois, à la suite d'un différend entre associés, ce contrat a été dénoncé. Ainsi, au cours de l'année 2007, Sigeprag a fait place à Gabon Port Management (GPM), une filiale du groupe Portek.

## Activité nationale

Les autres activités, à savoir la gestion du domaine portuaire, l'exploitation du port à bois, les beachs privés et rades annexes, relèvent toujours de la compétence de l'Oprag.

### II.5.4.2.1 Le port d'Owendo

Le port d'Owendo renforce ses activités en 2007, avec une progression de 8,5% du volume total des marchandises manipulées, soit 5 886 572 tonnes contre 5 426 581 tonnes l'année précédente .

#### *Evolution de l'activité portuaire à Owendo*

(en tonnes)	2005	2006	2007	07/06
Mouvements des bateaux (nombre)	764	700	653	-6,7%
Volume total de marchandises	5 838 706	5 422 639	5 886 572	8,6%
Manganèse	2 866 632	2 935 449	3 399 382	15,8%
Autres marchandises	1 780 509	1 292 037	1 471 123	13,9%

Source: Gpm

Les principaux indicateurs de l'activité portuaire ont enregistré une évolution contrastée. La fermeté de la demande mondiale a induit une croissance de 15,8% du volume de manganèse exporté. Les autres marchandises ont, quant à elles, progressé de 13,8% pour s'établir à 1 471 123 tonnes.

### II.5.4.2.2 Le port de Port-Gentil

Au port de Port-Gentil, on note un accroissement du nombre de mouvements des bateaux de 8,3% (859 mouvements contre 793 en 2006) ; l'activité portuaire, prise globalement, demeure stable.

#### *Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil*

(en tonnes)	2005	2006	2007	07/06
Mouvements des bateaux (nombre)	832	793	859	8,3%
Volume total de marchandises	13 555 342	12 315 346	12 404 620	0,7%
Pétrole brut	12 490 000	11 250 000	11 310 000	0,5%
Autres marchandises	675 857	671 966	763 941	13,7%

Sources: Gpm, Dgh

## II.5.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport est très composite. Elle regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est liée aux différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;

## Activité nationale

- les agences de voyages (Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Gabon Contacts) ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de maintenance et de logistique maritime (SNAT, TTG, TAG).

### *Evolution de l'activité des auxiliaires de transport*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	30 319	38 190	39 682	3,9%
Valeur Ajoutée	13 709	15 934	16 061	0,8%
Masse Salariale	6 145	10 373	10 767	3,8%
Investissements	1 804	3 694	3 591	-2,8%
Effectifs (nombre d'agents)	813	1 520	1 620	6,6%

Sources : Panalpina, Tag, Asecna, Gpm, Eagle, Saga, Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Adl, Gabon Fret, Ttg & Estimations DGE

L'embellie observée au port d'Owendo et le dynamisme des transitaires ont permis une amélioration du chiffre d'affaires de 3,9%, évalué à 39,682 milliards de Fcfa. Corrélativement, la valeur ajoutée s'établit à 16,061 milliards de Fcfa, soit une hausse de 0,8%.

Les effectifs augmentent de 6,6%, en rapport avec le regain d'activité dans les principaux ports du pays (Owendo et Port-Gentil) qui enregistrent un afflux de marchandises destinées à l'activité pétrolière. Dans le même temps, la masse salariale connaît une augmentation de 3,8%.

## II.6 LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des télécommunications est composée de plusieurs sociétés opérant sur divers segments :

- Groupe Gabon-Télécom-Libertis, privatisé depuis novembre 2006. Il exerce son activité dans la filière radio diffusion télévision et les fournitures d'accès à l'internet ;
- La Poste (ex Gabon-Poste), privatisé depuis novembre 2006, organisme public chargé de l'acheminement du courrier, colis et la vente des boîtes aux lettres. Depuis octobre 2007, La Poste a lancé un nouveau produit Mandat Express International (MEI) ;
- Gabonaise de Télécommunication (Gabtél) spécialisée dans la vente des terminaux et la gestion des fréquences d'émissions ;
- Gabcel, grossiste dans la vente de cartes de recharge ;
- DHL, EMS Delta+ et d'autres qui sont des sociétés exerçant dans l'acheminement du courrier express ;

## Activité nationale

- Celtel, Libertis et Moov, exercent leurs activités dans la téléphonie mobile ;
- TV SAT, intervenant dans l'installation des équipements pour les réseaux de télévision par satellite.

Globalement, le secteur des télécommunications se caractérise en 2007 par un raffermissement de ses activités au regard de l'évolution des différents indicateurs. Le secteur est marqué également par le renouvellement des licences d'exploitation des trois opérateurs.

### Evolution du nombre d'abonnés

	2005	2006	2007	07/06
Téléphone fixe	39 128	39 020	41 361	6,0%
Téléphone cellulaire	600 377	874 287	1 108 854	26,8%
<b>Total abonnés téléphone</b>	<b>639 505</b>	<b>913 307</b>	<b>1 150 215</b>	<b>25,9%</b>
Nombre abonnés Internet	6 924	8 156	9 388	15,1%
Nombre abonnés ADSL	743	960	1 177	22,6%
TV SAT	1 100	900	1 000	11,1%

Sources : Gabon Télécom, Gabon Poste, Celtel, Libertis, Moov

Ainsi, le dynamisme des opérateurs de la téléphonie mobile a induit une progression de 26,8% du nombre d'abonnés, en raison de l'extension du réseau dans toutes les provinces du pays, du lancement de nouveaux produits et de l'amélioration de la qualité des réseaux. Parallèlement, le nombre d'abonnés au téléphone fixe a connu une hausse de 6,8% à 41 361 abonnés suite au lancement d'un nouveau produit (CDMA) permettant de couvrir les zones non desservies.

Par ailleurs, le nombre d'abonnés à l'Internet à moyen et haut débit a connu une amélioration de 15,1% pour 9 388 abonnés à fin décembre 2007. De même, le nombre d'abonnés à TV SAT a progressé de 11% au cours de la même période.

### Evolution des performances du secteur télécommunications

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	224 344	260 134	308 461	18,6%
Valeur ajoutée	44 076	57 537	85 680	48,9%
Masse salariale	43 773	47 874	52 119	8,9%
Investissements	64 746	78 403	151 988	93,9%
Effectifs	3 339	2 124	2 589	21,9%

Sources : Celtel, Groupe Gabon-Télécom-Libertis, Moov, Gabtel, Gabcel, Dhl, Ems Delta+, Tv Sat, La Poste

## Activité nationale

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications s'établit à 308,461 milliards de Fcfa en 2007, soit une appréciation de 18,6% par rapport à 2006.

De ce fait, la valeur ajoutée passe à 85,680 milliards de Fcfa contre 57,537 milliards en 2006, soit une hausse de 48,9%.

Au titre des investissements, les efforts consentis à hauteur de 151,988 milliards de Fcfa ont porté essentiellement sur l'acquisition de nouveaux équipements de pointe, les travaux d'extension du réseau, le changement de la plate-forme d'appel et le renouvellement des licences.

En matière d'emploi, on relève une augmentation des effectifs de 21,9% en 2007 pour 2 589 agents permanents, occasionnant ainsi un relèvement de 8,9% de la masse salariale.

### II.7 LE COMMERCE

Le secteur commerce est composé de l'ensemble des entreprises qui achètent pour revendre en l'état. Il compte cinq branches :

- le commerce général structuré, qui concerne une gamme élargie de produits à savoir : l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques ;

- le commerce des produits pétroliers, assuré par des opérateurs tels que Total marketing, Pizo Shell, Oilibya, Petro Gabon ;

- le commerce des produits pharmaceutiques exercé par Pharmagabon et Copharga qui distribuent les produits pharmaceutiques à l'ensemble des pharmacies sur le territoire national ainsi que les organismes publics (CNSS) ;

- le commerce des véhicules représenté par les concessionnaires agréés regroupés au sein de l'union des représentants des automobiles industriels (URAI) et par les vendeurs de véhicules d'occasion.

#### *Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	520 768	544 285	681 497	25,2%
Valeur ajoutée	66 986	67 102	72 386	7,9%
Investissement	16 680	19 495	21 360	9,6%
Effectifs (nombre d'agents)	2 993	3 191	3 271	2,5%
Masse salariale	24 572	25 039	28 782	14,9%

Source : l'échantillon des entreprises du secteur commerce

Le secteur commerce s'est bien comporté en 2007 à la faveur d'une conjoncture économique favorable. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé du secteur a progressé de 25,2%, passant à 681,497 milliards de Fcfa en 2007.

## Activité nationale

Parallèlement, les investissements ont connu une hausse de 9,6% pour un montant de 21,3 milliards de Fcfa en 2007, orientés vers l'augmentation des capacités de production et le renouvellement des équipements.

Quant aux effectifs, ils progressent de 2,5% en vue de soutenir le niveau d'activité. De même, la masse salariale s'accroît de 14,9% en raison du réajustement des salaires suite à la revalorisation du SMIG en 2006 et des glissements catégoriels.

### II.7.1 Le commerce général structuré

Cette branche d'activité se compose d'entreprises opérant dans la vente de produits divers (quincaillerie, alimentation, habillement, cosmétiques, etc.).

Son chiffre d'affaires s'établit à 256,8 milliards de Fcfa en 2007, soit une hausse de 22,8% qui s'explique par la fermeté de la demande des principaux clients (forestiers, BTP et Administration publique) et des politiques commerciales adoptées par certaines entreprises de la branche pour être compétitives.

La valeur ajoutée connaît une amélioration de 1,6%, à 37,7 milliards de Fcfa en 2007.

Les investissements fléchissent de 23,1% après de gros efforts réalisés par les opérateurs en 2006. Ils se situent à 5,3 milliards de Fcfa en 2007 et concernent, entre autres, l'achat de matériel informatique, l'aménagement des parkings, l'agrandissement des magasins et l'acquisition de chambres froides.

Les effectifs connaissent une légère hausse de 1,5% pour une masse salariale en progression de 10,8%.

#### *Evolution du commerce général structuré*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	209 420	209 170	256 800	22,8%
Valeur ajoutée	27 880	37 200	37 788	1,6%
Investissements	4 450	6 900	5 305	-23,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 896	1 969	1 999	1,5%
Masse salariale	1 042	11 354	12 583	10,8%

Sources : Gabon Meca, Ceca Gadis, Nestle, San, Sodigab, Centr'Affaires, Bati-Plus, Gabonaise de Chimie, Davum Gabon, Gipa, Hm Distribution, Cedicom

## Activité nationale

### II.7.2 Le commerce des produits pétroliers

Le commerce des produits pétroliers regroupe les opérateurs tels que Total Marketing, Oilybia, Pizo Shell, Petro Gabon et SGEPP qui s'occupent de la distribution des produits finis du pétrole (lubrifiant, carburant, gaz etc.). Ces entreprises sont regroupées au sein du Groupement Professionnel des Pétroliers (GPP).

Les ventes en volume des produits pétroliers s'élèvent à 633 138 tonnes métriques en 2007, soit une amélioration de 9,7% par rapport à 2006, du fait de l'extension des réseaux de station et de la forte consommation de carburants par le marché, notamment par les forestiers, les BTP et la SEEG. En conséquence, le chiffre d'affaires se raffermi de 40,2%, confortés par le relèvement des prix du gasoil, du super et du Jet A1.

#### *Evolution du commerce des produits pétroliers*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Ventes en volumes (TM)		577 205	633 138	9,7%
Chiffre d'affaires	166 750	188 848	264 808	40,2%
Valeur ajoutée	18 110	25 447	31 130	22,3%
Masse salariale	6 690	6 420	7 220	12,5%
Investissements	10 740	10 019	8 292	-17,2%
Effectifs (nombre d'agents)	376	436	433	-0,7%

Sources: Total marketing, Pizo Shell, Petro Gabon, Sgepp, Oilibya

Parallèlement, la valeur ajoutée augmente de 22,3% pour un montant de 31,1 milliards de Fcfa en 2007.

Les investissements ont reculé de 17,2 % pour se situer à 8,292 milliards de Fcfa. Ils ont porté sur la réfection des pompes et des bacs de rétention des huiles dans les différentes stations services pour se conformer à la réglementation du ministère des Mines.

Les effectifs se stabilisent à 433 agents en 2007 représentant une masse salariale de 7,22 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 12,5% en raison des augmentations salariales et diverses primes de motivation octroyées aux salariés.

### II.7.3 Le commerce des véhicules

Le chiffre d'affaires généré par les ventes des véhicules progresse de 8,5% en 2007 comparativement à l'année précédente, pour s'établir à 122,9 milliards de Fcfa. Cette performance s'explique par la forte demande des secteurs forestiers et BTP, ainsi que du bon comportement des nouvelles marques de voitures introduites sur le marché.

## Activité nationale

### *Evolution du commerce des véhicules*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	113 880	113 301	122 943	8,5%
Masse salariale	6 840	7 347	8 242	12,2%
Investissements	3 610	1 842	6 991	279,5%
Effectifs (nombre d'agents)	647	711	722	1,5%

Sources: Sho Tractafric, Cfao Gabon, Toyota, Sodim Tp, Geant 241, Gsa

Les investissements ont connu une forte hausse au cours de cette année pour atteindre 6,9 milliards de Fcfa en 2007 consacrés essentiellement à la construction d'un show room par Sho Tractafric, l'acquisition de terrain et de l'outillage de l'atelier et le renouvellement des installations.

Les effectifs connaissent une légère augmentation de 1,5% en 2007 inhérente au recrutement des agents suite à la création du département commercial. La masse salariale progresse de 12,2% en raison des glissements catégoriels et des primes d'intéressement distribuées au personnel.

### **II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques**

Cette branche du commerce concerne les entreprises opérant dans la vente en gros des produits pharmaceutiques. Ainsi, l'on recense deux opérateurs que sont Copharga et Pharmagabon.

La vente des produits pharmaceutiques génère un chiffre d'affaires de 31,9 milliards de Fcfa, soit une hausse de 12,5% en raison de l'extension du réseau de pharmacies et de la consommation de médicaments inhérente à l'épidémie du chikungunya.

La valeur ajoutée a baissé de 27,4%. De même, les investissements ont régressé de 3,7% et ont permis l'acquisition de matériel roulant.

La masse salariale observe un relèvement de 18,9% à 542 millions de Fcfa, suite à l'augmentation des effectifs et l'octroi des primes et des gratifications.

### *Evolution du commerce des produits pharmaceutiques*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	26 050	28 374	31 915	12,5%
Valeur ajoutée	3 340	3 779	2 744	-27,4%
Masse salariale	440	456	542	18,9%
Investissements	140	107	103	-3,7%
Effectifs (nombre d'agents)	74	78	86	10,3%

Sources : Pharmagabon, Copharga

## Activité nationale

### II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

Le commerce des ouvrages et périodiques est assuré par Sogapresse. L'activité se caractérise en 2007 par une amélioration du chiffre d'affaires de 8,7% à 4,9 milliards de Fcfa contre 4,5 milliards Fcfa en 2006.

#### *Evolution du commerce des ouvrages*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	4 668	4 584	4 982	8,7%
Valeur ajoutée	686	677	724	7,0%
Masse salariale	182	167	194	16,1%
Investissements	42	627	669	6,7%
Effectifs (nombre d'agents)	33	31	31	0,0%

Source : Sogapresse

La valeur ajoutée a connu une hausse de 7%, à 724 millions de Fcfa en 2007.

Les investissements s'élèvent à 669 millions de Fcfa, soit une augmentation de 6,7% qui a visé l'amélioration de la productivité de l'entreprise.

Les effectifs ont été stables tandis que la masse salariale a progressé de 16,1% à 194 millions de Fcfa, en raison des glissements catégoriels.

### II.8 L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME

L'activité du secteur « Hôtellerie, Restauration, Tourisme et loisirs », est exercée par les opérateurs économiques spécialisés dans :

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, snack-bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, sites, parcs nationaux, réserves, centres de loisirs).

Le parc hôtelier et touristique gabonais a une capacité d'accueil estimée à près de 166 hôtels et 300 restaurants toutes catégories confondues.

#### II.8.1 L'hôtellerie

La capacité d'accueil du parc hôtelier et touristique du Gabon enregistre une baisse depuis le deuxième semestre de l'année 2006. Estimée à environ 1400 chambres en 2006, elle est de 1 000 chambres à fin 2007.

L'activité dans la branche de l'hôtellerie est réalisée par deux principales catégories :

- les hôtels de dimension internationale, gérés désormais par l'Etat, des grands groupes privés internationaux, ou des groupes d'actionnaires ;
- les établissements publics et privés de moyenne capacité.

## Activité nationale

### II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale

Les hôtels de classe internationale constituent la catégorie la plus touchée par la baisse de la capacité d'accueil suite à la fermeture de l'hôtel Atlantique et du Novotel. Sur les six unités que possédait le Gabon jusqu'en 2006, il en reste quatre à fin décembre 2007. Celles-ci sont implantées à Libreville (2), Port gentil (1) et Franceville (1).

Cette branche présente des résultats mitigés au regard de l'évolution des indicateurs de niveau d'activité.

#### *Evolution de l'activité dans la branche des hôtels de classe internationale*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	13 371	14 579	16 682	14,4%
Nombre de clients	148 636	158 973	157 603	-0,9%
Taux d'occupation (%)	38,50%	42,58%	44,75%	2,17 pts
Prix moyen/chambre	40 443	43 216	46 426	7,4%
Masse salariale	5017	4202	4359	3,7%
Effectifs (nombre d'agents)	752	562	541	-3,7%

Sources : Laïco, Méridien Rè Ndama, Méridien Mandji, Léconi Palace.

En effet, si l'activité semble se stabiliser à Libreville, celle de l'intérieur du pays accuse une certaine morosité. Cette situation oblige certains grands hôtels sous-exploités à pratiquer une politique des prix bas.

Ainsi, le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale régresse de 0,9% en 2007 en raison de la faible intensité des flux touristiques concernant les événements nationaux et internationaux (séminaires, conférences, rencontres politiques ou inter-Etats).

Le taux d'occupation des chambres augmente de 2,17 points pour atteindre une moyenne de 44,75% en 2007.

Le chiffre d'affaires croît de 14,4% pour un montant de 16,682 milliards de Fcfa, à cause du relèvement des prix de la nuitée de 7,4%.

En revanche, la baisse observée de 3,7% du niveau d'emploi s'explique par la fermeture des hôtels précités, les départs volontaires, les départs en retraite, et les licenciements. Cela se traduit par une hausse de 3,7 % de la masse salariale à 4,359 milliards de Fcfa.

### II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

C'est la branche la plus étendue sur l'ensemble du territoire. Elle est classée selon les catégories ci-après :

- les hôtels ayant plus de 20 chambres. Il s'agit des structures de moyenne capacité évoluant dans la légalité ;
- les établissements de faible capacité (moins de 15 chambres) et les unités de petites tailles.

Ainsi, on enregistre un repli de 3% de l'activité dans les hôtels de moyennes capacités ; le chiffre d'affaires passe ainsi de 1,919 milliard de Fcfa en 2006 à 1,866 milliard en 2007.

## Activité nationale

### II.8.2 La restauration

Cette branche d'activité regroupe trois types d'opérateurs :

- les restaurants de grand standing (hôtels de classe internationale) ;
- les restaurants indépendants ;
- les structures de petites tailles (cafétérias et autres).

La restauration classique connaît ces dernières années un ralentissement d'activité dû à l'accroissement des prestataires privés qui s'approprient l'essentiel des marchés lors des grandes manifestations événementielles (mariages et séminaires, entre autres). Cette situation a conduit à l'arrêt des services de restauration dans certains hôtels de moyenne capacité.

### II.8.3 Le tourisme et les loisirs

La destination Gabon est encore relativement peu connue mais elle dispose d'un potentiel touristique extrêmement prometteur. Les autorités et les professionnels du tourisme oeuvrent pour la promotion et le développement des activités touristiques du pays.

L'écotourisme étant l'une des valeurs sûres du marché du tourisme mondial, le Gabon s'est attaché à développer cette activité en créant 13 parcs nationaux dont les caractéristiques sont les suivantes :

Nom des Parcs	Surface (Km <sup>2</sup> )	Particularités
AKANDA	537	Les plus grandes concentrations d'oiseaux migrateurs du Gabon
BIROUGOU	690	Paysages de montagne, « refuge forestier » des époques passées plus sèches
IVINDO	3000	Grands éléphants, gorilles qui n'ont jamais vu l'homme, chutes les plus magnifiques des forêts d'Afrique
LOANGO	1550	Les hippopotames qui surfent, les éléphants sur la plage et ballet de baleines à bosses en mer
LOPE	4960	Concentration des mandrilles, traces de l'homme datant de plus de 400 000 ans. Bonnes structures touristiques
MAYUMBA	80	Premier site du monde pour la ponte des tortues Luth
MINKEBE	7560	Rochers dominant la forêt, plus grand bloc forestier intact du Gabon.
MONT DE CRISTAL	1190	Zone la plus riche en espèces de plantes en Afrique
MOUKALABA DOUDOU	4500	Dernière population de faune de savane avec cob défassa et chacal
MWAGNE	1160	Les plus grandes baies (clairière) en forêt pleine de gorilles et d'éléphants
PLATEAU BATEKE	2050	Dernier refuge de la faune téké, plus grande diversité d'oiseaux au Gabon et gorilles habitués
PONGARA	870	Belles plages et mangroves en face de Libreville, site de loisirs pour citadins
WAKA	1070	Une faille forestière profonde et droite de 100 km de long en plein pays mitsogo
<b>Total : 29 240 km<sup>2</sup> soit 10.8 % de la superficie du Gabon.</b>		

## Activité nationale

En 2007, le Parc de la Lopé a été déclaré patrimoine mondial.

Malgré ces potentialités, le développement du secteur reste confronté à de nombreuses difficultés : aménagement insuffisant des sites, coût élevé des transports, difficultés d'accès aux sites, entre autres.

Tous ces facteurs ralentissent l'expansion de l'écotourisme. Le tourisme de congrès connaît également un léger recul du fait de la baisse de la capacité d'accueil (fermeture momentanée de certains hôtels).

Néanmoins, il existe des agences spécialisées dans le réceptif et l'organisation de voyage, la vente de produits touristiques (Mistral voyages, Eurafrique voyages, Gabon contacts, Equasud, Crédits voyages, Gabon tour).

Par ailleurs, la branche « loisirs et jeux » comprend les centres de loisirs (l'Aéro club, le club Saoti, Gabon expo), un casino (Croisette) et des salles de jeux dispersées à travers le pays (PMUG, Fortune's club).

### II.9 LES AUTRES SERVICES

L'activité du secteur des Autres Services se caractérise par des performances appréciables en 2007 se traduisant par une progression de 6,9% du chiffre d'affaires consolidé.

#### II.9.1 Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers regroupe des entreprises exerçant une variété d'activités : photographie, jeux et loisirs, services médicaux, auto-écoles, radiodiffusion, télévision, prestations mortuaires, relations publiques, etc.

Le chiffre d'affaires des services rendus aux particuliers s'améliore de 6,3% pour atteindre 29,216 milliards de Fcfa en 2007 contre 27,474 milliards en 2006. Ce résultat s'explique par le bon comportement des maisons de jeux et de sépulture.

#### *Evolution de l'activité de la sous branche des services rendus aux particuliers*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	25 151	27 474	29 216	6,3%
Valeur ajoutée	6 902	10 068	10 132	0,6%
Investissements	2 704	755	771	2,1%
Effectifs (nombre d'agents)	270	1 195	1 275	6,7%

Sources : Africa N°1, Labo Color, Staff Gabon, Gabosep, Casepqa, Médical Optique, Gabon Contacts, Pmug, Sgjl, Sgcl, Polyclinique El Rapha, Cabinet de groupe, Franstel, Egca.

La valeur ajoutée passe de 10,068 milliards de Fcfa en 2006 à 10,132 milliards en 2007, soit une augmentation de 0,6%.

## Activité nationale

Parallèlement, les investissements croissent de 2,1% pour un montant de 771 millions de Fcfa en 2007, orientés essentiellement vers l'acquisition des équipements.

Les effectifs progressent de 6,7%, pour tenir compte des carnets de commandes.

### II.9.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers concernent la promotion immobilière et les transactions sur terrains et immeubles. L'essentiel des prestations est assuré par la Société Nationale Immobilière (SNI) et quelques agences.

Le chiffre d'affaires de cette branche augmente considérablement de 21%, passant à 13,122 milliards de Fcfa en 2007. Cette amélioration est inhérente à la vente directe des parcelles et logements économiques à Agondjé et Akournam par la SNI, ainsi qu'à la location et à la vente de certains logements réalisés par les autres sociétés immobilières.

#### *Evolution de l'activité de la sous branche des services immobiliers*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	7 245	10 841	13 122	21,0%
Valeur ajoutée	2 382	3 740	3 747	0,2%
Investissements	5 577	8 846	8 974	1,4%
Effectifs (nombre d'agents)	141	149	153	2,7%

Sources : Sni, Agence immobilière alliance, Agence immobilière de Libreville, Gestion immobilière, Imp Conseil, Alpha immobilier

Au titre des investissements, 8,974 milliards de Fcfa ont été consacrés en 2007, en progression de 1,4% par rapport à 2006, pour le renouvellement du matériel existant.

Le nombre d'employés dans la sous-branche croît de 2,7%, atteignant ainsi 153 salariés en 2007.

### II.9.3 Les services rendus aux entreprises

Cette branche regroupe des entreprises ayant des spécialités diverses, notamment :

- les sociétés d'informatique, spécialisées dans la vente de matériels et logiciels informatiques, la maintenance, la formation, le conseil, l'ingénierie, etc. ;

- les bureaux d'études, d'expertise et de contrôle, spécialisés dans l'ingénierie, le contrôle technique, les études géotechniques de génie civil et diverses ;

- les cabinets comptables et juridiques qui interviennent notamment dans le conseil juridique et financier, ainsi que dans la validation des comptes des sociétés.

## Activité nationale

L'activité des services aux entreprises génère un chiffre d'affaires de 69,532 milliards de Fcfa en 2007 contre 65,702 milliards de Fcfa en 2006, soit une hausse de 5,8% qui résulte de l'accroissement des carnets de commandes des principaux opérateurs de la branche.

### *Evolution de l'activité de la sous branche des services rendus aux entreprises*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'affaires	80 967	65 702	69 532	5,8%
Valeur Ajoutée	15 087	13 290	13 317	0,2%
Investissements	3 664	1 492	1 493	0,1%
Effectifs (nombre d'agents)	4 362	3 931	4 141	5,3%

Sources: Price Waterhouse Coopers, Fidafrica, Bureau Véritas Gabon, Gbm, Sovog, Bull, Déloitte Touche, Ernst & Young, Igm, Société Gabonaise de Services, Cfao Technologies, Gabon Propre Service, Géri Loison.

La valeur ajoutée et les investissements restent quasiment stables en 2007. Ces derniers ont porté sur le renouvellement des équipements et l'achat du matériel informatique et roulant.

Les effectifs ont été renforcés en vue de répondre au surcroît d'activité des entreprises de la branche. Ainsi, le nombre d'agents permanents passe de 3 931 à 4 141 en 2007.

### **II.9.4. Les services de réparation automobile**

Le chiffre d'affaires des services de réparation automobile connaît une progression de 3,5%, se situant à 18,522 milliards de Fcfa en 2007. Cette évolution résulte de la fiabilité des produits vendus, du service offert, du nombre croissant des réparations automobiles compte tenu de l'état de dégradation du réseau routier et de la prolifération des voitures d'occasion.

La valeur ajoutée passe à 4,958 milliards de Fcfa en 2007, soit une augmentation de 1,2% par rapport à 2006.

### *Evolution de l'activité de la sous branche des services de réparation*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Chiffre d'Affaires	11 949	17 900	18 522	3,5%
Valeur ajoutée	4 498	4 897	4 958	1,2%
Investissements	292	349	323	-7,4%
Effectifs (nombre d'agents)	136	147	150	2,0%

Sources: Gabon Sprint Auto, Pièces Equip'auto, Entreprise Commerciale et Industrielle du Gabon, Commerce Réparation Automobile, Bobinage Industriel Gabonais, Libreville Service Auto.

## Activité nationale

Les investissements sont en diminution de 7,4% et s'établissent à 323 millions de Fcfa en 2007. Ils portent sur le renouvellement des équipements.

En 2007, les effectifs de la branche réparation progressent de 2%, se situant à 150 employés contre 147 employés en 2006.

### II.9.5. Les services parapétroliers

Le secteur parapétrolier évolue dans le sillage du secteur. Dans l'ensemble, l'activité dans ce secteur s'est raffermie en 2007, sous l'effet de la conjoncture favorable du secteur pétrolier, induite par la hausse du prix du baril de pétrole. De même, le maintien des contrats passés avec Sogara en 2006 et la multiplication des travaux ponctuels hors contrats ont contribué à l'embellie du secteur.

Ainsi, le chiffre d'affaires croît de 1,3%, dans un contexte de quasi-stabilité des prix des prestations. Il s'élève à 73,73 milliards de Fcfa en 2007 contre 72,70 milliards en 2006.

Afin de mieux satisfaire leurs clients, les entreprises ont procédé à de gros investissements à hauteur de 4,66 milliards de Fcfa, orientés vers la construction de bâtiments, l'achat de matériel roulant et l'installation de liaisons satellitaires. Parallèlement, leurs effectifs ont progressé de 12% pour atteindre 898 agents en raison de la conversion des emplois temporaires en emplois permanents.

#### *L'évolution de l'activité des parapétroliers*

	2006	2007	07/06
Chiffres d'affaires (en milliards de Fcfa)	72,70	73,73	1,3%
Investissements (en milliards de Fcfa)	3,87	4,66	20,4%
Effectifs	802	898	12,0%

Sources: Baker Hughes, Semts, Tesiga, Halliburton, Schlumberger, Acergy, Antirouiafrique, Stesi, Ditec, Géoindustries, DGE.

### II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIERES

Les Institutions Financières regroupent :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisse Nationale d'Epargne ;
- les Institutions Bancaires en Liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Etablissements de Microfinance, Compagnies d'Assurance et de Réassurance.

## Activité nationale

### II.10.1 Les banques commerciales et de développement

En 2007, suite à l'ouverture de la Banque de l'Habitat du Gabon, on dénombre sept (7) établissements bancaires dont cinq (5) banques commerciales (BICIG, UGB, BGFIBANK, CITIGROUP et FINANCIAL BANK) et deux (2) banques de développement (BGD et BHG).

Au cours de cette année, l'évolution de l'activité du secteur bancaire se caractérise par :

- un renforcement des fonds propres nets ;
- une augmentation du produit net bancaire ;
- une forte hausse de l'encours des crédits ;
- une expansion importante du stock des dépôts collectés ;
- une forte amélioration de la rentabilité des établissements.

#### Les ressources

Le stock des dépôts collectés par les banques s'établit à 1 379,4 milliards de Fcfa, contre 829,2 milliards l'année précédente, soit un fort accroissement de 66,3%. Cette évolution résulte de la libération des souscriptions de l'emprunt obligataire émis par l'Etat gabonais à la fin de l'année et de la hausse des recettes d'exportation.

Parallèlement, les fonds propres des banques se renforcent en 2007 pour atteindre 162,5 milliards de Fcfa contre 147,8 milliards l'année précédente, soit une hausse de 10%.

Le coût moyen des ressources mobilisées est en baisse à 2,15% en 2007 contre 2,98% en 2006. Cette évolution est liée à la situation de surliquidité persistante du système bancaire.

#### Les emplois

En dépit d'une politique de crédit qui demeure assez sélective et un souci de respect des normes prudentielles, l'encours des crédits connaît en 2007 une nouvelle hausse de 17,9%, bien que moins importante qu'en 2006 (+22,4%). Il s'établit à 597,1 milliards de Fcfa contre 506,6 milliards un an plus tôt.

Cette hausse est liée à une politique attractive de crédit au profit des entreprises (notamment dans les secteurs Télécommunications, industrie, bois, transports, BTP, énergie et services...) et des ménages (crédit à la consommation).

L'analyse par termes montre que les crédits à court terme et les découverts augmentent de 26,2%, s'établissant à 239,6 milliards de Fcfa en 2007 contre 189,8 milliards en 2006. Ils représentent désormais 40,1% du volume global de crédits contre 37,5% l'année précédente. Cette évolution traduit un dynamisme de la demande des ménages qui sollicitent des crédits à la consommation et pour le petit équipement.

## Activité nationale

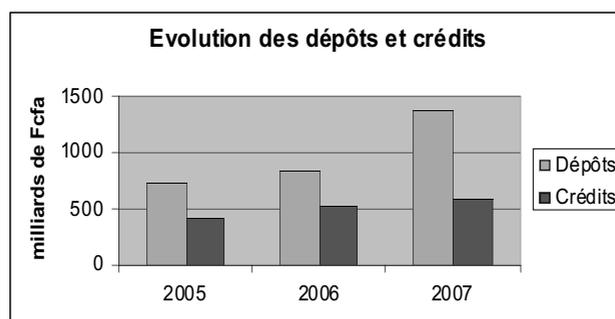
Les crédits à moyen terme enregistrent une croissance de 13% pour atteindre 344,2 milliards de Fcfa en 2007 contre 304,6 milliards l'année précédente. Leur poids dans le volume global des crédits distribués recule à 57,6% en 2007, alors qu'ils représentaient 60,1% en 2006.

Le volume des crédits à long terme, qui reste très faible avec 2,2% de l'encours global, augmente également de 17,1% pour s'établir à 13,3 milliards de Fcfa en 2007 contre 11,3 milliards en 2006.

Globalement, ces évolutions traduisent un certain équilibre dans les interventions du système bancaire qui a su accompagner des projets d'investissements, tout en apportant une réponse aux besoins de trésorerie des agents économiques.

Le taux d'intérêt moyen des crédits distribués a évolué à nouveau à la baisse à 9,1% en 2007 contre 9,5% en 2006. Cette évolution résulte de la prise en compte du recul du coût moyen des ressources mobilisées.

Le taux de couverture des crédits par les dépôts a augmenté de 67,3 points pour s'établir à 231% en 2007 contre 163,7% en 2006, suite à une croissance plus forte des dépôts collectés que celle de l'encours des crédits.



### La rentabilité

En 2007, le produit net bancaire s'accroît de 26,8% pour s'établir à 121,4 milliards de Fcfa contre 95,7 milliards l'année précédente.

Le résultat net s'élève à 38,1 milliards en 2007 contre 25,7 milliards de Fcfa en 2006, soit une augmentation de 48,2%. Cette performance s'explique par une hausse de la marge sur opérations avec la clientèle et les commissions sur transferts.

La rentabilité des fonds propres atteint 23,4% en 2007 contre 17,4% en 2006, soit une amélioration de 6 points qui s'explique par la forte croissance du résultat net.

### Les effectifs

Le secteur bancaire emploie 1 492 personnes en 2007, en accroissement de 2,1%. Cette évolution procède de la poursuite de la diversification des services à la clientèle.

## Activité nationale

L'augmentation des effectifs et le reclassement des agents ont entraîné une croissance de 17,3% de la masse salariale du secteur qui s'élève à 29,2 milliards de Fcfa en 2007.

### Les investissements

L'effort d'investissement du secteur bancaire s'est renforcé de 26,0% pour atteindre 9,7 milliards de Fcfa en 2007. Il a porté essentiellement sur la sécurisation des systèmes de traitement informatique et l'extension du réseau d'agences et bureaux pour une meilleure compétitivité et une amélioration de la productivité.

#### *Evolution de l'activité des banques*

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Dépôts	734,0	829,2	1379,4	66,4%
Crédits	404,9	506,6	597,1	17,9%
- CT	230,1	189,8	239,6	26,2%
- MLT	177,2	315,9	357,5	13,2%
Taux de Couverture (D/C)	181,3%	163,7%	231,0%	67,3 points
Rentabilité des FP (%)	16,2%	17,4%	23,4%	6 points
Résultat net	23,7	25,7	38,1	48,2%
Investissements	11,6	7,7	9,7	26,0%
Effectifs	1404	1461	1492	2,1%
Masse salariale	24,6	24,9	29,2	17,3%

Source : établissements bancaires

### II.10.2 Les établissements financiers

Le secteur est animé par quatre établissements (Alios Finance Gabon, Finatra, Bici Bail et Bgfi Bail) dont les activités principales sont le crédit-bail, le crédit automobile et le crédit équipement. Globalement, le marché est croissant en 2007 du fait de l'augmentation de la demande des entreprises.

#### Les ressources

Les ressources sont restées quasiment stagnantes à 48,2 milliards de Fcfa contre 48,3 milliards de Fcfa en 2006. Cette situation résulte d'une évolution contrastée des deux composantes.

En effet, les capitaux propres augmentent de 1,3% pour s'établir à 15,7 milliards en 2007. Les dettes bancaires quant à elles reculent de 0,9% à 32,5 milliards de Fcfa.

## Activité nationale

### *Evolution des ressources*

( en milliards de Fcfa )	2005	2006	2007	07/06
Capitaux propres	18,9	15,5	15,7	1,3%
Dette bancaire	32,7	32,8	32,5	-0,9%
<b>Total</b>	<b>51,6</b>	<b>48,3</b>	<b>48,2</b>	<b>-0,2%</b>

Source : établissements financiers

### Les emplois

Les emplois enregistrent un accroissement de 23,7% pour atteindre 57,4 milliards en 2007 contre 46,4 milliards de Fcfa en 2006, eu égard à l'augmentation des opérations de crédit bail et des crédits à moyen terme. Les crédits à court terme en revanche régressent de 9,3% pour s'établir à 3,9 milliards de Fcfa.

Ces concours profitent principalement aux secteurs de la forêt, du transport, de l'automobile, des BTP ainsi qu'au crédit aux particuliers.

### *Evolution des emplois*

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Opération de Crédit-bail	25,5	17,2	21,3	23,8%
Crédits à moyen terme	23,0	24,9	32,2	29,3%
Crédits à court terme	4,3	4,3	3,9	-9,3%
Titres de participation	2,7	0,0	0,0	0,0%
<b>Secteur</b>	<b>55,5</b>	<b>46,4</b>	<b>57,4</b>	<b>23,7%</b>

Source : établissements financiers

### L'investissement

L'effort d'investissement du secteur s'élève à 7 milliards de Fcfa en 2007, contre 5,1 milliards en 2006, soit une augmentation de 37,2%.

### Les effectifs

En 2007, le secteur emploie 79 personnes contre 76 personnes en 2006 soit une légère hausse de 3,9%.

### II.10.3 La microfinance

La Microfinance se définit comme l'offre de services financiers à une clientèle démunie évoluant en marge des services financiers classiques.

On dénombre quatre établissements agréés dont trois en activité (Caisse d'Epargne et Crédit AGASS, 1ère catégorie ; Caisse Fémo d'Epargne et Crédit, 1ère catégorie ; Financière Africaine de Micro projets, 2<sup>ème</sup> catégorie) et un en cours d'installation (SODEC, 2<sup>ème</sup> catégorie).

## Activité nationale

En 2007, le secteur enregistre de bonnes performances aussi bien en terme de collecte des ressources que de distribution de crédits.

### Les ressources

Les ressources du secteur se composent de fonds propres et des dépôts collectés. Elles atteignent 2,8 milliards de Fcfa en 2007 contre 1,2 milliard de Fcfa en 2006.

Les fonds propres représentent 1,6 milliard de Fcfa en 2007 contre 649,8 millions de Fcfa en 2006, soit une hausse de 146,8%. Cette progression résulte de la constitution d'un compte courant « associés » au sein de l'établissement de deuxième catégorie.

Les dépôts collectés s'établissent à 1,2 milliard de Fcfa contre 591,5 millions de francs en 2006, soit une forte hausse de 102,6%.

L'augmentation de l'épargne mobilisée résulte de l'accroissement du nombre d'usagers ou sociétaires qui sont de 13005 personnes en 2007 contre 10348 personnes en 2006, soit une hausse de 25,7%. Cette évolution traduit également l'amélioration de la capacité des usagers à épargner, notamment chez les femmes qui détiennent plus de 60% des dépôts collectés.

### *Evolution des ressources*

(en millions de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Fonds propres	211,5	649,8	1603,7	146,8%
Dépôts collectés	310,7	591,5	1198,4	102,6%
<b>total</b>	<b>522,2</b>	<b>1241,3</b>	<b>2802,1</b>	<b>125,7%</b>

Source : établissements de microfinance

### Les emplois

L'encours des crédits clients progresse de 135,8% pour atteindre 1,348 milliard de Fcfa en 2007 contre 571,6 millions de Fcfa en 2006. L'évolution ainsi observée traduit l'élargissement du cercle des bénéficiaires de crédits, notamment dans les secteurs du commerce, des services et de l'agriculture-élevage-pêche.

Les montants des crédits distribués varient de 50.000 à 100.000 Fcfa pour les établissements de 1ère catégorie et de 200.000 à 4.000.000 de Fcfa dans la structure de deuxième catégorie. Les crédits sont accordés pour des durées d'amortissement allant de 3 à 24 mois.

### Le résultat d'exploitation

Le taux de recouvrement des crédits accordés s'est amélioré en 2007 pour se situer à 96% environ pour les établissements de première catégorie et à 84% pour l'établissement de deuxième catégorie.

## Activité nationale

### Les effectifs

Le secteur microfinance emploie environ 70 personnes en 2007 dont la moitié est constituée de femmes.

### II.10.4 Les compagnies d'assurances

En 2007, le marché gabonais des assurances est animé par huit (8) compagnies dont l'activité s'articule autour de deux (2) produits :

- l'Assurance dommages, portant sur le Transport, l'Incendie, l'Automobile et les Risques Divers (TIARD). Elle est proposée par cinq (5) compagnies (OGAR, AXA Assurance Gabon, ASSINCO, NSIA Gabon et COLINA Gabon);

- l'Assurance Vie, couvrant le décès et la vie (retraite et invalidité), proposée par trois (3) compagnies (OGAR VIE, UAG VIE et NSIA VIE Gabon).

Ces compagnies d'assurances collaborent avec un réseau d'intermédiaires (courtiers et agents généraux) qui sont au nombre de onze (11).

En 2007, le secteur assurance enregistre une hausse d'activité avec un chiffre d'affaires global qui s'établit à 62,6 milliards de Fcfa, contre 56 milliards de Fcfa en 2006. Cette augmentation de 11,8% résulte d'une amélioration des performances des deux composantes.

#### Evolution du chiffre d'affaires

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
TIARD	43,4	48,1	53,5	11,2%
Vie et Capitalisation	6,1	7,9	9,1	15,2%
<b>Total</b>	<b>49,5</b>	<b>56,0</b>	<b>62,6</b>	<b>11,8%</b>

Source : Fegasa

### La branche Vie et Capitalisation

Le chiffre d'affaires Vie et Capitalisation s'est établi à 9,1 milliards, soit 15,2% de plus qu'en 2006. Cette évolution traduit l'amélioration enregistrée sur les deux types de polices. En effet, les chiffres d'affaires des polices décès et capitalisation augmentent respectivement de 13,6% et de 15,5% pour s'établir 3,7 milliards de francs et 5,4 milliards de Fcfa en 2007.

### La branche TIARD

L'activité de la branche TIARD enregistre également une évolution positive, avec un chiffre d'affaires de 53,5 milliards de Fcfa en 2007 contre 48,1 milliards de Fcfa l'année précédente. Cette hausse de 11,2% résulte des progrès enregistrés sur l'ensemble des sous branches, notamment l'automobile, le transport et l'incendie.

## Activité nationale

### Les placements

Les placements des compagnies d'assurance ont atteint 64,7 milliards de Fcfa en 2007 contre 57,3 milliards de francs en 2006, soit une hausse de 12,9%. Ces placements sont à 87,7% réalisés au Gabon et 12,3% à l'étranger alors que la répartition était respectivement de 89,2% et 10,8% en 2006.

Le volume placé au Gabon se répartit entre :

- l'immobilier pour 32,1% en 2007 contre 36,6% en 2006 ;
- les placements financiers pour 57,3% contre 54,1% en 2006 ;
- les placements divers pour 10,5% contre 9,2% en 2006.

L'augmentation de 17,4% des placements financiers au niveau national résulte de l'implication des compagnies d'assurances gabonaises dans la souscription de l'emprunt obligataire émis par l'Etat gabonais en fin d'année.

### Les effectifs

En 2007, les compagnies d'assurances (hors intermédiaires) emploient 332 personnes, soit une hausse de 4,7% par rapport à l'année 2006.

#### II.10.5 Le marché monétaire

En 2007, l'activité du marché monétaire s'est caractérisée par :

- un très faible nombre de transactions sur le compartiment interbancaire ;
- une hausse des injections de liquidité, principalement sur le guichet A ;
- un accroissement des placements bancaires auprès de l'Institut d'Emission.

#### Les interventions de la banque centrale

Le compartiment interbancaire n'a enregistré aucune opération à caractère national ou régional, en 2005.

#### II.10.6 Les organismes publics de refinancement

##### 1. Injection de liquidité (appels d'offres positifs)

###### Le guichet A

Le guichet A enregistre des opérations d'injections de liquidités pour les capitaux à court terme. Au cours de l'année 2007, aucune des banques gabonaises éligibles n'ont recouru au refinancement de l'Institut d'Emission. Cette situation est imputable à la surliquidité du système bancaire.

## Activité nationale

---

### Le guichet B

Le guichet B est destiné à enregistrer les opérations portant sur les capitaux à moyen terme. En 2007, aucune banque n'a sollicité des avances sur ce guichet.

### 2. Ponction de liquidités (appels d'offres négatifs)

Les ponctions de liquidité opérées à travers le mécanisme des appels d'offres négatifs ont connu une évolution en dents de scie. En effet, l'encours moyen des placements des établissements de crédit qui se situait en Janvier 2007 à 3,0 milliards de Fcfa a atteint 84,5 milliards de Fcfa en Juillet 2007, avant de terminer à 78,7 milliards de Fcfa en décembre 2007.

### Le compartiment interbancaire

Le compartiment interbancaire est demeuré inactif en 2007, à l'exception du mois de mars où l'on a enregistré une opération d'emprunt de 4 milliards de Fcfa réalisée par une banque locale sur le marché sous-régional.

### II.10.7 La Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC)

Créée en juin 2003, la BVMAC a pour mission d'organiser et animer le marché boursier régional. Dans ce cadre et sous condition d'agrément de la COSUMAF, elle réalise :

- l'admission des valeurs à la cote;
- la promotion du marché boursier ;
- la diffusion des informations boursières ;
- la conservation des titres ;
- la gestion du règlement et des livraisons des titres.

La BVMAC a débuté ses activités, dans son compartiment primaire le 10 décembre 2007, par les souscriptions pour un emprunt obligataire de 100 milliards de Fcfa émis par l'Etat gabonais, dans le cadre de la mobilisation de ressources nécessaires pour le remboursement par anticipation de sa dette auprès du club de Paris.

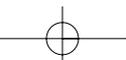
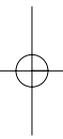
Sur un appel de fonds de 100 milliards de Fcfa émis sur le marché régional et dénommé « Etat gabonais 5,5% net 2007-2013 » pour une durée de 6 ans, les investisseurs ont souscrit pour 81,5 milliards de Fcfa dont 60% par des nationaux.

Les principaux souscripteurs sont des investisseurs institutionnels que sont les banques et les compagnies d'assurances des pays membres de la CEMAC.

TROISIÈME PARTIE

# Grandeurs Macroéconomiques

---



## Tableau de bord de l'économie

## III. GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macroéconomiques

Grandeurs	Unités	2006	2007	07/06
PIB en volume (aux prix de 1991)	Mds de Fcfa	1867,4	1971,2	5,6
PIB en valeur	Mds de Fcfa	4 991,5	5476,2	9,7
PIB hors pétrole	% du PIB	49,5	51,7	
PIB pétrole	% du PIB	50,5	48,3	
Importations en valeur	Mds de Fcfa	1 621,6	1 802,3	11,1
Importations/PIB	%	32,5	32,9	
Total Ressources	Mds de Fcfa	6 613,1	7278,8	10,1
Consommation totale en valeur	Mds de Fcfa	2 140,9	2 425,7	13,3
Publique	Mds de Fcfa	573,6	667,7	16,4
Privée	Mds de Fcfa	1567,3	1758,0	12,2
Consommation/PIB	%	42,9	44,3	
Investissement total en valeur	Mds de Fcfa	1156,8	1291,1	11,6
Public	Mds de Fcfa	322,1	340,8	5,8
Public/Investissement total	%	27,8	26,4	
Privé	Mds de Fcfa	834,7	950,3	13,8
Dont Pétrole	Mds de Fcfa	402,4	452,1	12,3
Investissement total/PIB	%	23,2	23,6	
Dont Pétrole	%	8,1	8,3	
Exportations en valeur	Mds de Fcfa	3264,9	3557,7	9,0
Exportations/PIB	%	65,4	65,0	
Absorption	Mds de Fcfa	3297,7	3716,7	12,7
Solde biens et services non-facteurs/PIB	%	32,9	32,1	
Taux de couverture (Export./Import.)	%	201,3	197,4	
Emploi	Effectif	110 442	118 076	6,9
Public	Effectif	58 813	64 035	8,9
Dont MONP	Effectif	6560	8657	3,2
Public/Emploi total	%	52,3	54,2	
Privé	Effectif	51 629	54 041	4,8
Masse salariale	Mds de Fcfa	844,4	887	5,0
Public	Mds de Fcfa	267,3	270,5	1,2
Privé et parapublic	Mds de Fcfa	577,1	616,5	6,8
Masse monétaire (M2)	Mds de Fcfa	977,8	1046,4	7,0
Vitesse de circulation	Mds de Fcfa	5,1	5,2	
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indices	102,3	107,4	5,0
<i>Indicateurs de convergence et de surveillance multilatérale (CEMAC)</i>				
Critères	Unités	Résultats 2007	Observations	
Solde budgétaire de base/PIB (> 0)		9,5	Respecté	
Taux d'inflation (< 3)	%	5,0%	Mon Respecté	
Stock de la dette/PIB (< 70%)	%	37,7%	Respecté	
Non accumulation des arriérés (< 120 jours)				
Extérieurs	Mds de Fcfa	-1,049	Respecté	
Intérieurs		-0,31	Respecté	

Source : DGE, DGB, BEAC, Comité des Statistiques

## Grandeurs Macroéconomiques

### III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique du Gabon s'est accélérée en 2007. Cette accélération s'explique à la fois par le maintien du dynamisme du secteur non pétrolier en phase avec les progrès en matière de réformes structurelles et le redressement de la production pétrolière.

Le produit intérieur brut (PIB) augmente de 5,6% en volume par rapport à l'année précédente. La production non pétrolière croît de 6,5%, tandis que celle du secteur pétrolier progresse de 1,7%.

#### *Croissance du PIB*

(en %)	2005	2006	2007
PIB total	3,0	1,2	5,6
Pétrole	-1,3	-10,4	1,7
Hors-pétrole	4,3	4,5	6,5

Source : DGE

#### III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité

Par rapport à l'année précédente, l'analyse sectorielle en 2007 met en exergue une reprise de la production du secteur primaire (3,4%), une accélération du secteur secondaire (6,1%), et une consolidation de la croissance du secteur tertiaire (6,8%).

La reprise du secteur primaire provient essentiellement de l'accroissement de la production pétrolière, grâce aux efforts entrepris par les entreprises pétrolières sur les champs à maturité et à la mise en exploitation des champs marginaux, dans un contexte de hausse du prix du baril. La production se situe à 12,128 millions de tonnes.

L'accroissement de 9,9% de l'activité forestière découle de la forte demande de la Chine et des anticipations des dépôts de bois par les forestiers suite à la mesure des quotas des bois exportés imposée par le ministère des eaux et forêts. Les exportations de grumes augmentent de 9,6% après 11,0% en 2006, pour se situer à 1,938 millions de mètres cubes.

En 2007, la production de manganèse s'accroît de 11,9%. Elle s'établit à 3,333 millions de tonnes, grâce à la bonne conjoncture du marché international et de l'industrie sidérurgique. Dans ce contexte, les exportations de la Comilog se sont accrues de 13,8%.

L'accélération du secteur secondaire résulte essentiellement du raffermissement des activités des industries alimentaires dont la production progresse de 8,4% contre 5,4%, en raison de la croissance de la consommation des boissons gazeuses et alcoolisées, du sucre et du caoutchouc naturel, de la reprise des activités des autres industries et de celles du raffinage liée à la réhabilitation de l'outil de production.

## Grandeurs Macroéconomiques

La branche « Autres industries de transformation » s'améliore en 2007, grâce à la bonne tenue des activités des produits chimiques et de celles de l'industrie de la seconde transformation des métaux. Par contre, la production de ciment est en net recul à cause des pannes récurrentes des machines et de l'arrêt de l'usine en rapport avec les travaux de réhabilitation.

Le raffinage améliore ses performances, grâce aux investissements réalisés depuis 2006 et qui ont engendré des gains de productivité et, par conséquent, la hausse de la production.

Par ailleurs, les autres branches maintiennent leur dynamisme en raison de la bonne orientation de leurs activités dans un environnement national et international favorable.

### Evolution du PIB par secteurs d'activité de 2003 à 2005

(Valeurs en milliards de Fcfa)	PIB nominal (aux prix du marché)					PIB en volume (aux prix de 1991)				
	2005	2006	2007	06/05	07/06	2005	2006	2007	06/05	07/06
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>4570,9</b>	<b>4991,5</b>	<b>5476,2</b>	<b>9,2%</b>	<b>9,7%</b>	<b>1845,7</b>	<b>1867,4</b>	<b>1971,2</b>	<b>1,2%</b>	<b>5,6%</b>
PIB marchand	4270,5	4655,4	5076,4	9,0%	9,0%	1602,3	1614,3	1702,9	0,7%	5,5%
<b>Secteur primaire</b>	<b>2653,9</b>	<b>2890,5</b>	<b>3088,0</b>	<b>8,9%</b>	<b>6,8%</b>	<b>594,4</b>	<b>559,6</b>	<b>578,6</b>	<b>-5,8%</b>	<b>3,4%</b>
Agriculture, élevage, pêche	162,7	175,3	186,3	7,7%	6,3%	113,5	117,6	122,3	3,6%	4,0%
Exploitation forestière	60,7	71,3	82,5	17,4%	15,8%	34,7	35,5	39,1	2,3%	9,9%
Pétrole brut	2316,4	2519,0	2643,2	8,7%	4,9%	410,9	368,4	374,6	-10,4%	1,7%
Mines	114,1	125,0	160,0	9,6%	40,8%	35,3	38,2	42,7	8,3%	11,9%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>374,0</b>	<b>409,5</b>	<b>454,8</b>	<b>9,5%</b>	<b>11,1%</b>	<b>338,1</b>	<b>341,6</b>	<b>362,4</b>	<b>1,0%</b>	<b>6,1%</b>
Industries agro-al, boissons	53,3	58,5	64,8	9,6%	10,8%	50,7	53,5	58,0	5,4%	8,4%
Industrie du bois	40,4	51,7	59,8	28,2%	15,6%	17,6	19,3	21,1	9,5%	9,7%
Autres industries	94,4	94,4	100,6	0,0%	6,6%	72,1	65,5	66,5	-9,1%	1,5%
Raffinage	21,1	20,4	24,8	-3,1%	21,3%	52,1	48,8	56,0	-6,5%	14,9%
Electricité, Eau	56,7	61,6	69,7	8,7%	13,1%	57,2	60,7	62,9	6,0%	3,7%
BTP	78,6	91,9	100,6	16,9%	10,6%	58,7	62,4	64,5	6,4%	3,3%
Services pétroliers	29,5	31,0	33,5	5,1%	8,2%	29,6	31,4	33,4	6,1%	6,2%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1242,6</b>	<b>1355,3</b>	<b>1533,5</b>	<b>9,1%</b>	<b>13,1%</b>	<b>669,8</b>	<b>713,1</b>	<b>761,9</b>	<b>6,5%</b>	<b>6,8%</b>
Transports & Communication	211,4	227,5	281,0	7,6%	23,5%	137,9	144,5	154,9	4,8%	7,2%
Services	494,0	539,5	587,8	9,2%	9,0%	309,9	326,7	346,3	5,4%	6,0%
Commerce	256,3	279,1	303,5	8,9%	8,7%	117,5	123,7	132,4	5,3%	7,0%
DTI et TVA	260,1	287,8	338,3	10,6%	17,5%	81,5	93,9	102,5	15,3%	9,1%
Banques et assurances	20,8	21,4	22,9	3,0%	6,9%	23,0	24,2	25,8	5,6%	6,3%
<b>Services non marchands</b>	<b>300,4</b>	<b>336,1</b>	<b>336,1</b>	<b>11,9%</b>	<b>19,0%</b>	<b>243,4</b>	<b>253,1</b>	<b>268,3</b>	<b>4,0%</b>	<b>6,0%</b>

Source : DGE

## Grandeurs Macroéconomiques

---

La consolidation de la production du secteur tertiaire résulte principalement de l'augmentation de l'activité de ses branches motrices que sont les Services (6,0%), le Commerce (7,0%) et les transports et télécommunications (7,2%). Ces bons résultats sont confortés par la fermeté de la demande domestique.

La fermeté de la branche Services est tributaire des résultats remarquables des services rendus aux entreprises et aux particuliers, ainsi qu'aux services immobiliers.

La branche Commerce profite des performances des activités de ses différentes composantes, en rapport avec l'activité économique globale.

En 2007, la branche transport et télécommunication poursuit la progression amorcée depuis plusieurs années. Cette évolution découle non seulement de la branche télécommunication, qui consolide sa production grâce à l'augmentation du nombre d'abonnés en rapport avec l'extension de la couverture du territoire en téléphonie GSM, mais également de celle du transport dans son ensemble.

### III.1.2 Le PIB par la demande

En 2007, la croissance de l'économie gabonaise repose sur une dynamique interne. La demande finale intérieure hors stocks contribue en effet pour 8,9 points à la croissance, alors que les exportations nettes des biens et services non facteurs y contribuent négativement pour 0,9 point.

La demande intérieure, en hausse de 9,2% en volume, soutient l'activité économique. La consommation des ménages demeure robuste grâce à la progression de la masse salariale induite par les glissements catégoriels dans la Fonction Publique et dans le secteur moderne marchand, ainsi que par les nouvelles embauches dans les services non marchands. En outre, le relèvement du SMIG intervenu en octobre 2006 dans la Fonction Publique et, dans une moindre mesure, dans les entreprises privées structurées a contribué à maintenir la vitalité de la consommation des ménages.

La consommation publique se redresse considérablement après le recul observé en 2006. De même, l'investissement total s'accroît, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2006, à cause notamment de la décélération de l'investissement public, en dépit de l'augmentation des investissements des secteurs hors pétrole et pétrolier poussés, pour l'un par une activité économique domestique solide et, pour l'autre, par des cours du brut très rémunérateurs.

Les exportations en volume des biens et services non facteurs sont en hausse, d'une part, à cause du redressement des exportations de pétrole en liaison avec la reprise de la production et, d'autre part, en raison de la forte croissance des ventes de manganèse.

Les importations des biens et services non facteurs s'accroissent légèrement par rapport à 2006. Cette évolution est compatible avec la croissance soutenue de l'activité.

## Grandeurs Macroéconomiques

### Evolution de la demande intérieure de 2005 à 2007

(en milliards de Fcfa)	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 1991)				
	2005	2006	2007	06/05	07/06	2005	2006	2007	06/05	07/06
<b>Demande intérieure</b>	<b>3007,6</b>	<b>3297,7</b>	<b>3716,7</b>	<b>9,6%</b>	<b>12,7%</b>	<b>1739,7</b>	<b>1808,3</b>	<b>1974,6</b>	<b>3,9%</b>	<b>9,2%</b>
<b>Consommation totale</b>	<b>1960,5</b>	<b>2140,9</b>	<b>2425,7</b>	<b>9,2%</b>	<b>13,3%</b>	<b>1191,4</b>	<b>1215,4</b>	<b>1339,9</b>	<b>2,0%</b>	<b>10,2%</b>
Publique	527,1	573,6	667,7	8,8%	16,4%	356,7	337,4	401,6	-5,4%	19,9%
Privée	1433,4	1567,3	1758,0	9,3%	12,2%	834,7	878	938,3	5,2%	6,9%
<b>Investissement total</b>	<b>1047,1</b>	<b>1156,8</b>	<b>1291,1</b>	<b>10,5%</b>	<b>11,6%</b>	<b>548,3</b>	<b>592,8</b>	<b>637,7</b>	<b>8,1%</b>	<b>7,1%</b>
Dont: Pétrole	388,3	402,4	452,1	3,6%	12,3%	222,4	232,7	247,1	4,6%	6,2%
Hors pétrole*	296,6	330,1	387,2	11,3%	17,3%	142,0	152,7	172,6	7,5%	13,0%
Administration	266,5	322,1	340,8	20,9%	5,8%	135,8	157,8	163,1	16,2%	3,3%

Source: MEGA/ DGE

\*non compris l'investissement des ménages et des institutions financières

### III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'Etat de l'année 2007 a été modifié en cours d'année par une loi de finances rectificative (LFR), afin de tenir compte des modifications intervenues sur le plan international, à savoir la hausse du prix du baril de pétrole et la baisse du dollar américain.

#### III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de l'année est en hausse de 0,5 % par rapport au budget initial. Il est arrêté à la somme de 1624,8 milliards de Fcfa en ressources et en emplois.

#### Budget prévisionnel de l'Etat

(en milliards de Fcfa)	LFI 2007	PLFR 2007	PLFR/LFI
Nature des ressources			
Recettes propres	1605,8	1582,3	-1,5%
Pétrole	1011,0	938,0	-7,2%
Hors pétrole	594,8	644,3	8,3%
<b>Ressources d'emprunts</b>	<b>10,7</b>	<b>42,5</b>	<b>297,2%</b>
Total des ressources	1616,5	1624,8	0,5%
Nature des charges			
Service de la dette	573,9	577,3	0,6%
Fonctionnement	733,4	697,3	-4,9%
Investissement	200,0	241,6	20,8%
Prêts et avances	109,2	108,6	-0,5%
<b>Total des charges</b>	<b>1616,5</b>	<b>1624,8</b>	<b>0,5%</b>

Source : Direction Générale du Budget

#### III.2.1.1 Les ressources

En raison de la baisse des recettes pétrolières, due à la dépréciation du dollar en dépit du relèvement du cours du brut, les ressources budgétaires propres de l'Etat diminuent par rapport à la loi de finances initiale. Par contre, les ressources d'emprunt augmentent significativement.

## Grandeurs Macroéconomiques

Les recettes non pétrolières progressent de 8,3%, et s'établissent à 644,3 milliards de Fcfa. Cette évolution indique les efforts déployés dans l'amélioration du rendement fiscal, et la vigueur de l'activité économique globale.

### III.2.1.2 Les emplois

La révision à la baisse des recettes s'accompagne d'une diminution de 4,9% des dépenses de fonctionnement par rapport à la prévision initiale. De même, la dotation réservée aux prêts et avances recule légèrement.

En revanche, le budget d'investissement croît de 20,8% pour tenir compte de l'exécution du DSCR. En outre, la charge de la dette, bien que quasi-stable, demeure encore importante. Elle représente 35,5% des dépenses totales.

### III.2.2 L'exécution du budget

En 2007, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire de 589,7 milliards de Fcfa, en hausse de 2,2% comparativement à 2006. Cet excédent, qui représente 10,8% du PIB nominal, résulte principalement de l'amélioration de 19,0% des recettes hors pétrole ; les recettes pétrolières ayant enregistré une baisse de 5,4%.

Le solde base engagement, c'est-à-dire incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, s'accroît à un rythme moins élevé que l'année précédente, soit 2,3% contre 17,2% en 2006.

Du fait de la réduction nette des instances au Trésor et des arriérés sur les intérêts pour un montant de 40,1 milliards de Fcfa, le solde global base caisse est légèrement excédentaire de 0,9% par rapport à 2006. Il représente 7,9% du PIB.

#### *Evolution des soldes*

(en milliards de Fcfa)	2006	2007	07/06
Recettes pétrolières	1012,8	958,5	-5,4%
Recettes hors pétrole	569,7	677,8	19,0%
<b>Recettes Totales</b>	<b>1582,5</b>	<b>1636,3</b>	<b>3,4%</b>
Dépenses de fonctionnement	710,9	719,0	1,1%
Dépenses d'investissement	238,8	246,8	3,4%
Prêts nets		9,7	
Fonds spéciaux (y.c. FER)	55,8	71,3	27,8%
<b>Dépenses primaires totales</b>	<b>1005,5</b>	<b>1046,8</b>	<b>4,1%</b>
Solde Primaire	577,0	589,7	2,2%
Solde base engagement	460,4	470,9	2,3%
Solde base caisse	426,9	430,8	0,9%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

## Grandeurs Macroéconomiques

### III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En hausse de 10,3% par rapport à l'année précédente, le budget en recettes s'établit à 1636,5 milliards de Fcfa en 2007. Cette évolution est imputable au dynamisme du secteur hors pétrole et à l'amélioration du recouvrement fiscal.

#### III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

En raison de la dépréciation du dollar américain par rapport au Fcfa, les sommes perçues au titre des recettes pétrolières baissent de 5,4%, malgré la hausse des cours du pétrole et de la production.

##### *Evolution des recettes pétrolières*

(en milliards de Fcfa)	2006	2007	07/06
Impôts sur les sociétés	295,6	246,8	-16,5 %
Redevances Minière Proportionnelle	230,8	288,3	24,9%
Autres	424,5	357,8	-15,7%
Transfert SOGARA	61,9	65,6	6,0%
<b>Total des recettes</b>	<b>1012,8</b>	<b>958,5</b>	<b>-5,4%</b>
En % du PIB pétrolier	40,2%	36,3%	3,9pts
PIB pétrolier (pour mémoire)	2519,0	2643,2	

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

#### III.2.2.1.2 Les recettes non pétrolières

En 2007, l'ensemble des impôts perçus par l'Etat sur les activités non pétrolières augmente plus vite (+19,0%) que l'année précédente (+8,1%). Cette évolution découle à la fois de l'optimisation du recouvrement fiscal et du dynamisme de l'activité économique enregistré pendant toute l'année. Ainsi, les droits et taxes à l'importation progressent sensiblement (+17,0%) poussés par la hausse de 11,1% des importations des biens et services. La TVA évolue de 17,9% en rapport avec l'accroissement de 9,6% des dépenses de consommation finale des ménages en valeur. Les impôts directs croissent de 21,4%, en raison de la hausse des profits des entreprises, du rendement du contrôle fiscal et de la retenue à la source.

##### *Evolution des recettes non pétrolières*

(en milliards de Fcfa)	2006	2007	07/06
Droits de douanes	240,4	281,9	17,3%
dont DTI	210,1	245,9	17,0%
Taxes sur les biens et services	113,7	130,3	14,6%
dont TVA	78,4	92,4	17,9%
Impôts directs	159,4	193,5	21,4%
Autres recettes	56,2	72,1	28,3%
Dons		0,2	
<b>Total</b>	<b>569,7</b>	<b>677,8</b>	<b>19,0%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

## Grandeurs Macroéconomiques

### III.2.2.2 Les dépenses publiques

En 2007, les dépenses exécutées de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette publique, augmentent de 4,1%, passant de 1005,5 milliards en 2006 à 1046,8 milliards de Fcfa en 2007, soit 13,1% du PIB. Cette hausse s'explique aussi bien par l'expansion des dépenses de fonctionnement que par l'accroissement des dépenses en capital.

#### *Evolution des dépenses publiques primaires*

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Fonctionnement	660,1	710,9	719,0	1,1%
Salaires et traitements	227,8	252,4	301,8	19,5%
Biens et services	153,2	167,2	190,4	13,9%
Transferts et subventions	279,1	291,3	226,8	-22,1%
Investissements	193,4	238,8	246,8	3,4%
Ressources propres	146,1	190	198,6	4,5%
Finex	47,3	48,8	48,2	-1,2%
Prêts nets (yc prise de participation)	5	0	9,7	-
Fonds spéciaux (yc FER)	53,4	55,8	71,3	27,8%
<b>Total des dépenses</b>	<b>911,9</b>	<b>1005,5</b>	<b>1046,8</b>	<b>4,1%</b>
PIB total	4570,9	4991,5	5476,2	9,7%
Fonctionnement en % du PIB	14,4%	14,24%	13,1%	
Investissements en % du PIB	4,2%	5%	4,5%	

Source: Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

#### Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 719,0 milliards de Fcfa contre 710,9 milliards en 2006, soit une augmentation de 1,1%. Cette évolution est due, non seulement à la croissance de la masse salariale, suite aux nouveaux recrutements et aux glissements catégoriels dans la Fonction Publique, mais également à l'expansion des achats des biens et services. Les transferts et subventions fléchissent significativement en liaison avec les efforts de maîtrise de cette catégorie de dépenses de l'Etat.

#### Les dépenses d'investissement

Du fait de la consolidation des ressources propres et de la mobilisation des financements extérieurs, les dépenses en capital exécutées progressent de 3,4% par rapport à 2006 pour s'établir à 246,8 milliards de Fcfa.

#### La dette publique

En 2007, le Gouvernement a poursuivi la stratégie de désendettement progressif de l'Etat. Celle-ci s'est traduite, entre autres, par le rachat anticipé de la dette envers les créanciers du Club de Paris, avec une décote d'environ 15%. Ce rachat, financé par les réserves de trésor-

## Grandeurs Macroéconomiques

rie du Gabon et par deux émissions obligataires, a permis au Gabon d'accéder au marché international des capitaux.

En matière de règlement au titre de la dette publique, l'Etat a honoré ses engagements intérieurs et extérieurs à hauteur de 435,4 milliards de Fcfa dont 411,1 milliards de Fcfa en dette DGCP et 24,3 milliards en dette du Trésor. Ce paiement représente 26,6% des recettes propres et 7,9% du PIB.

### *Evolution du règlement de la dette publique*

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	2007	07/06
Dette extérieure	224,4	245,2	326	336,0	3,1%
Multilatérale	44,9	41,9	37,8	31,9	-15,6%
Bilatérale	1,6	194,9	282,9	301,7	6,6%
Bancaire	177,9	8,4	5,3	2,4	-45,3%
Dette intérieure	81,9	110,9	97	75,1	-22,6%
<b>Total</b>	<b>306,3</b>	<b>356,1</b>	<b>423</b>	<b>411,1</b>	<b>-2,8%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation (DGCP)

A fin 2007, l'encours de la dette gabonaise s'élève à 2065,5 milliards de Fcfa, dont une grande partie représente la dette extérieure. Cet encours comprend 1924,9 milliards de Fcfa de dette extérieure et 140,6 milliards de Fcfa de dette intérieure.

### *Evolution du stock de la dette publique*

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	2007	06/05
<b>Dette extérieure</b>	<b>1852,2</b>	<b>1770,1</b>	<b>1594,9</b>	<b>1924,9</b>	<b>20,7%</b>
Multilatérale	213,9	199	174,7	163,4	-6,5%
Bilatérale	1620,3	1558,8	1403,6	1 316,50	-6,2%
Bancaire	18	12,3	6,6		
Marchés Financiers				445,0	
<b>Dette intérieure</b>	<b>168,9</b>	<b>124,4</b>	<b>93,5</b>	<b>140,6</b>	<b>50,4%</b>
<b>Total</b>	<b>2021,1</b>	<b>1894,5</b>	<b>1688,4</b>	<b>2065,5</b>	<b>22,3%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation (DGCP)

### III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

En rapport avec les évolutions du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, la situation monétaire large à fin décembre 2007 se caractérise par :

- un accroissement de la masse monétaire (M2) ;
- une forte reconstitution des avoirs extérieurs nets ;
- une chute du crédit intérieur ;
- une consolidation de la trésorerie de l'Etat envers le système bancaire.

## Grandeurs Macroéconomiques

### *Evolution de la situation monétaire large*

(en milliards de Fcfa)	déc-05	déc-06	déc-07	déc-07/06
Disponibilités monétaires	521,8	617,8	688,3	11,4%
- Monnaie fiduciaire	190,0	218,6	225,4	3,1%
- Monnaie scripturale	331,8	399,2	462,9	16,0%
Quasi-monnaie	313,0	360,7	358,1	-0,7%
Masse monétaire	834,8	978,5	1046,4	6,9%
Ressources extra monétaires	183,7	196,3	178,3	-9,2%
<b>Total ressources</b>	<b>1018,5</b>	<b>1174,8</b>	<b>1224,7</b>	<b>4,2%</b>
Avoirs extérieurs nets	536,5	709,2	1108,9	56,3%
Crédit intérieur	482,0	465,6	115,8	-75,1%
- Créances sur l'économie	464,7	555,5	635,6	14,4%
- Créances nettes sur l'Etat	17,3	-89,9	-519,8	478,2%
<b>Total contreparties</b>	<b>1018,5</b>	<b>1174,8</b>	<b>1224,7</b>	<b>4,2%</b>

Source : B.E.A.C.

### III.3.1 Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire large augmentent de 4,2% pour se situer à 1224,7 milliards de Fcfa en décembre 2007 contre 1174,8 milliards en décembre 2006, suite à la consolidation de la masse monétaire alors que les ressources extra monétaires se contractent.

#### III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire croît de 6,9% et s'établit à 1046,4 milliards en décembre 2007 contre 978,5 milliards de Fcfa en décembre 2006, en liaison avec l'augmentation des disponibilités monétaires (11,4%). Cette évolution traduit un regain de l'activité économique nationale.

#### Les disponibilités monétaires

Les disponibilités monétaires progressent de 11,4% et passent à 688,3 milliards de Fcfa en décembre 2007. Cette tendance est attribuable à la hausse conjointe de la monnaie scripturale (16,0%) et de la monnaie fiduciaire (3,1%), induisant une intensification des opérations monétaires.

#### La quasi-monnaie

La quasi-monnaie constituée des dépôts à terme et d'épargne atteint 358,1 milliards en décembre 2007, soit une modeste hausse de 1% due à la contraction de l'épargne des agents économiques.

Le taux de liquidité de l'économie (M2/PIB) s'établit à 19,2% en 2007 contre 19,6% en 2006.

Le taux de couverture du crédit intérieur par la quasi-monnaie recule de 21,2 points, passant de 77,5% en décembre 2006 à 56,3% en 2007. En revanche, la vitesse de circulation de la monnaie est quasi-stable (5,2 en décembre 2007 comparativement à 5,1 l'année précédente).

## Grandeurs Macroéconomiques

### III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires reculent de 9,2% et se situent à 178,3 milliards de Fcfa en décembre 2007 contre à 196,3 milliards en décembre 2006, en relation avec la baisse des engagements du système bancaire à l'extérieur.

### III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire se composent des Avoirs Extérieurs Nets et du Crédit Intérieur. Elles constituent les opérations à l'origine de la création monétaire et enregistrent une hausse de 4,2% sur la période sous revue.

#### III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) progressent fortement de 56,3% et se chiffrent à 1108,8 milliards de Fcfa en décembre 2007 contre 709,2 milliards en décembre 2006. Le renforcement des AEN est lié à la libération de souscription de l'emprunt obligataire émis par l'Etat gabonais en fin d'année 2007 et à la hausse des recettes des principaux produits d'exportation.

En liaison avec ces évolutions, la Position Nette du Gouvernement s'est très fortement améliorée, passant de -36,7 milliards de Fcfa en 2006 à - 487,6 milliards en 2007.

Les AEN de la BEAC n'augmentent que de 1% et atteignent 531,6 milliards en décembre 2007 contre 527,9 milliards en décembre 2006, bien que le solde du compte d'opérations enregistre un léger recul sur la période.

Les AEN des banques commerciales se sont fortement appréciés, avec une position nette créditrice. Ils s'établissent à 577,4 milliards de Fcfa en décembre 2007 contre 181,4 milliards en décembre 2006, soit une expansion de 218,3%.

#### III.3.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur recule de 75,1% et s'établit à 115,8 milliards de Fcfa en décembre 2007 contre 465,6 milliards en 2006, suite à l'évolution contrastée de ses deux composantes : la chute des créances nettes sur l'Etat et l'augmentation des crédits à l'économie.

#### Les créances sur l'économie

L'encours des crédits à l'économie affiche une hausse de 14,4% et se chiffre à 635,6 milliards de Fcfa en décembre 2007. Cette tendance haussière s'explique par l'augmentation des crédits d'exploitation dans les secteurs des transports et télécommunications, des industries extractives et du commerce en liaison avec le regain de l'activité économique.

## Grandeurs Macroéconomiques

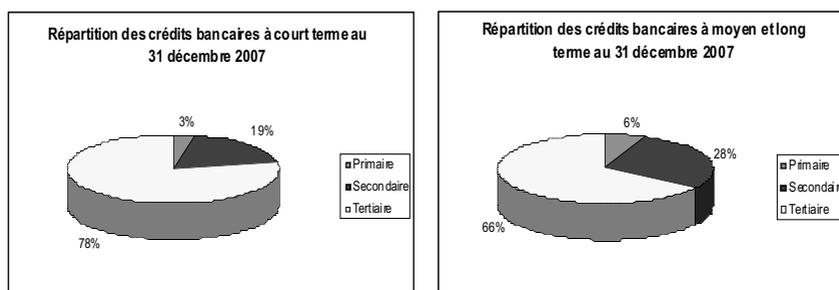
### Les créances nettes sur l'Etat

Elles chutent de 478,2% (519,8 milliards de Fcfa en décembre 2007 contre 89,9 milliards en décembre 2006), suite à la forte augmentation des dépôts de l'Etat auprès du système bancaire.

### III.3.2.3 Le financement de l'économie

Au 31 décembre 2007, l'encours des crédits bancaires au profit de l'économie, recensés par la Centrale des Risques de la Banque Centrale (BEAC) s'élève à 555,4 milliards de Fcfa contre 510,4 milliards de Fcfa l'année précédente, soit une hausse de 9%. Cette évolution résulte de la hausse conjuguée de l'encours des crédits d'investissement (13%) et de celui des crédits d'exploitation (2,6%) qui représentent respectivement 343,5 milliards de Fcfa et 211,9 milliards de Fcfa.

On note des évolutions contrastées entre les différents secteurs d'activité bénéficiaires.



#### Le secteur primaire

Atteignant 28,3 milliards de Fcfa au 31 décembre 2007 contre 25,6 milliards de Fcfa en 2006, les concours octroyés à ce secteur augmentent de 11%, bien que leur part dans le volume des crédits servis par le système bancaire stagne à 5%.

Cette hausse provient de l'augmentation des crédits à moyen et long terme (+22,7%), en rapport avec l'évolution de 33,1% des concours au profit du sous-secteur de la pêche.

En revanche, les crédits à court terme se chiffrent à 7,1 milliards de Fcfa en 2007 contre 9,9 milliards en 2006, soit une chute de 28,8%.

#### Le secteur secondaire

Le montant global des crédits accordés à ce secteur régresse de 167,2 milliards de Fcfa en 2006 à 136,6 milliards en 2007. Cette baisse résulte de la diminution des crédits à moyen et long terme (-29,2%) alors que les crédits à court terme s'inscrivent fortement à la hausse (+32%).

## Grandeurs Macroéconomiques

En dehors du sous-secteur eaux et électricité, tous les autres sous-secteurs (mines, industrie et BTP) ont reçu moins de financements qu'en 2006. Le principal sous-secteur bénéficiaire des financements reste les mines.

Le secteur secondaire a absorbé 25% de l'ensemble des concours bancaires en 2007.

### Le secteur tertiaire

L'encours des crédits accordés au secteur tertiaire est en hausse de 31% (299,2 milliards de Fcfa en décembre 2007 contre 228,7 milliards en 2006), suite à la consolidation des crédits d'investissement de 50,7%. En effet, à moyen et long terme, les financements bancaires destinés au commerce d'exportation et aux services ont augmenté respectivement de 91,8% et 132,9%.

En revanche, les concours au secteur tertiaire sur le court terme ont reculé de 0,8%, du fait de la baisse des crédits alloués au commerce d'exportation (-19,3%).

Principal bénéficiaire des concours bancaires, le tertiaire a absorbé 54% des crédits recensés en décembre 2007.

### Les particuliers

L'encours des crédits accordés aux particuliers est également en hausse(+4%), passant de 87,7 milliards de Fcfa en 2006 à 91,1 milliards de Fcfa en 2007. Ils représentent 16% du montant global des crédits recensés.

## III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2007, la balance des paiements se caractérise par une progression faible de son solde global. Cette évolution résulte de la dégradation de la balance des mouvements des capitaux, malgré l'accroissement de la balance des transactions courantes.

### III.4.1 La balance des transactions courantes

Le solde de la balance des transactions courantes progresse de 7,5%. Il passe de 813,2 milliards de Fcfa en 2006 à 874,4 milliards de Fcfa en 2007. L'amélioration de 6,1% du solde commercial, en dépit de l'accroissement du déficit des services de 4,9% (-572,4 milliards de Fcfa contre -545,6 milliards de Fcfa), explique ce relèvement.

#### III.4.1.1 La balance commerciale

L'excédent commercial s'accroît de 6,1% pour s'établir à 2430,0 milliards de Fcfa en 2007. L'augmentation de 7,7% des exportations en valeur, moins proportionnelle à l'accroissement des importations, est à l'origine du faible accroissement de la balance commerciale.

## Grandeurs Macroéconomiques

### *Evolution de la balance commerciale*

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007*	07/06
Exportations (fob)	2882	3195,6	3440,7	7,7 %
Importations (fob)	870,1	1101,1	1228,8	11,6 %
<b>Balance commerciale</b>	<b>2165,3</b>	<b>2290,1</b>	<b>2430,0</b>	<b>6,1 %</b>
Taux de couverture (en %)	331,2	290,2	280	- 3,5 %

Source : FMI,\*Estimations

La croissance des exportations totales en valeur s'explique à la fois par la hausse du volume des ventes des principaux produits d'exportation et par l'accroissement de leurs prix, malgré la baisse du taux de change.

Les importations de marchandises se sont montrées très dynamiques. Elles ont augmenté de 11,6% pour se situer à 1228,8 milliards de Fcfa contre 1101,1 milliards en 2006. La hausse des importations est essentiellement liée aux entrées considérables de produits sidérurgiques, aux achats des consommations intermédiaires et des biens d'équipement des entreprises de construction et des industries extractives.

#### **III.4.1.2 La balance des services et des revenus**

En raison de la dégradation de tous les postes des services, à l'exception des Autres assurances, le déficit de la balance des services et des revenus des facteurs s'accroît de 5,6%, passant de -1323,4 milliards de Fcfa en 2006 à -1397,2 milliards de Fcfa en 2007.

#### **III.4.1.3 La balance des transferts courants**

La balance des transferts courants se caractérise par une détérioration de 3,2% de son solde déficitaire (-158,4 milliards de Fcfa contre -153,5 milliards de Fcfa). Celle-ci est consécutive à la dégradation des soldes de transferts privés (-127,9 milliards de Fcfa contre -123,6 milliards de Fcfa) et publics (30,5 milliards contre -28 milliards en 2006).

#### **III.4.2 La balance des capitaux**

Le solde déficitaire de la balance des capitaux se détériore de 10,6% (-653,1 milliards de Fcfa contre -590,6 milliards de Fcfa en 2006), du fait de l'amortissement dû à la sortie massive des capitaux à court terme dans le secteur privé (-618,2 milliards de Fcfa contre -553,4 milliards de Fcfa) et à la variation des avoirs des banques commerciales (-396 milliards contre 21,2 milliards de Fcfa en 2006).

## Grandeurs Macroéconomiques

### III.4.3 La balance globale

En définitive, la balance des paiements dégage un faible excédent de 0,6 milliard de Fcfa en 2007 contre 192,3 milliards de Fcfa en 2006, soit une dépréciation de 99,7 %. Son financement est assuré principalement par la reconstitution d'avoirs d'un montant équivalent, et par le recours au crédit du FMI d'un montant de 17,3 milliards de Fcfa.

#### *Evolution de la balance globale*

(en milliards de Fcfa)	2005	2006*	2007**	07/06
1. Transactions courantes	1045,9	1744,5	874,4	7,5%
A. Biens et Services	1693	585,5	1857,6	6,5%
a-Biens	2165,5	2290,1	2430	6,1%
b-Services et revenus	-977,4	-1323,4	-1397,2	5,6%
B-Transferts courants	-142,0	-153,5	-158,4	3,2%
2. Mouvements de Capitaux	-805,3	-590,6	-653,1	10,6%
3. Erreurs et Omissions	-140,8	-30,3	-220,7	
<b>4. Balance globale</b>	<b>99,9</b>	<b>192,3</b>	<b>0,6</b>	<b>-99,7%</b>

Source : \*Estimations BEAC

\*\*Projections BEAC

## III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

### III.5.1 L'emploi

Avec une progression annuelle de 6,9%, les créations nettes d'emplois s'accroissent en 2007. Le secteur public emploie 64 035 personnes, les effectifs des sociétés augmentent de 4,8% pour se situer à 54 041 personnes. Cette embellie générale masque toutefois la baisse de 5,1% du secteur parapublic, liée à la privatisation de Gabon Télécom.

#### *Evolution des effectifs salariés du secteur moderne*

	2005	2006	2007	07/06
Sociétés	54 884	51 629	54 041	4,7%
Parapublique	13 837	12 512	11 928	-4,7%
Privés	41 047	39 117	42 113	7,7%
Secteur public	56 785	58 813	64 035	8,9%
Fonction publique	46 411	48 363	51 488	6,5%
MONP	6 484	6 560	8 657	32,0%
Libreville	3 640	3 716	3 761	1,2%
Intérieur	2 844	2 844	4 896	72,2%
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	-
<b>Total Général</b>	<b>111 669</b>	<b>110 442</b>	<b>118 076</b>	<b>6,9%</b>

Sources : DGB, DGE (pour le secteur privé et les collectivités locales)

## Grandeurs Macroéconomiques

### III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

En 2007, l'emploi dans le secteur public augmente de 8,9% par rapport à l'année précédente, sous l'impulsion des recrutements dans les administrations sociales (+12,1%), administrations de développement (+43,1%) et de l'éducation (+5,6%). De même, la main-d'œuvre non permanente de l'Etat s'accroît considérablement.

#### *Evolution de l'emploi public*

	2005	2006	2007	07/06
Fonction publique	46 411	48 363	51 488	6,5%
Pouvoirs publics	13 969	14 343	14 658	2,2%
Adm. Générale	6 473	6 595	6 651	0,8%
Adm. Economiques	3 626	4 085	4 265	4,4%
Adm. du Développement	2 328	1 988	2 845	43,1%
Adm. des transports	479	494	612	23,9%
Adm de l'Education	13 401	13 963	14 740	5,6%
Adm. sociales	6 108	6 869	7 698	12,1%
Autres	27	22	19	-13,6%
MONP	6 484	6560	8657	32,0%
Libreville	3 640	3716	3761	1,2%
Intérieur	2 844	2844	4896	72,2
Collectivités locales	3 890	3890	3890	-
<b>Total</b>	<b>56 785</b>	<b>58 813</b>	<b>64 035</b>	<b>8,9%</b>

Sources: DGB, DGE

### III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

Du fait de la hausse des effectifs des sociétés pétrolières, qui ont transformé certains emplois temporaires en contrat à durée indéterminée, et du secteur des transports et télécommunications, l'emploi total des sociétés fait un bon remarquable de 24,1% contre 8,5% en 2006.

L'évolution favorable de l'emploi en 2007 est à mettre au crédit de l'activité soutenue enregistrée dans tous les secteurs, en particulier le tertiaire marchand qui reste le moteur principal de l'emploi : +3,4% dans les services, +9,8% dans les transports et télécommunication et +3,6% dans le commerce. L'emploi dans le secteur primaire reste également bien orienté grâce aux embauches des sociétés pétrolières et forestières, alors que le secteur secondaire croît faiblement.

## Grandeurs Macroéconomiques

### *Evolution de l'emploi privé par secteurs d'activité*

	2005	2006	2007*	07/06	Poids de la branche en 2007
Agriculture	2011	2076	2149	3,5%	4,0%
Pétrole	1547	1678	2082	24,1%	3,8%
Mines	1502	1479	1498	1,3%	2,8%
Bois	9091	9134	9600	5,1%	17,8%
Industries Agro-alimentaires	1875	2203	2254	2,3%	4,2%
Autres industries	1790	1798	1820	1,2%	3,4%
Eau, électricité et raffinage	1955	1910	1918	0,4%	3,6%
Bâtiment et travaux publics	4847	4901	4941	0,8%	9,1%
Transports et Télécom	11193	7032	7718	9,8%	14,3%
Services	11180	11505	11896	3,4%	22,0%
Commerce	5732	5873	6085	3,6%	11,0%
Banques et Assurances	2161	2040	2081	2,0%	3,9%
Total	54884	51629	54041	4,7%	100,0%

Sources : DGE, Comité de privatisation, \*Estimations

### III.5.2 Le chômage

En 2007, le nombre de demandes d'emplois traitées par l'Office National de l'Emploi (ONE) diminue de 40,4% à 2704 dossiers contre 4569 en 2006. Ce repli est dû à la baisse de 1947 dossiers de demandes d'emplois émanant des anciens travailleurs et de 757 en provenance des actifs à la recherche d'un premier emploi.

Les offres d'emplois reculent également de 34,4% par rapport à l'année précédente. Au total, les embauches atteignent 521 postes contre 835. Cette évolution résulte de la contraction des emplois gérés par le fonds d'insertion et de réinsertion (FIR).

### III.5.3 Les salaires

En 2007, la masse salariale globale du secteur moderne progresse de 5,0% pour s'établir à 887,0 milliards de Fcfa, après 844,4 milliards en 2006. Cette évolution est le résultat de la hausse conjointe des rémunérations des sociétés et de celles des administrations.

## Grandeurs Macroéconomiques

### *Evolution de la masse salariale du secteur moderne*

(en milliards de Fcfa)	2005	2006	2007	07/06
Sociétés	542,8	577,1	616,5	6,8%
Privés	433,2	463,7	501,2	8,0%
Parapublique	109,6	113,4	116,0	2,3
Administrations	242,0	267,3	270,5	1,2%
Fonction publique	208,8	229,2	232,1	1,3%
Collectivités locales	14,2	14,9	14,9	-
MONP	19,0	23,2	23,5	1,3%
<b>Total</b>	<b>784,8</b>	<b>844,4</b>	<b>887</b>	<b>5,0%</b>

Sources : DGE pour le secteur privé, DGB

#### III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale des administrations publiques s'accroît de 10,5%, sous l'impulsion des nouveaux recrutements et de la prise en compte partielle des régularisations du stock des situations administratives des agents publics.

La masse salariale des collectivités locales reste stable alors que celle de la main-d'œuvre non permanente augmente peu sensiblement de 1,3% contre 22,1% en 2006. Cette évolution s'explique par l'audit du fichier y relatif et par une meilleure visibilité de la progression des effectifs de cette catégorie d'agents.

#### III.5.3.2 La masse salariale des sociétés

Le niveau de la masse salariale dans le secteur marchand croît de 6,8%, passant de 577,1 milliards de Fcfa en 2006 à 616,5 milliards en 2007. Cette évolution s'explique particulièrement par l'accroissement de 8,0% des salaires des sociétés privées du fait du dynamisme de l'activité dans la quasi-totalité des branches du secteur hors pétrole.

#### III.5.4 Les prix

En 2007, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est de 5,0% en moyenne par rapport à 2006. En glissement annuel, la hausse des prix a été de 5,9%.

L'inflation observée est principalement tributaire de l'accroissement des prix internationaux des produits alimentaires et de la hausse des prix du carburant intervenue en mars 2007.

En effet, hormis les postes « loisirs et culture » et les « biens et services », la hausse constatée des prix concerne la quasi-totalité des produits. Il s'agit notamment :

## Grandeurs Macroéconomiques

- des produits alimentaires (+2,2%), en raison de l'augmentation de 5,3% des prix des viandes et produits carnés, ainsi que des prix des céréales, des légumes, des tubercules, des poissons et fruits de mer;

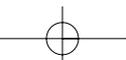
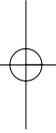
- des prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+9,1%) ;

- et des prix des transports (+13,5%), en particulier le transport aérien domestique et le transport ferroviaire.

### *Evolution de l'indice des prix à la consommation de 2006 à 2007*

Regroupements	Pondérations	2006	2007	Moyenne (%)	Glissement (%)*
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>10000</b>	<b>102,3</b>	<b>107,4</b>	<b>5,0</b>	<b>5,9</b>
<b>Produits alim &amp; boissons non...</b>	<b>3291</b>	<b>101,1</b>	<b>103,3</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>
Pains et céréales	673	98,4	100,4	2,0	-4,5
Viandes	720	99,2	104,5	5,3	10,9
Poissons et fruits de mer	446	103,8	106,9	3,0	2,9
Lait, fromage et ?ufs	243	110,6	107,1	-3,2	-0,6
Huiles et graisses	183	99,8	99,9	0,1	4,0
Légumes et tubercules	534	102,1	107,5	5,3	10,1
<b>Boissons alcoolisées et tabac</b>	<b>185</b>	<b>98,8</b>	<b>99,5</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>794</b>	<b>102,3</b>	<b>104,2</b>	<b>1,8</b>	<b>0,4</b>
<b>Logement, eau, gaz, électricité...</b>	<b>2053</b>	<b>102,0</b>	<b>111,2</b>	<b>9,1</b>	<b>7,0</b>
<b>Meubles, articles de ménage...</b>	<b>561</b>	<b>98,3</b>	<b>108,8</b>	<b>10,7</b>	<b>11,0</b>
<b>Santé</b>	<b>357</b>	<b>112,6</b>	<b>110,3</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,5</b>
<b>Transports</b>	<b>990</b>	<b>101,7</b>	<b>115,4</b>	<b>13,5</b>	<b>16,1</b>
<b>Communications</b>	<b>355</b>	<b>116,0</b>	<b>139,3</b>	<b>20,1</b>	<b>29,4</b>
<b>Loisirs et culture</b>	<b>503</b>	<b>108,3</b>	<b>98,8</b>	<b>-8,8</b>	<b>-5,2</b>
<b>Enseignement</b>	<b>170</b>	<b>98,6</b>	<b>99,1</b>	<b>0,5</b>	<b>-3,8</b>
<b>Restaurants et hôtels</b>	<b>466</b>	<b>99,3</b>	<b>101,5</b>	<b>2,2</b>	<b>6,7</b>
<b>Biens et services divers</b>	<b>275</b>	<b>95,7</b>	<b>96,3</b>	<b>0,6</b>	<b>2,4</b>

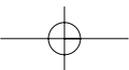
Source: Dgsee



QUATRIÈME PARTIE

# Politique économique du Gouvernement en 2007

---



## Tableau de bord de l'économie

### IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2007

Pour compenser la baisse des recettes pétrolières dans le budget de l'Etat, d'une part, et pour atteindre une croissance alimentée par une base productive plus diversifiée, d'autre part, le Gouvernement de la République a mis en place une politique économique axée sur la mise en valeur des atouts naturels du pays que sont : l'agriculture, les mines, le tourisme, la forêt et la mer.

A cet effet, des efforts ont été faits pour renforcer les infrastructures de base (routes, ports, aéroports) qui conditionnent les coûts de production.

Sachant qu'une croissance forte et durable repose sur un capital humain efficient, le Gouvernement a mis l'accent sur les secteurs de l'éducation, la formation, la santé, l'habitat et l'emploi.

Toutes ces réformes structurelles et sectorielles sont allées de paire avec la poursuite des réformes entreprises en matière de gestion budgétaire.

#### IV.1 LA POLITIQUE BUDGETAIRE

La valorisation de la rémunération servie aux personnels militaires, du SMIG et du point d'indice a entraîné une dégradation du solde primaire hors pétrole. Pour assurer la soutenabilité de la politique budgétaire en 2007, le Gouvernement a poursuivi sa politique de mobilisation accrue des recettes hors pétrole en vue de consolider les avancées obtenues dans le cadre du programme stand-by de politique économique appuyée par le FMI depuis 2005.

##### **L'optimisation des recettes**

En 2007, la stratégie nationale de mobilisation des recettes a été concrétisée par un certain nombre de mesures prises par le Gouvernement dont les plus importantes sont les suivantes :

- lancement des campagnes de communication autour du fait fiscal ;
- poursuite de l'officialisation des régies de recettes dans les ministères collectant les taxes ;
- utilisation d'un progiciel d'exécution et de comptabilisation des opérations budgétaires et financières.

##### **La maîtrise des dépenses**

Le Gouvernement s'est appliqué à encadrer les dépenses publiques de manière rigoureuse en 2007, l'objectif étant de baisser le volume de certains postes rigides. Les actions suivantes ont été menées à cet effet :

- réduction des effectifs dans un certain nombre d'ambassades ;
- limitation du nombre de missions à l'étranger ;

## Politique économique du Gouvernement en 2007

- lancement de la construction de nouvelles universités en vue de réduire les dépenses de bourses à l'étranger ;

- diminution des charges de téléphone et d'électricité dans certains ministères et domiciles sous bail par la fixation des quotas de consommation ;

- modernisation des infrastructures hydrauliques en vue de réaliser des économies.

L'augmentation du SMIG et de la valeur du point d'indice a aussi apporté des tensions fortes sur la masse salariale. Pour contenir cette pression, le Gouvernement a pris des mesures visant à :

- encadrer les recrutements dans les administrations ;
- recenser les agents en activité afin de déceler les emplois vacants ;
- suspendre provisoirement les avis de concours externes en 2007.

### IV.2 LES MESURES STRUCTURELLES

Le développement du secteur privé et le renforcement de la bonne gouvernance sont les deux alternatives aux problèmes structurels de l'économie gabonaise, à savoir le caractère rentier de cette économie et l'efficacité de la dépense publique. Le Gouvernement s'est résolument engagé sur cette voie en vue d'atteindre son objectif de diversification des sources de croissance.

#### La promotion du secteur privé

Cette politique repose principalement sur deux axes qui sont : le développement de la microfinance et l'amélioration de l'environnement des affaires.

Dans la mesure où la microfinance permet de faciliter l'accès au financement par les opérateurs économiques, le Gouvernement a mis l'accent sur :

- la promotion de la création des établissements de microfinance ;
- l'intégration des établissements de microfinance dans le système financier national ;
- le suivi et l'évaluation des activités du secteur ;
- la poursuite de l'encadrement des membres de l'Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance pour le Gabon.

#### Le renforcement de la bonne gouvernance

La bonne gouvernance peut s'entendre comme la gestion efficiente, démocratique et transparente des affaires de l'Etat. En 2007, un accent particulier a été mis sur la gestion rigoureuse des ressources publiques et la consolidation de l'Etat de droit au Gabon.

## Politique économique du Gouvernement en 2007

Pour améliorer la gestion des ressources publiques, le Gouvernement a mené un certain nombre d'actions visant à remédier aux dysfonctionnements constatés dans la gestion budgétaire (élaboration d'un cadre de dépenses à moyen et long terme, paramétrage de l'application de gestion budgétaire pour permettre une mise en place du budget dès le mois de janvier, détermination des délais de traitement des dossiers...).

D'autre part, il a été pris des mesures permettant de lutter contre la corruption et l'enrichissement illicite, notamment la publication des rapports de la commission, l'application des recommandations du rapport, ainsi que l'examen et la réforme des textes législatifs et réglementaires des procédures pour une lutte accrue anti-corruption.

En vue de la consolidation de l'Etat de droit, le Gouvernement a initié des réformes permettant :

- d'améliorer le fonctionnement du système judiciaire par la réactualisation de la loi sur l'organisation de la justice, du code des procédures pénales, du code des juridictions et du code civil ;
- de renforcer le cadre juridique en adoptant des textes internes et des textes d'essence communautaire ;
- de revisiter la structure de l'Etat et son fonctionnement par le renforcement des capacités des services publiques ainsi que le rapprochement de ces dernières de leurs usagers.

### IV.3 LES POLITIQUES SECTORIELLES

Dans l'optique de la diversification de l'économie et la poursuite d'un développement humain conséquent, le Gouvernement a décidé d'apporter son soutien au secteur productif qui comprend : la forêt, l'environnement, la pêche et l'aquaculture, les mines et le tourisme.

#### Forêt

Le Gabon produit plus de trois millions de mètres cubes de bois par an, dont plus de 75% sont encore exportés sous forme de grumes. En 2007, le Gouvernement a poursuivi les efforts de valorisation de la forêt entamés en 2006. Entre autres actions, nous notons :

- la réalisation d'inventaires forestiers pré et post- exploitation ;
- la fixation des quotas de transformation, en vue de porter le taux de transformation à plus de 75% en 2012 ;
- l'actualisation et la validation du schéma directeur de la filière bois ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation des forêts dégradées en première zone ;
- la mise en place des forêts communautaires.

## Politique économique du Gouvernement en 2007

---

### Environnement

Dans le souci de concilier la conservation de l'environnement et le développement économique, le Gouvernement s'est engagé en 2007 à poursuivre sa stratégie nationale sur la biodiversité, en prenant les mesures suivantes :

- renforcement du cadre législatif et réglementaire relatif à la gestion durable de la biodiversité ;
- amélioration de la contribution des activités liées à la protection des écosystèmes et la conservation de la biodiversité en vue d'accroître la participation du secteur environnemental à l'économie nationale.

### Pêche et aquaculture

L'impulsion que le Gouvernement veut donner à ce secteur vise deux objectifs. Il s'agit, d'une part, de permettre un meilleur approvisionnement du marché intérieur par des acteurs économiques nationaux et, d'autre part, de viser une croissance des produits issus de cette activité. Ainsi, un accent a été mis sur :

- la rédaction des textes d'application du code des pêches et de l'aquaculture ;
- le renforcement des capacités humaines par la réactualisation des programmes de formation en pêche en aquaculture à l'ENEF ;
- la création des infrastructures de base nécessaires à cette activité.

### Agriculture

Dans le cadre de la nouvelle politique de relance du secteur agricole, le Gouvernement ambitionne d'atteindre un objectif de sécurité alimentaire et impulser une nouvelle dynamique aux activités de la filière café-cacao. Pour ce faire, le Gabon a :

- adhéré au Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PSSA) initié par la FAO en 2005 ;
- intensifié l'agriculture urbaine et périurbaine ;
- diversifié les activités génératrices de revenus telles que les petits élevages.

Pour ce qui est de la relance des cultures de rentes, le Gouvernement a commis deux études de faisabilité d'un projet de relance de la filière cacao menées avec l'assistance technique des organisations internationales du café et du cacao. Le but poursuivi étant de relever la production actuelle de café et de cacao dans le cadre d'un projet pérenne.

## Politique économique du Gouvernement en 2007

### Mines

Dans un contexte marqué par la réduction de la production pétrolière, le Gouvernement gabonais s'est engagé à diversifier sa production minière en accélérant les projets d'exploitation de fer et de manganèse. A cet effet, il a favorisé :

- la mise en place des bases de données pétrolières et minières ;
- le renforcement du contrôle de la production et de la commercialisation des produits miniers ;
- le renforcement du dispositif administratif et juridique permettant de lutter efficacement contre la dégradation de l'environnement ;
- la promotion de la petite exploitation minière en vue d'améliorer la redistribution des richesses issues du secteur.

### Tourisme

L'acte majeur récemment accompli par le Gabon dans ce secteur est la création des parcs nationaux qui devraient participer pour une large part à la diversification de la base productive du pays. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement a entrepris :

- de renforcer les capacités institutionnelles de l'Administration du tourisme ;
- d'organiser la coordination des actions entre les acteurs du secteur touristique ;
- de mettre en place des modes de financements propres à cette industrie.

### Infrastructures de base

Une activité économique porteuse de croissance repose nécessairement sur des infrastructures de base adéquates. Pour améliorer l'état de ces dernières, le Gouvernement a mené un certain nombre d'actions dans les domaines du transport, de l'eau et de l'énergie

### Transport

Dans le but de répondre à la demande de transport des personnes et des biens, la politique gouvernementale dans ce secteur a consisté à :

- poursuivre l'extension et l'entretien du réseau routier national par le biais du FER II ;
- poursuivre les efforts d'investissement, d'entretien et d'exploitation des installations et équipements aéroportuaires en vue d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers.

## Politique économique du Gouvernement en 2007

---

### Eau-Electricité

La capacité nationale d'offre en eau et électricité a été renforcée en 2007 grâce à une politique sociale d'envergure caractérisée par :

- la poursuite des travaux d'électrification entamés en 2006 ;
- la construction de nouvelles lignes moyenne tension dans certaines localités ;
- l'amélioration de l'accès à l'eau potable par les couches sociales les plus défavorisées ;
- la réhabilitation du réseau hydrométrique national.

### IV.4 LA POLITIQUE MONETAIRE

L'objectif retenu en matière de politique monétaire a été de contenir la création monétaire et de limiter le crédit intérieur (notamment les créances sur l'Etat). A cet effet, la BEAC a renforcé sa politique des réserves obligatoires ainsi que ses opérations de reprises de liquidités pour faire face à la surliquidité bancaire.

Avec un taux de croissance de 14,4% en 2007, les crédits à l'économie ont connu une évolution en ligne avec l'objectif défini. Par contre, les objectifs de taux de couverture et d'évolution de la masse monétaire n'ont pas été atteints.

### Refinancement bancaire

L'Institut d'Emission a ramené l'objectif de refinancement pour le Gabon de 8 milliards de Fcfa à 2 milliards au quatrième trimestre 2007. Cette mesure tient compte du niveau global de la liquidité bancaire qui demeure confortable.

### Politique des taux

La politique des taux est restée stable au cours de l'année. A l'exception des taux de placement des banques et des dépôts publics, les taux directeurs et les conditions de banque n'ont pas été modifiés. Le dynamisme constaté dans l'activité de la plupart des pays de la CEMAC a plaidé en faveur d'une stabilité des taux, en dépit des risques inflationnistes. Ainsi :

- le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) reste à 5,25% ;
- le Taux des Prises en Pension (TIPP) est de 7% ;
- le Taux Créditeur Minimum (TCM) demeure à 4,25% ;
- le Taux Débiteur Maximum (TDM) reste à 15% ;
- le Taux de Pénalité des Banques (TPB) est à 12% ;
- le Taux des Avances aux Trésors se situe à 5,25%.

## Politique économique du Gouvernement en 2007

Par contre, le Taux d'Intérêt Sur les Placements (TISP) a été réaménagé deux fois à la hausse afin de maintenir le volume des ponctions de liquidités à un niveau élevé, compte tenu de la consolidation des ressources de trésorerie des banques. Il s'établit comme suit pour les différentes échéances :

- placements à 7 jours : 1,95% au lieu de 1,65% ;
- placements à 28 jours : 1,95% majoré de 1/16 de point ;
- placement à 84 jours : 1,95% majoré de 1/8 de point.

Enfin, la grille de rémunération des dépôts publics a été également révisée à la hausse, comme suit :

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de Réserves sur les Générations Futures (TISPP0) : 3,45% contre 3,15% l'année précédente;

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP1) : 3,25% contre 2,95% auparavant;

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des Dépôts Spéciaux lorsque l'Etat ne recourt pas aux avances de la BEAC (TISPP2) : 2,95% au lieu de 2,65%;

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des Dépôts Spéciaux lorsque l'Etat recourt aux avances de la BEAC (TISPP3): 0,65% contre 0,50%.

### Réserves obligatoires

La poursuite de l'aisance de la trésorerie des banques constatée en 2006 a amené l'autorité monétaire à intervenir pour stériliser une partie des liquidités excédentaires, en procédant au relèvement des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires en mars 2007. Ainsi :

- les coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV) sont de 10,25% au lieu de 7,75% et ceux applicables sur les dépôts à terme (DAT) sont de 8,25% au lieu de 5,75% ;

- le taux de rémunération des réserves obligatoires est fixé à 0,35% contre 0,30% précédemment.

En novembre 2007, le montant total des réserves obligatoires s'élève à 84,7 milliards de Fcfa (environ 60,6% des réserves libres des banques) contre 57,8 milliards de Fcfa (soit 31,4% des réserves libres des banques) en décembre 2006.

### IV.5 LA POLITIQUE SOCIALE

La demande du secteur social est plus forte d'année en année au regard des nombreux besoins exprimés par les populations confrontées

## Politique économique du Gouvernement en 2007

à la pauvreté au quotidien. Pour répondre à ces nombreuses attentes, le Gouvernement s'est attaché à résoudre les problèmes relatifs au système éducatif et à la formation professionnelle, au renforcement de la protection de la veuve et de l'orphelin, à la promotion de la vie associative, à la santé, à l'habitat et à l'emploi.

### Education et formation professionnelle

Pour la période 2007-2009, la politique en matière d'éducation nationale sera principalement axée sur le rétablissement de la crédibilité des examens qui passe par :

- l'aboutissement du processus de l'approche par les compétences de base (APC) au primaire, cette méthode pédagogique devant permettre d'éviter les redondances entre les programmes d'enseignement et réduire le taux d'échec scolaire à terme ;
- l'accroissement de la capacité d'accueil dans le secondaire.

S'agissant de l'enseignement supérieur, le Gouvernement a engagé les universités et les établissements d'enseignement supérieur à appliquer le système LMD (licence, master, doctorat). Ce système permet, en effet, la professionnalisation des études supérieures et les possibilités d'insertion rapide dans la vie active.

Pour ce qui est de la formation professionnelle, le Gouvernement a entamé une réforme de l'enseignement technique et professionnel afin d'apporter une réponse au problème de déperdition scolaire. Ces réformes portent principalement sur :

- l'augmentation de la capacité d'accueil des structures de formation et le renouvellement des plateaux techniques grâce au projet «Education BAD III » cofinancé avec la Banque Africaine de Développement ;
- le développement des passerelles entre l'enseignement général et l'enseignement technique et professionnel ;
- la formation et le recyclage des enseignants à l'ENSET et à l'étranger.

### Protection des veuves et des orphelins

Le Gouvernement a accordé une attention particulière à ce dossier en 2007 grâce à une politique d'insertion et de réinsertion économique des veuves et des orphelins en difficultés.

Pour lutter contre l'exclusion, la stigmatisation et la spoliation de ces derniers, il a mené des actions suivantes :

- modification de la législation existante afin, non seulement d'assurer une meilleure protection de la veuve et de l'orphelin mais aussi de légaliser le mariage coutumier ;
- vulgarisation et renforcement du cadre législatif en matière successoral.

## Politique économique du Gouvernement en 2007

### Santé

Dans le cadre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), le Gouvernement poursuit son action de :

- construction des centres hospitaliers régionaux ;
- réhabilitation des équipements des centres de santé et des dispensaires ;
- recrutement direct à l'extérieur des spécialistes de santé.

### Habitat

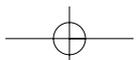
Le Gouvernement s'est résolument engagé à résorber le déficit chronique en logements que connaît le pays par :

- l'intensification des terrassements permettant aux promoteurs immobiliers de travailler sereinement ;
- la production de parcelles constructibles ;
- la viabilisation des lotissements autour des grandes villes ;
- des mesures fiscales incitatives permettant de baisser le coût d'acquisition des logements ;
- la mise en place d'une banque de l'habitat chargée de consentir des crédits à des taux concessionnels.

### Emploi

Il n'existe pas une politique nationale de l'emploi au Gabon du fait de l'absence de statistiques fiables sur ce marché. Pour combler cette lacune, le Gouvernement a initié une étude y relative et devant couvrir l'ensemble du territoire national. En attendant les résultats de cette étude, le Gouvernement a orienté sa politique sur la diversification de la base productive du pays en ciblant des secteurs d'activité fortement pourvoyeurs d'emploi.

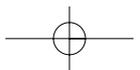
Ainsi de nombreux emplois directs et indirects sont attendus du tourisme et de l'écotourisme, de l'hôtellerie, du transport terrestre et aérien, des mines de manganèse de Moanda et de fer de Bélinga, de l'agriculture, de la forêt et de la mer.



CINQUIÈME PARTIE

# Perspectives 2008-2009

---



## Tableau de bord de l'économie

### V. LES PERSPECTIVES 2008-2009

#### V.1 LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2008-2009

##### V.1.1 La situation internationale

L'économie mondiale évoluerait en 2008, dans un environnement international instable et propice à un ralentissement de la croissance mondiale. Celle-ci se situerait à 4,1% en 2008 contre 4,9% en 2007. L'expansion mondiale pâtirait d'une crise financière majeure dans les économies avancées particulièrement aux Etats-Unis où la correction du marché immobilier continuerait à exacerber les tensions financières.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance fléchirait modérément, mais resterait vigoureuse en raison des efforts enregistrés en matière de réformes macroéconomiques et aussi, à cause de la poursuite de la flambée des cours des matières premières. En Chine, en dépit des actions déployées afin d'éviter la surchauffe, l'activité connaîtrait à nouveau une croissance rapide.

Par ailleurs, en raison de la vigueur persistante des prix de l'alimentation et de l'énergie, l'inflation se maintiendrait à un seuil élevé au niveau international, fragilisant ainsi la demande mondiale et par conséquent la croissance.

Les marchés des produits de base poursuivraient néanmoins leur essor malgré le ralentissement prévisible de l'activité mondiale. En effet, la forte demande des pays émergents (Chine et Inde en tête) constituerait à nouveau un facteur moteur de la hausse des cours. A noter que les cours du pétrole poursuivraient leur ascension pour se maintenir au-delà de 100\$ le baril.

##### L'activité

Aux Etats-Unis, la croissance s'établirait autour de 1,3% en 2008 et 0,8% en 2009. Cette évolution serait induite par l'effondrement du marché immobilier, le ralentissement de la consommation des ménages endettés et un regain de l'inflation.

Au Japon, l'activité économique serait finalement rattrapée par les difficultés de l'économie américaine occasionnant, ainsi, un fléchissement du PIB à 1,5% en 2008 et 1,5% en 2009.

La croissance économique de la zone euro, en décélération par rapport à 2007 (2,6%), serait de 1,7% en 2008 et 1,2% en 2009. Après avoir mieux résisté en 2007, les économies des pays de la zone euro seraient pénalisées par la flambée des cours du pétrole, la crise financière américaine et la poursuite de l'appréciation de l'euro par rapport aux autres devises.

## Perspectives 2008-2009

---

Dans ce contexte, l'Allemagne, principale locomotive de la zone, verrait son PIB passer de 2,5% en 2007 à 2,0% en 2008 et 1,0% en 2009. La France, quant à elle, tablerait sur une croissance de 1,6% en 2008 et 1,4% en 2009.

En Italie et au Royaume-Uni, la croissance du PIB ralentirait respectivement à 0,5% et 1,8% en 2008.

La situation économique globale dans les pays en transition d'Europe de l'Est resterait favorable, en dépit de la décélération économique mondiale. L'économie russe, soutenue par le dynamisme du marché des matières premières croîtrait de 6,8% en 2008, et 6,3% en 2009.

Sous l'effet de la bonne conduite des politiques publiques et de la hausse des prix des produits de base, les pays en transition et en développement enregistreraient une expansion élevée, quoiqu'en ralentissement. Celle-ci serait estimée à 7,7% en 2008 et 7,3% en 2009.

En Asie, la croissance économique des pays en développement, malgré un léger repli, resterait soutenue. L'économie Chinoise afficherait une croissance de 9,7% en 2008 et 9,8% en 2009.

Profitant à nouveau de l'embellie des cours des matières premières sur le marché international, le continent africain connaîtrait une croissance du produit intérieur brut de 6,4% en 2008. Dans ce contexte, le Nigeria et l'Afrique du sud enregistreraient une évolution favorable respective de 9,1% et 3,8% de leur produit intérieur brut réel.

En Amérique latine, la stabilité macroéconomique retrouvée, après plusieurs années de crise financière dans plusieurs pays, engendre de meilleurs résultats sur le plan économique. Ainsi, le PIB de la zone serait de 4,5% en 2008. L'économie mexicaine, fortement dépendante de celle des Etats-Unis, verrait sa croissance décélérer à 2,5% ; tandis que le Brésil, première puissance économique d'Amérique latine, pourrait prétendre à une expansion de 4,9% en 2008.

Dans la zone CEMAC, grâce à l'amélioration des politiques macroéconomiques et au dynamisme du secteur hors pétrole, la croissance devrait se situer autour de 5,5% en 2008. La richesse (PIB) ainsi créée se répartirait comme suit : 4,5% au Cameroun ; 9,2% en République du Congo ; 4,9% en République Centrafricaine ; 4,9% au Gabon ; 10,1% en Guinée-Équatoriale et 1,8% au Tchad.

### L'inflation

L'évolution des prix à la consommation resterait l'une des préoccupations majeures dans l'ensemble des pays. Les incertitudes liées à la baisse des cours du pétrole et des matières premières agricoles laisse entrevoir des perspectives peu optimistes sur l'inflation qui progresserait dans pratiquement toutes les régions du monde.

## Perspectives 2008-2009

Aux Etats-Unis, la FED devrait poursuivre une politique incitative pour réduire la surchauffe de l'économie et contrer le regain prévisible de tensions inflationnistes.

L'indice des prix à la consommation se situerait à 3%.

Au Japon, malgré le renchérissement des produits alimentaires et des matières premières, l'indice des prix à la consommation se situerait à un seuil relativement bas. Ainsi, l'inflation serait de 0,2% en 2008.

La Banque Centrale Européenne observerait une politique monétaire prudente en maintenant son taux directeur à 4% pour contenir la montée des prix. L'inflation de la zone dépasserait 3% en 2008, en raison de la flambée des cours des matières premières.

### L'emploi

Après avoir connu plusieurs mois de baisse du taux de chômage, les principaux pays industrialisés verraient leur marché du travail pénalisé par le ralentissement de l'activité économique mondiale. Ainsi, le nombre de sans emplois pourrait remonter légèrement au Japon et dans la zone euro, en dépit de politiques actives de lutte contre le chômage. Aux Etats-Unis, la remontée du nombre de demandeurs d'emplois a été amorcée depuis la fin 2007.

La poursuite de la baisse d'activité de l'économie américaine se traduirait par une augmentation du nombre de chômeurs aux Etats-Unis. Le taux de chômage serait de 5,5% contre 5,2% un an plus tôt.

Au Japon, le ralentissement économique mondial aurait un impact sur l'activité. Le taux de chômage se stabiliserait néanmoins autour de 3,8% soit l'un des plus faibles des principaux pays industrialisés.

Le nombre de demandeurs d'emplois pourrait augmenter dans la zone euro où le taux de chômage est prévu autour de 7%. La remontée du chômage serait visible en Allemagne et en France avec un taux de 8,1%. L'Espagne pourrait enregistrer le taux le plus élevé avec 9,2% de la population active.

### V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base

#### V.1.2.1 Le pétrole

En 2008, les cours du pétrole (brent) resteraient orientés à la hausse. Selon l'OPEP, la flambée actuelle des cours n'est pas uniquement le fait d'une insuffisance de l'offre. Elle est également exacerbée par l'action des spéculateurs sur les marchés, les troubles géopolitiques récurrents et la faible capacité de raffinage. Ceci contribuerait au maintien du prix du baril de pétrole brut au-delà des 100 dollars. La demande mondiale quant à elle baisserait et se stabiliserait autour de 87,2 mbj.

## Perspectives 2008-2009

---

### V.1.2.2 Les oléagineux

Les prix élevés du pétrole stimuleraient la demande de sources d'énergies alternatives produites à partir d'huiles végétales. L'insuffisance de l'offre et l'explosion de la demande chinoise augureraient une envolée des cours d'oléagineux déjà très élevés sur les marchés internationaux. L'Economist Intelligence Unit (EIU) table sur une production mondiale en baisse estimée à 219,6 Mt en raison de la chute de l'offre des Etats-Unis. Particulièrement, le prix de la tonne d'huile de palme pourrait se négocier au-delà de 1 254 dollars sur le marché de Kuala Lumpur (Malaisie), premier producteur mondial.

### V.1.2.3 Le caoutchouc

Les cours du caoutchouc naturel continueraient à s'apprécier en 2008. Cette hausse serait motivée par une demande très forte et un déficit de l'offre estimée à 823 000 tonnes depuis fin 2007. La demande mondiale, stimulée principalement par l'essor de l'industrie automobile en Chine, croîtrait de 3,4% en 2008. Les prix du RSS1 pourraient atteindre 3 000 dollars la tonne en moyenne trimestrielle.

### V.1.2.3 Le café

Selon le cabinet The Economic Intelligence Unit (EIU), il est prévu un déficit de l'ordre de 50 000 tonnes à fin 2006. Dans ce contexte, les cours devraient se maintenir à un niveau soutenu.

### V.1.2.5 Le café

L'évolution des cours mondiaux de café resterait ascendante en 2008, en raison de l'action des fonds d'investissement sur les marchés à terme et de la dépréciation du dollar américain. Le prix moyen de l'ensemble des variétés pourrait dépasser 150 cts la livre. La production mondiale selon l'OIC atteindrait 118 millions de sacs, tandis que la demande, toujours plus forte, est estimée à 125 millions de sacs, soit un gap de 7 millions de sacs.

### V.1.2.4 Le cacao

Le marché mondial du cacao serait dans une situation de déficit du fait de plusieurs facteurs à savoir : la propagation de la pourriture brune qui affecte les cabosses des principales régions productrices, la mauvaise qualité des fèves et le racket du cacao en Côte-d'Ivoire. Du coup, les cours devraient poursuivre leur progression au-delà de 2 500 dollars la tonne. La demande mondiale, en hausse de 2,6%, s'établirait à 3,7 Mt, tandis que la production serait en hausse de 11,7% à 3,759 Mt ; ce qui constitue «un équilibre étroit» entre l'offre et la demande selon l'ICCO.

## Perspectives 2008-2009

### V.1.2.5 Le sucre

Des difficultés de production liées à des mauvaises conditions climatiques en Asie, ont amené l'Economist Intelligence Unit (EIU) à réduire à 163,8 Mt les prévisions de production pour la campagne 2007/2008. La consommation mondiale progresserait de 2,7%, à 157,6 Mt. Les cours du sucre, après avoir baissé en 2007, pourraient repartir à la hausse à cause d'une diminution prévisible des excédents mondiaux, d'une forte demande de l'éthanol (suite aux prix élevés du pétrole) et d'une nouvelle chute du dollar.

### V.1.2.6 L'or

Le contexte de ralentissement économique mondial permet à l'or de retrouver son attribut de valeur refuge. L'or pourrait ainsi atteindre la barre des 1000 dollars l'once. Ce raffermissement des cours serait motivé par la crise du crédit aux Etats-Unis et la dépréciation du dollar face aux autres devises.

## V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

### V.2.1 L'activité sectorielle

#### V.2.1.1 Le pétrole

En raison de la poursuite des efforts d'amélioration de rendement des champs dans un contexte de fermeté des cours du baril de pétrole sur le marché international, la production nationale de pétrole brut est prévue à 12,446 millions de tonnes en 2008, soit une progression de 2,6% par rapport à 2007.

#### V.2.1.2 Le manganèse

Evoluant dans un environnement international propice, en raison de la vitalité de la demande et la hausse du prix des minerais, Comilog produirait de 3,5 millions de tonnes de minerais en 2008. Conséquentement, la société verrait son chiffre d'affaires augmenter à 346,377 milliards de Fcfa, soit 27% de plus que l'année précédente.

Parallèlement, Comilog compte investir 37,312 milliards de Fcfa dans le projet du site Okouma visant le déplacement du terrain de golf et de l'aérodrome, ainsi que l'achat des engins de la mine et d'autres projets (sondages, étude sur l'opportunité de fabriquer un nouveau type de produit très demandé par le marché, etc.).

#### V.2.1.3 Le bois

En 2008, il est prévu une hausse de la production nationale des grumes, en liaison avec la demande sans cesse croissante des industries

## Perspectives 2008-2009

---

de transformation de bois. A contrario, du fait de l'application stricte de la politique des quotas, les exportations de grumes connaîtraient un tassement de volume autour de 1.700.000 m<sup>3</sup> toutes essences confondues (dont 1.400.000 m<sup>3</sup> pour les quotas autorisés et 300.000 m<sup>3</sup> pour les forestiers gabonais non assujettis au principe de quotas).

### V.2.1.4 Le raffinage

Suite au renouvellement de son outil de production, la SOGARA améliorerait ses performances afin de mieux valoriser ses produits. Ainsi, il est prévu une augmentation du volume du brut traité de 23% en 2008, dont 50 000 tonnes pour le proccessing. Dans ce contexte, les importations des produits raffinés fléchiraient pour s'établir à 24 000 tonnes pour une valeur de 8,851 milliards de Fcfa.

Pour ce qui est des ventes, la société accuserait une baisse de 3% de son chiffre d'affaires dans la mesure où elle s'attend à une contraction de la consommation de turbine fuel et de gasoil par la SEEG.

### V.2.1.5 L'énergie

Au titre de l'année 2008, la SEEG compte réduire ses coûts de production grâce à l'utilisation de gaz pour le fonctionnement de la centrale thermique d'Owendo, en remplacement du fuel lourd.

### V.2.1.6 Les Autres industries de transformation

#### La chimie

Dans le domaine de l'industrie du papier à base de l'ouate de cellulose, le chiffre d'affaires prévisionnel a été arrêté à 2,550 milliards de Fcfa en 2008 et à 2,755 milliards en 2009.

Au titre des investissements dans la fabrication des détergents et des bougies, il serait acquis 3 machines pour une valeur estimée à 5 000 \$ afin de relancer la fabrication et la vente des bougies.

#### Les matériaux de construction

Il est prévu une production de 200 000 tonnes de ciment et 60 000 tonnes d'agrégats en 2008, pour un chiffre d'affaires consolidé de 29,641 milliards de Fcfa. En 2009, la société produirait 285 000 tonnes de ciment, alors que le chiffre d'affaires serait de 31,998 milliards de Fcfa. De même, le programme d'investissements se poursuivrait en 2008 et 2009 pour des montants respectifs de 1,04 milliards de Fcfa et 3,414 milliards de Fcfa en vue du renouvellement des équipements.

S'agissant de l'extraction du sable, la société envisage une amélioration de l'activité, soutenue par l'ouverture d'une nouvelle carrière en vue de mieux satisfaire la demande du marché, ce qui nécessiterait l'acquisition de deux engins et un porte-char.

## Perspectives 2008-2009

### **La seconde transformation des métaux**

La sous-traitance, l'obtention des nouveaux marchés, la reconquête des anciens clients, la baisse des prix et l'amélioration de la productivité du personnel constituent les facteurs qui entraîneraient la hausse du chiffre d'affaires en 2008.

#### **V.2.1.7 L'imprimerie**

Il est prévu une hausse du chiffre d'affaires en 2008 à 8,614 milliards de Fcfa, en raison de la fidélisation et la conquête de la clientèle et de la diversification à travers la sérigraphie vestimentaire. De même, les entreprises de la branche investiraient un montant de 3,853 milliards de Fcfa en vue de l'acquisition et du renouvellement des équipements.

#### **V.2.1.8 L'édition et la presse**

La mise en l'état de l'ancienne rotative et l'acquisition d'une tour d'impression d'une capacité de tirages de 22 000 à 30 000 exemplaires coûteraient 248 millions de Fcfa. La société atteindrait un chiffre d'affaires de 3,660 milliards de Fcfa en 2008.

#### **V.2.1.9 Le transport ferroviaire**

La vigueur de la demande mondiale devrait contribuer au relèvement du volume de manganèse acheminé par rail. Celui-ci s'établirait à 3 550 000 tonnes en 2008.

Le volume de clinker devrait continuer sa progression, pour se situer à 50 000 tonnes. Le volume de grumes et le nombre de voyageurs croîtraient respectivement de 1,5% et 6,8%.

L'embellie du trafic ferroviaire induirait un chiffre d'affaires de 44,105 milliards de Fcfa, soit une augmentation de 14,5%. La valeur ajoutée devrait s'établir à 4 milliards de Fcfa.

#### **V.2.1.10 Le transport aérien**

En 2008, le dynamisme de Gabon Airlines et la vigueur de la branche autoriserait une consolidation du niveau de l'activité.

Ainsi, le nombre de mouvements des avions commerciaux devrait augmenter de 3%, alors que le nombre de voyageurs atteindrait 690 000, soit une augmentation de 3,5% par rapport à 2007. De même, le fret continuerait sa progression et se situerait à 27 000 tonnes.

#### **V.2.1.11 Le transport maritime et fluvial**

##### **Le port d'Owendo**

En 2008, l'activité au port d'Owendo accuserait un léger retrait du fait de la baisse attendue des Autres marchandises manipulées (-9,7%)

## Perspectives 2008-2009

et des grumes (-2,2%), nonobstant la bonne tenue des exportations de manganèse (2,9%). Ainsi, le volume de marchandises manipulées reculerait de 0,6% par rapport à 2007.

### Le port de Port-Gentil

Le port de Port-Gentil connaîtrait un repli de son activité de l'ordre de 6,4%, soit 1 024 657 tonnes de marchandises manipulées. Cette tendance pourrait être compensée par le dynamisme du secteur pétrolier au regard de l'envolée des cours du baril de pétrole brut sur le marché international.

#### V.2.1.12 Les télécommunications

Pour l'année 2008, il est prévu une amélioration de l'activité du secteur des télécommunications tirée par la téléphonie mobile. L'intensification de la connexion, le lancement de nouveaux produits (Roaming, CDMA et ADSL) et la connexion à l'internet via clé USB sont autant d'éléments qui expliqueraient cette embellie.

#### V.2.1.13 L'hôtellerie, la restauration et le tourisme

Globalement, le secteur hôtellerie, restauration, tourisme et loisirs est en pleine mutation. L'activité serait marquée par :

- la poursuite des travaux de réfection de certains hôtels (Novotel, Atlantique, Mont de cristal) ;
- le démarrage effectif des grands chantiers par le Groupe LAAICO (Okoumé Palace et ancien Dialogue) ;
- la relance des «fêtes tournantes» permettant la réfection de certaines installations vétustes (Relais de Tchibanga) ;
- l'organisation de la fête de la culture à Libreville.

#### V.2.1.14 Les services immobiliers

La Société Nationale Immobilière (SNI) enregistrerait un recul de l'activité en 2008 avec un chiffre d'affaires estimé à 2,790 milliards de Fcfa.

#### V.2.1.15 Les banques

Le marché bancaire gabonais renferme des possibilités de développement, eu égard à la faible bancarisation de la population active. Ce développement nécessiterait :

- l'extension de l'offre de services financiers vers le secteur actuellement informel;
- le développement des opérations sur le marché financier qui permettrait de proposer de nouveaux instruments financiers (obligations d'Etat et des entreprises, les billets de trésorerie...);

## Perspectives 2008-2009

- la facilitation des procédures d'acquisition foncière qui permettrait à un plus grand nombre de solliciter le concours des banques pour des investissements immobiliers, avec des garanties certaines.

### V.2.1.16 La microfinance

En 2008, le secteur devrait s'enrichir d'au moins deux nouveaux établissements, dont un a déjà obtenu l'avis conforme de la Commission Bancaire.

La concrétisation de ces projets entraînerait une augmentation de l'offre des services dans ce secteur et une meilleure pénétration du marché.

### V.2.1.17 Les assurances

En 2008/2009, on observerait une évolution contrastée du marché des assurances. Celui-ci serait soutenu par :

- le développement des activités de la Bourse des Valeurs Mobilières qui apporterait de nouvelles possibilités de placement des ressources collectées ;
- le développement de la micro assurance et de la banque assurance ;
- l'assurance des activités des PME-PMI.

En revanche, quelques inquiétudes demeurerait, du fait de :

- la multiplication des accidents causée par la gestion laxiste du transport des voyageurs et le mauvais état des routes;
- la rareté des opportunités locales de placement ;
- la baisse des taux de rémunération des placements financiers sur le marché local ;
- la mise en place tardive d'un régime de retraite par capitalisation obligatoire pour tous les secteurs (public et privé).

## V.2.2 Les prévisions macroéconomiques en 2008

En 2008, l'économie gabonaise devrait enregistrer une croissance soutenue, mais moins rapide qu'en 2007. Cette croissance, peu riche en créations d'emplois, serait cependant inflationniste. Par ailleurs, le poids du service de la dette dans la production nationale et le déficit primaire hors pétrole baisseraient. La balance des paiements globale serait excédentaire.

### V.2.2.1 Les principales hypothèses

Le PIB en volume augmenterait de 4,9% en 2008 du fait de la croissance de la production pétrolière (2,6%) et de la poursuite de la vitalité du secteur hors pétrole (5,4%), grâce aux effets positifs des réformes structurelles visant l'élargissement de la base productive.

## Perspectives 2008-2009

*Tableau des principales hypothèses*

	2007	2008
Production pétrolière (milliers de tonnes)	12128	12446
Exportations de manganèse (milliers de tonnes)	3302	3499
Exportations de grumes (milliers de mètres cubes)	1938	1900
Prix du baril de pétrole (en dollars US)	69,59	91,20
Taux de change du dollar (en FCFA)	479,4	440,0
Prix de vente du manganèse (dollar/tonne)	172,2	231,0

Source : DGE

### V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2008

En 2008, la valeur ajoutée totale augmenterait de 4,9% en volume. Elle proviendrait pour 18,6% des activités du pétrole, pour 13,2% des services non marchands et pour 68,2% des activités des autres branches, particulièrement les services, le commerce, ainsi que les transports et communications. Celles-ci sont les branches les plus importantes du secteur marchand hors pétrole.

*Prévisions du PIB par secteur aux prix de 1991*

(en%)	08/07
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>4,9%</b>
<b>PIB marchand</b>	<b>5,4%</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>3,4%</b>
Agriculture, élevage, pêche	4,2%
Exploitation forestière	6,7%
Pétrole brut	2,6%
Mines	5,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>8,6%</b>
Industries agro- al, boissons	6,5%
Industrie du bois	10,1%
Autres industries	2,1%
Raffinage	23,5%
Electricité, Eau	6,2%
BTP	6,5%
Services pétroliers	7,4%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>5,3%</b>
Transports & Communication	5,4%
Services	6,0%
Commerce	7,1%
DTI et TVA	0,9%
Banques et assurances	5,0%
<b>Services non marchands</b>	<b>2,0%</b>

Source : DGE

## Perspectives 2008-2009

### V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2008 et 2009

Du point de vue de la demande, l'activité économique serait tirée en 2008 par toutes les composantes de la demande globale.

L'évolution des dépenses d'investissement serait imputable à la croissance des investissements du secteur hors pétrole, en raison notamment des investissements attendus dans le secteur minier, les télécommunications et les BTP.

La consommation totale s'accroîtrait au rythme de 3,9%, alors qu'elle était de 10,2% en 2007. Cette évolution est attribuable à la forte décélération des achats des biens et services des administrations publiques. L'amélioration relative du marché de l'emploi et les effets positifs des réformes structurelles contribueraient à consolider la consommation des ménages, en dépit de la hausse des prix.

La demande extérieure, quant à elle, s'améliorerait du fait de la croissance de la demande mondiale du pétrole et de l'acier.

### V. 2.2.4 Les prévisions du budget

En 2008, les perspectives budgétaires s'inscriraient dans le cadre de la poursuite du programme d'assainissement des finances publiques, avec pour objectifs fondamentaux l'optimisation des recettes fiscales, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et l'allègement de la dette publique.

#### V.2.2.4.1 Les recettes

Les recettes totales s'établiraient à 1 730 milliards de Fcfa en 2008 contre 1 636,5 milliards en 2007. Cet accroissement proviendrait de la bonne tenue des secteurs pétrolier et hors pétrole.

Les recettes pétrolières, estimées à 1023,9 milliards de Fcfa, seraient en hausse de 6,8% par rapport à 2007.

Par ailleurs, les recettes hors pétrole s'amélioreraient de 3,3% en 2008, grâce au renforcement des mesures visant l'optimisation des recettes du secteur hors pétrole.

#### *Prévisions des recettes de l'Etat*

(en milliards de Fcfa)	2007	2008	08/07
Recettes pétrolières	958,5	1023,9	6,8%
Recettes hors pétrole	677,8	700,1	3,3%
Dons	0,2	6,0	
<b>Total des recettes et dons</b>	<b>1636,5</b>	<b>1730,0</b>	<b>5,7%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation

## Perspectives 2008-2009

### V.2.2.4.2 Les dépenses (hors dette)

En 2008, les dépenses publiques primaires augmenteraient de 25,4% pour atteindre 1313,0 milliards de Fcfa contre 1046,8 milliards en 2007. Cette progression s'expliquerait par la hausse substantielle des fonds spéciaux, particulièrement les fonds de réserves pour les générations futures.

La faible progression des dépenses de fonctionnement résulterait de la poursuite des efforts de maîtrise des charges entreprises depuis quelques années par le Gouvernement.

#### *Prévisions des dépenses de l'Etat*

(en milliards de Fcfa)	2007	2008	08/07
Fonctionnement	719,0	726,1	1,0%
Salaires	301,8	312,2	3,4%
Biens et Services	190,4	188,6	-0,9%
Transferts et Subventions	226,8	225,3	-0,7%
Investissements	246,8	274,2	11,1%
Ressources propres	198,6	244,1	22,9%
Financements extérieurs (Finex)	48,2	30,1	-37,6%
Prêts nets	9,7	0	0,0%
Fonds spéciaux (y.c. FER)	71,3	312,7	338,6%
<b>Total des dépenses</b>	<b>1046,8</b>	<b>1313,0</b>	<b>25,4%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation

### V.2.2.4.3 La dette publique

En 2008, le service prévisionnel de la dette publique DGCP augmenterait de 15,6%, en raison de la hausse remarquable du volume des intérêts et du principal de la dette intérieure. Celle-ci serait principalement liée aux objectifs de réduction du stock de la dette Trésor (agios BEAC, intérêts bons d'équipement, opérations FMI, indemnisation des sinistrés).

Toutefois, le fardeau de la dette globale demeure une préoccupation du Gouvernement. De ce fait, il s'est engagé en juillet 2007 sur un rachat anticipé de la dette du Club de Paris, qui devrait permettre de réduire le service de la dette et d'en améliorer le profil.

## Perspectives 2008-2009

### Prévision du service de la dette publique (DGCP)

(en milliards de Fcfa)	2006	2007	2008	08/07
<b>Dette extérieure</b>	<b>334,4</b>	<b>344,2</b>	<b>347,1</b>	<b>0,8%</b>
Intérêt	99,9	92,3	89,7	-2,8%
Principal	234,5	251,9	257,4	2,2%
<b>Dette intérieure</b>	<b>81,8</b>	<b>75,3</b>	<b>137,7</b>	<b>82,9%</b>
Intérêt	3,5	2,3	18,4	700,0%
Principal	78,3	73	119,3	63,4%
<b>Total</b>	<b>416,2</b>	<b>419,5</b>	<b>484,8</b>	<b>15,6%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances du Budget et de la Privatisation.

### V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle

En 2008, la balance des paiements enregistrerait une amélioration substantielle de son solde, suite à une forte augmentation du solde des transactions courantes, en dépit de la détérioration du déficit de la balance des capitaux.

#### V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes

Le solde de la balance des transactions courantes connaîtrait une forte croissance, de l'ordre de 65,1%, consécutivement à l'amélioration du solde excédentaire de la balance commerciale (31,1%). Cette tendance ne pourrait être modifiée par l'alourdissement du déficit des services (-5,6%) et des revenus (-16,7%).

#### La balance commerciale

Le solde prévisionnel de la balance commerciale croîtrait de 31,1%, en relation avec la bonne tenue des cours mondiaux des matières premières en général, et du pétrole, en particulier, avec un prix du baril assez élevé.

#### La balance des services et des revenus

Le déficit de ce compte se creuserait de 12,1%. Cette évolution s'expliquerait par la dégradation sensible du solde négatif des principaux postes.

#### V.2.2.5.2. La balance des capitaux

La balance des capitaux se caractériserait par un solde déficitaire de 1054 milliards de Fcfa, du fait de la sortie massive des capitaux à court terme, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

## Perspectives 2008-2009

---

### V.2.2.5.3 La balance globale

Le solde de la balance globale s'élèverait à 265 milliards de Fcfa en 2008. Il serait financé par l'accroissement des réserves extérieures nettes d'un montant équivalent.

### V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix

Dans le contexte d'une croissance soutenue en 2008, l'amélioration de l'emploi dans le secteur moderne devrait se poursuivre. Mais la progression serait moins importante qu'en 2007. Les sociétés privées, bien que disposant des capacités de production sous-utilisées, enregistraient un accroissement de leurs effectifs pour soutenir une demande intérieure relativement élevée.

Les recrutements dans les secteurs de la Santé, de l'Education et de l'Action sociale contribueraient à la hausse des effectifs de l'Etat. En revanche, ceux des sociétés parapubliques reculeraient du fait de la poursuite des privatisations. Dans ces conditions, la crise de l'emploi persisterait, induisant un taux de chômage toujours élevé.

Compte tenu de la fermeté de l'activité économique en 2008, la masse salariale des sociétés privées poursuivrait son évolution à la hausse. Celle des administrations publiques hors collectivités locales s'accroîtrait.

En 2008, la hausse des prix serait de 5,0% du fait notamment de la forte croissance des prix mondiaux des produits alimentaires.

## V.3 LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT

Dans le but de préparer l'économie à l'ère de l'après pétrole et de faire reculer résolument la pauvreté, le Gouvernement de la République a signé un accord de confirmation triennal avec le FMI en 2007. La poursuite de la mise en œuvre de cet accord constituerait un des principaux axes de la politique économique du Gouvernement en 2008. Les actions à mener iront dans le sens de :

- renforcer l'assainissement et la gestion des finances publiques ;
- poursuivre la diversification de l'économie et le renforcement des infrastructures de base ;
- prendre en compte la dimension sociale de l'ajustement.

### V.3.1 La politique budgétaire

En vue de rompre avec les politiques procycliques, le Gouvernement s'est fixé pour objectif de réduire le déficit primaire non pétrolier. Il ambitionne de faire passer ce déficit à 10% du PIB en 2008 contre 18% en 2007.

## Perspectives 2008-2009

Pour ce faire, des efforts seront poursuivis en matière de mobilisation des recettes et de maîtrise des dépenses.

### **La mobilisation des recettes**

Mise en place en 2006, la commission de suivi des recettes pétrolières (COSUREP) a pour mission d'identifier toutes les recettes pétrolières de l'Etat, d'aider les autorités à élaborer les prévisions et les mesures à mettre en œuvre.

En 2008, cette commission veillera à ce que toutes les recettes pétrolières soient inscrites de façon transparente dans la loi de finances. Dans le même temps, une profonde réforme des exonérations fiscales sera mise en œuvre.

### **Les dépenses**

Le Gouvernement compte améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense publique en 2008, par une meilleure gestion financière. Les efforts de maîtrise de la dépense publique passeront, entre autres, par la mise en application des nouvelles dispositions relatives au recrutement dans la Fonction Publique. Ces dispositions permettront en 2008 de programmer des recrutements et les coûts y afférents.

### **La dette publique**

Du fait des engagements liés au 5ème, 6ème et 7ème Club de Paris, le service de la dette continuerait à exercer une pression sur le budget de l'Etat en 2008. Pour une amélioration à terme des ratios de solvabilité et de liquidité, le Gouvernement compte finaliser le dossier relatif au rachat des dettes les plus onéreuses. Il s'agit pour le pays de rembourser par anticipation sa dette, en levant des fonds sur les marchés financiers internationaux et régionaux. Le résultat attendu de cette opération étant le renforcement des positions extérieure et budgétaire, en réduisant les paiements d'intérêts annuels, ainsi que la vulnérabilité aux chocs futurs.

### **La gestion des dépenses**

Le Gouvernement mènerait des actions en vue de l'amélioration de la gestion au niveau de la préparation, de la présentation et de l'exécution du budget.

S'agissant de la préparation du budget, il sera demandé aux administrations de finaliser leurs Programmes d'Actions Prioritaires (PAP) respectifs en 2008. Une fois regroupés par objectifs stratégiques avec chronogrammes détaillés, ces PAP permettront d'élaborer un cadre de dépenses à moyen terme (CMDT) au lieu des budgets annuels classiques

## Perspectives 2008-2009

---

En matière de présentation du budget, la classification fonctionnelle sera finalisée avec la validation de la nomenclature par nature économique dans son volet investissement et l'éclatement des dépenses relatives à l'eau, l'électricité, le téléphone et la solde.

La gestion de la trésorerie et la publication en temps réel des rapports d'exécution constitueront les principales avancées en matière d'amélioration de l'exécution du budget. L'objectif à terme sera de ramener les délais de règlement du Trésor Public à 30 jours en 2008 contre 60 jours en 2007.

### V.3.2 Les réformes structurelles

La politique de diversification de l'économie est une stratégie par laquelle le Gouvernement compte relever le PIB hors pétrole et réaliser un taux de croissance réel de 4,9% en 2008 contre 5,6% en 2007. Pour ce faire, le Gouvernement devrait :

- diversifier la base productive ;
- accélérer les réformes structurelles ;
- renforcer les infrastructures de base.

#### La diversification de la base productive

En 2008, elle s'appuiera sur les secteurs de l'agriculture, des mines, du tourisme, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture, conformément aux mesures annoncées dans la loi de finances 2007.

#### Les mesures structurelles

Un accent particulier sera mis en 2008, sur les activités de la Cellule Nationale de Microfinance, instrument du Gouvernement en matière de promotion du micro crédit. En plus des actions opérationnelles, cette cellule mènera des actions visant à :

- renforcer la surveillance de l'activité des établissements de microfinance en fonction ;
- rendre les opérateurs plus professionnels par la formation et l'information ;
- vulgariser les nouvelles dispositions fiscales concernant l'activité de microfinance.

#### Les infrastructures de base

Etant donnée la place importante des infrastructures de base dans le processus de relance économique, le Gouvernement s'engage en 2008 à :

- poursuivre l'entretien et la construction des routes ;
- réhabiliter les équipements portuaires et aéroportuaires ;
- étendre les réseaux d'électricité dans le pays.

## Perspectives 2008-2009

### V.3.3 La politique sociale

En vue d'améliorer le bien-être des populations dans les secteurs de l'éducation, la santé, la protection sociale et l'habitat, le Gouvernement mènera des actions d'envergure en 2008.

#### L'éducation

Le renforcement des équipements scolaires (bureaux et tables bancs) ainsi que la poursuite de la politique de gratuité des inscriptions et des manuels scolaires, constitueraient la trame de l'action gouvernementale dans le domaine de l'éducation en 2008.

#### La santé

La réalisation des équipements hospitaliers se poursuivrait en 2008. Des centres de lutte contre le paludisme, ainsi que des dispensaires pourraient être construits. De même, des antirétroviraux seraient achetés.

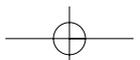
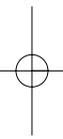
#### La protection sociale

Des programmes d'aide aux personnes démunies se poursuivraient en 2008. Il s'agirait entre autre de :

- renforcer l'offre de protection sociale aux populations ;
- dégager des moyens conséquents pour la prévention et la gestion des calamités ;
- prendre en charge les activités annuelles de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et Garantie Sociale (CNAMGS).

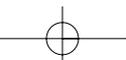
#### L'habitat

Une action dynamique et cohérente serait menée en 2008 pour faciliter l'acquisition des actifs fonciers par une plus large frange de la population. En effet, le Gouvernement lancerait la construction de logements sociaux en partenariat avec des promoteurs nationaux et internationaux.



# Conclusion

---



## Tableau de bord de l'économie

### C O N C L U S I O N

La croissance économique mondiale ralentirait en 2008, plombée par la contraction de la demande dans la plupart des pays développés, la persistance d'importants déséquilibres mondiaux, la crise du crédit, ainsi que les prix élevés du pétrole.

Ainsi, l'économie mondiale croîtrait de 4,1% en 2008 contre 4,9% en 2007.

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB ralentirait à 1,3% en 2008 en moyenne annuelle. Elle devrait pâtir de l'augmentation des prix du pétrole et des produits alimentaires ainsi que de l'insuffisance de crédit.

L'évolution de l'économie américaine influencerait la croissance de la plupart des pays industrialisés. Au Japon, le ralentissement devrait se poursuivre avec une progression de 1,5% du PIB en 2008 contre 2,1% en 2007.

Dans la Zone Euro, l'expansion ralentirait à 1,7%. Le Produit Intérieur Brut de l'Allemagne atteindrait 2,0% en 2008 et 1,4% en 2009. Le PIB de la France s'établirait à 1,6% en 2008 et 1,0% en 2009.

L'ensemble des pays émergents et en développement devrait également perdre de leur vigueur. La croissance de ces pays se tasserait pour s'établir à 6,9% en 2008 et 6,7% en 2009.

La croissance chinoise descendrait à 9,7% en 2008 et 9,8% en 2009, après avoir atteint 11,4% en 2007. Les perspectives économiques de l'Afrique restent favorables. La dynamique de croissance devrait se poursuivre, avec un Produit Intérieur Brut en hausse de 6,4% en 2008 et 2009.

Au niveau national, l'activité économique devrait être soutenue. Toutefois, elle progresserait moins rapidement qu'en 2007. Elle afficherait, ainsi, un PIB en volume de 4,9% en 2008. Cette croissance profiterait de la poursuite de la vitalité du secteur non pétrolier, grâce aux effets positifs des réformes structurelles visant l'élargissement de la base productive. Elle serait, par ailleurs, soutenue par la bonne tenue du secteur pétrolier.

En 2008, les perspectives budgétaires s'inscriraient dans le cadre de la poursuite du programme d'assainissement des finances publiques visant l'optimisation des recettes fiscales, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et l'allègement de la dette publique.

Dans le domaine de l'emploi, le taux de chômage serait maintenu à des seuils élevés. L'on noterait, toutefois, une certaine amélioration de l'emploi, dans le secteur moderne provenant concomitamment du secteur productif et de l'Etat.

## Conclusion

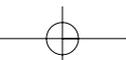
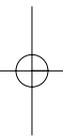
---

En liaison avec une forte augmentation du solde des transactions courantes, le solde de la balance de paiements enregistrerait une amélioration substantielle.

Enfin, les actions à mener dans le cadre de la politique économique du Gouvernement en 2008 porteront sur le renforcement et l'assainissement des finances publiques, la poursuite de la diversification de l'économie et le renforcement des infrastructures de base, ainsi que la prise en compte de la dimension sociale de l'ajustement.

# Annexes

---



## Annexes

## PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Activité (en milliards de Fcfa)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB aux prix de 1991	1 671	1 732	1 832	1 895	1 726	1 693	1 730	1 725	1 768	1 791,6	1 845,7	1 867,4	1 971,2
Pétrole	575	582	573	547	483	421	398	388	415	416,3	410,9	368,4	374,6
Hors Pétrole	1 096	1 150	1 259	1 348	1 243	1 272	1 332	1 337	1 353	1 375,3	1 434,8	1 499	1 596,6
PIB aux prix courants	2 475	2 913	3 109	2 645	2 871	3 608	3 455	3 437	3 519	3 792,1	4 570,9	4 991,5	5 476,2
Pétrole	970	1 279	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,3	2 316,4	2 519,0	2 643,2
Hors Pétrole	1 505	1 634	1 835	1 931	1 822	1 906	2 064	2 075	2 091	2 135,8	2 254,6	2 472,5	2 833
Déflateur du PIB	1,5	1,7	1,7	1,4	1,7	2,1	2	2	2	2,1	2,5	2,7	3,9
Indices des prix à la consommation	431	444	454	466	465	467	477	478	488	490	490	510	102*
Variation annuelle (en %)	9,6	3,1	2,3	2,6	-0,3	0,5	2,1	0,2	2,1	0,4	-0,2	4,0	5,0
<b>Secteur extérieur (en milliards de Fcfa)</b>													
Exportations fob	1 362	1 706	1 770	1 125	1 539	2 364	1 916	1 781,2	1 847,1	2 208,9	2 988,6	3 165,6	3 023,6
Pétrole	1 063	1 334	1 378	845	1 124	1 891	1 511	1 430,1	1 549,2	1 822,2	2 472	2 602,3	2 485,2
Importations fob	440	492	602	686	561	568	621	651,7	605,9	649,3	716,0	827,8	1 006,2
<b>Budget (en milliards de Fcfa)</b>													
Recettes totales	726,8	755,1	1 030	912	814	1 208	1 174	1 089	1 050	1 113,6	1 434,1	1 582,5	1 636,2
Recettes pétrolières	436,9	449,1	644	498	369	814	753	609	570	600	907,1	1 012,8	958,5
Recettes non pétrolières	289,9	306,0	386	414	445	393	421	480	479	513,6	527	569,7	677,8
Dépenses totales	654	676,4	980,2	1 281,6	779,5	786	1 062,9	969,1	789,9	827,1	911,9	1 005,5	1 165,6
Dépenses courantes	515,2	522,1	630,6	918,8	660,6	674,7	860,4	687,4	613,1	627,9	660,1	710,9	837,8
Dépenses d'équipement	138,8	154,3	350	363	119	105	164	137	131	160	193,4	238,8	246,8
<b>Monnaie et crédit</b>													
Avoirs intérieurs nets	329	315	366	496	660	507	723	695	665	636			
Crédits intérieurs	455	440	500	668	647	495	715	707	674	541,7	482	465,6	115,8
Créances nettes sur l'Etat	237	225	194	303	290	94	243	199	208	119,1	17,3	89,9	-519,8
Créances au secteur privé	218	214	306	365	357	401	472	508	466	422,7	464,7	555,5	635,6
Avoirs extérieurs nets	28	106	103	-49	-47	174	-12	32	76	286	536,5	709,2	1 108,9
Vitesse de circulation de la monnaie	4,15	3,86	0,11	5,6	6,4	6,9	6,1	5,7	5,9	5,7	5,3	5,1	5,2
<b>Taux de pression fiscale</b>	33,8	30	33,1	34,5	28,3	33,5	34	31,7	29,8	29,4	29,8	31,7	29,88

\*Passage de l'IPC à l'IIHPC avec changement d'année de base

## Annexes

## REPARTITION SECTORIELLE DE LA VALEUR AJOUTEE A PRIX COURANTS

(en milliards de Fcfa)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>2 475</b>	<b>2 475</b>	<b>3 109</b>	<b>2 645</b>	<b>2 871</b>	<b>3 606</b>	<b>3 454</b>	<b>3 437</b>	<b>3 519</b>	<b>3 792,1</b>	<b>4 570,9</b>	<b>4 991,5</b>	<b>5 476,2</b>
PIB marchand	2 240	2 240	2 850	2 367	2 583	3 316	3 161	3 144	3 217	3 493,9	4 270,5	4 655,4	5 076,4
<b>Secteur primaire</b>	<b>1 220</b>	<b>1 220</b>	<b>1 552</b>	<b>962</b>	<b>1 311</b>	<b>1 973</b>	<b>1 660</b>	<b>1 627</b>	<b>1 700</b>	<b>1 963,4</b>	<b>2 653,9</b>	<b>2 890,5</b>	<b>3 088,0</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	124	124	132	134	135	138	144	148	153	156,4	162,7	175,3	186,3
Exploitation forestière	75	75	92	52	75	86	76	61	61	57,3	60,7	71,3	82,5
Pétrole brut	970	970	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,2	2 316,4	2 519,0	2 643,2
Mines	52	52	53	62	52	47	49	55	58	93,5	114,1	125,0	160,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>275</b>	<b>275</b>	<b>341</b>	<b>365</b>	<b>300</b>	<b>281</b>	<b>334</b>	<b>359</b>	<b>344</b>	<b>347,3</b>	<b>374,0</b>	<b>409,5</b>	<b>454,8</b>
Industries agro-al, boissons	43	43	40	45	40	40	45	47	48	49,3	53,3	58,5	64,8
Industries du bois	13	13	15	16	22	16	21	26	31	35,6	40,4	51,7	59,8
Autres industries	57	57	82	87	74	79	91	94	87	87,8	94,4	94,4	100,6
Raffinage	13	13	9	16	13	15	15	16	17	16,9	21,1	20,4	24,8
Electricité, Eau	35	35	36	29	33	34	37	46	48	53,9	56,7	61,6	69,7
BTP	93	93	152	159	77	54	80	85	72	75,6	78,6	91,9	100,6
Recherche, services pétroliers	22	22	7	12	42	44	44	46	41	28,2	29,5	31,0	33,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>745</b>	<b>745</b>	<b>958</b>	<b>1 040</b>	<b>972</b>	<b>1 062</b>	<b>1 167</b>	<b>1 158</b>	<b>1 173</b>	<b>1 183,2</b>	<b>1 242,6</b>	<b>1 355,3</b>	<b>1 533,5</b>
Transports et communications	130	130	164	172	161	166	186	191	197	204,1	211,4	227,5	281,0
Services	265	265	322	362	380	392	450	466	457	461,7	494,0	539,5	587,8
Commerce	222	222	232	251	232	239	257	242	247	240,0	256,3	279,1	303,5
DTI et TVA	116	116	215	236	181	247	255	239	251	257,2	260,1	287,8	338,3
Services bancaires, assurances	12	12	24	19	18	19	19	20	21	20,2	20,8	21,4	22,9
<b>Services non marchands</b>	<b>235</b>	<b>235</b>	<b>259</b>	<b>278</b>	<b>288</b>	<b>291</b>	<b>293</b>	<b>293</b>	<b>302</b>	<b>298,2</b>	<b>300,4</b>	<b>336,1</b>	<b>336,1</b>

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(en pourcentage)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>5,0</b>	<b>3,6</b>	<b>5,7</b>	<b>3,5</b>	<b>-8,9</b>	<b>-1,9</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,5</b>	<b>1,4</b>	<b>3,0</b>	<b>1,2</b>	<b>5,6</b>
PIB marchand	5,5	3,7	5,9	3,1	-10,6	-2,2	2,5	-0,2	2,5	1,3	3,1	0,7	5,5
<b>Secteur primaire</b>	<b>5,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,8</b>	<b>-2,1</b>	<b>-11,3</b>	<b>-8,9</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,8</b>	<b>5,4</b>	<b>1,6</b>	<b>0,5</b>	<b>-5,8</b>	<b>3,4</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	-1,7	1,2	-2,7	4,4	-5,8	2,1	3,5	2,2	2,4	2,2	3,2	3,6	4,0
Exploitation forestière	0,0	0,0	29,4	-8,6	18,5	13,0	2,0	-20,6	-1,0	-1,9	3,8	2,3	9,9
Pétrole brut	5,2	1,3	-1,6	-4,5	-11,7	-12,9	-5,4	-2,5	6,9	0,4	-1,3	-10,4	1,7
Mines	32,0	-6,4	-6,3	25,6	-42,3	-10,0	5,1	3,9	4,8	23	11,9	8,3	11,9
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,7</b>	<b>11,3</b>	<b>17,5</b>	<b>9,8</b>	<b>-12,8</b>	<b>-3,2</b>	<b>10,3</b>	<b>6,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>4,6</b>	<b>1,0</b>	<b>6,1</b>
Industries agro-alimentaires, boissons	-1,7	4,6	0,0	15,3	-7,0	-2,8	11,4	3,4	-0,1	2,5	6,0	5,4	8,4
Industries du bois	3,0	5,9	61,1	86,2	0,2	-29,2	33,9	19,0	19,7	4,1	9,7	9,5	9,7
Autres industries	4,1	17,9	18,1	7,0	-13,0	5,3	13,5	1,8	-3,2	0,1	6,7	-9,1	1,5
Raffinage	35,1	74,0	-5,2	3,1	45,8	8,9	-10,6	4,6	-4,9	4,0	5,6	-6,5	14,9
Electricité, Eau	-0,3	-4,3	6,0	2,3	3,9	1,3	6,8	21,2	3,8	10,2	2,5	6,0	3,7
BTP	6,9	10,5	44,9	7,1	-52,8	-24,4	37,4	3,3	-6,2	4,2	2,0	6,4	3,3
Recherche, services pétroliers	-28,8	-28,5	-16,8	37,2	110,3	3,1	0,0	3,0	22,3	-22,4	2,5	6,1	6,2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>8,0</b>	<b>4,6</b>	<b>9,8</b>	<b>6,3</b>	<b>-8,6</b>	<b>5,8</b>	<b>4,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>4,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,8</b>
Transports et télécommunications	-1,4	4,8	8,8	5,8	-5,8	3,2	3,1	2,4	3,0	3,2	4,5	4,8	7,2
Services	14,3	4,1	10,5	11,5	5,3	2,8	4,4	3,3	0,2	1,5	5,8	5,4	6,0
Commerce	9,4	-4,3	1,1	5,0	-24,9	2,7	2,2	-7,3	1,3	-0,7	4,1	5,3	7,0
DTI et TVA	7,0	22,8	24,9	0,8	-27,2	28,6	8,2	-11,1	-2,8	1,4	2,4	15,3	9,1
Services bancaires, assurances	-8,7	31,6	18,4	-12,3	10,6	2,0	2,6	5,7	2,7	-5,4	2,9	5,6	6,3
<b>Services non marchands</b>	<b>0,7</b>	<b>3,0</b>	<b>4,7</b>	<b>6,3</b>	<b>3,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>	<b>2,5</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>

## Annexes

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production	15 569	17 357	18 246	18 277	18 462	17 570	15 586	13	12 890	12 563	13 432	13 483	13 300	11 930	12 130
Exportations	14 545	16 201	16 770	17 363	17 539	16 722	14 500	12 400	12 650	11 640	12 680	12 732	12 490	11 010	11 310
Prix moyen du Brent (dollar US/baril)	ND	ND	17	20,69	19,7	12,74	17,87	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22	54,38	65,13	72,52
Prix moyen du brut gabonais (dollar US/baril)	ND	ND	ND	19,9	ND	ND	17,1	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75	50,49	61,83	69,59
Taux de change moyen (Fcfâ/dollar US)	282	514	498	511,6	583,7	589,8	615,5	711,5	733,11	696,5	581,18	528,18	527,84	522,89	479,42

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE BOIS EN GRUMES (en milliers de mètres cubes)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PRODUCTION															
Okoumé/ Ozigo	1 459	1 667	1 842	1 779	1 993	1 393	1 650	2 675	2 013	1 181	1 812	1 077	1 511	1 560	1 650
Bois divers	400	460	546	505	782	771	752	1 040	1 518	1 644	1 208	1 486	1 632	1 660	1 700
TOTAL	1 859	2 127	2 388	2 284	2 775	2 184	2 402	3 715	3 531	2 825	3 020	2 563	3 143	3 220	3 350
EXPORTATIONS															
Okoumé/ Ozigo	1 479	1 482	1 711	1 907	1 990	1 074	1 611	1 723	1 520	1 243	1 110	848	814	862	1 065
Bois divers	356	423	508	444	681	690	718	856	790	684	607	674	772	906	873
TOTAL	1 835	1 905	2 219	2 351	2 671	1 764	2 329	2 579	2 310	1 927	1 717	1 522	1 586	1 768	1 938

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE MINERAIS DE MANGANESE (en milliers de tonnes)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PRODUCTION															
EXPORTATIONS	1 291	1 436	1 929	1 903	2 093	1 908	1 743	1 791	1 856	1 972	2 000	2 459	2 753	2 979	3 334
VENTES	1 460	1 366	1 852	1 977	1 995	2 064	1 944	1 939	1 659	1 932	1 943	2 491	2 887	2 896	3 293
Prix de vente (en Fcfâ/Tonne)	1 665	1 691	2 010	2 063	2 036	2 050	2 018	2 003	1 664	1 924	1 942	2 493	2 885	2 900	3 301
	23 363	38 02,5	34 826	36 625	43 500	40 597	41 309	41 883	42 718	52 238	46 572	61 515	75 000	65 572	82 532

## Annexes

## L'INDUSTRIE DU BOIS

<b>Le déroulage-contreplaqué (en m<sup>3</sup>)</b>			
Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	44 601	11 180	32 011
1991	48 993	13 222	23 248
1992	33 951	6 898	18 209
1993	25 345	4 813	14 576
1994	32 428	11 658	19 624
1995	57 199	15 292	39 137
1996	55 660	21 277	36 622
1997	52 519	17 644	34 205
1998	54 299	16 047	33 515
1999	64 005	11 747	59 302
2000	37 405	12 813	26 288
2001	45 208	13 903	28 686
2002	31 275	12 174	26 591
2003	37 824	7 161	29 578
2004	52 766	2 330	49 261
2005	42 759	6 667	30 471
2006	46 745	12 752	33 756
2007	53 783	12 669	41 423

<b>Les sciages (en m<sup>3</sup>)</b>			
Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	29 028	25 877	625
1991	44 820	49 872	1 502
1992	34 109	23 448	ND
1993	31 967	21 376	93
1994	29 125	18 870	171
1995	29 000	20 105	176
1996	30 089	18 846	230
1997	30 369	19 250	251
1998	37 691	19 967	16 948
1999	34 650	23 802	17 000
2000	49 193	20 155	24 581
2001	69 840	23 904	25 392
2002	86 195	32 040	32 240
2003	95 000	34 427	34 100
2004	170 185	16 147	120 921
2005	229 687	20 197	166 089
2006	206 816	520 273	164 536
2007	299 409	53 614	253 227

## Informations sur la DGE

---

*Ont contribué à l'élaboration du TBE, Situation 2007, perspectives 2008-2009*

### **CABINET :**

**Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation**

M. Paul TOUNGUI

### **Ministre délégué :**

M. Charles MBA

### **DIRECTION GENERALE**

#### **Directeur Général**

M. Paul BONGUE BOMA

#### **Directeurs Généraux adjoints :**

Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

M. Modeste MFA OBIANG

#### **Assistants du Directeur Général :**

Mmes : Arlette ANTIOPPE NGOUA

Amélie ANGUE MINKO

MM : Jean Louis MIHINDOU

Marcel IBINGA

Guy AMBOUROUE

### **DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)**

**Directeur :** M. Lambert OTO'O NGOUA

**Directeur Adjoint :** M. MOULOUNGUI Roger

#### **Chargés d'Etudes :**

MM. Yves MOUPEPE

Eric IKAPI

LEYINDA KOKA NDOMBA

Célestin MEKAME OSSOUMA

Freddy Thibaud MOUSSAVOU

Didier OBAME NANG

Thierry KOUMA

Ulrich Joël DIOUF ELEWANYE

Aldrin SANGUEBE

Mmes : Honorine RALOUGOU

Carla Marlène MATSANGA

Marie France NDAMANGANA

## Informations sur la DGE

---

Hortense OKOUMBA ALILA  
Mélanie Flore KOUMBA  
Flore LEPENGUE

### **DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)**

**Directeur** : M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

**Directeur Adjoint** : M. André MEBIAME OWONO

**Chef de service** : Thomas EYENE OBAME

**Chargés d'Etudes :**

MM. Jean de Dieu MOUSSODOU  
Christophe LEKOUGH A OYOUOMI  
Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA  
Guy Rostand NDONG ALLOGHO  
Robert MEDOUME ASSE  
Mmes : Cécile MAGANGA NZIENGUI  
Bertille ONGUIND'AVOUMA  
Raïssa NTSAME NDZIGUE  
Mireille AYITO OBIANG  
Gisèle LIKASSA

### **DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)**

**Directeur** : Mme Aurélie KASSAT

**Directeur Adjoint** : Jean Aimé Roger BOUSSAMBA

**Chargés d'Etudes :**

MM. Cyril BIBANG ENDAMANE  
Prosper EBANG  
Valentin MBA MENGUE  
Jean Aimé Christian DIWASSA  
Raphaël MBA NANG  
Dan Romaric OBOUMADZOGO  
Martial MBA BISSIGHE  
Samuel ALLOGO ASSEKO  
Rodrigue BEWOTSE  
Mmes : Bernadette BELLA OBAME  
Catherine MEZENE M'EBANE  
Ghislaine MINKUE

**DIRECTION DES SYNTHES ECONOMIQUES ET DE LA  
RECHERCHE (DSER)**

**Directeur** : Mme Juliette LOEMBA BAYONNE née NZIENGUI

**Directeur Adjoint** : M. Ghislain ILOUGOU

**Chef de service** : Blaise NDOUNOU YINDAS

**Chargés d'Etudes :**

MM. Joseph TCHINGA  
Patrick LOEMBA  
Cédric KOUMBA  
Innocent ILAWOU  
Mmes: Ruth DOREGO née AKOUME MBA  
Huguette NGUIABANDA née LEMAMI

Achévé de rédiger en août 2008  
par les services de la Direction Générale de l'Économie  
du Ministère de l'Économie, des Finances,  
du Budget et de la Privatisation  
de la République Gabonaise



